

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°474

SEPTEMBRE 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAK : DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES AU KURDISTAN**
- **IRAN : LE 2^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JINA MAHSA AMINI**
- **TURQUIE : LA RECHERCHE DE NOUVELLES ALLIANCES**
- **ROJAVA : REPORT SINE DIE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES**

IRAK : DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES AU KURDISTAN

A

près la trêve estivale, la campagne pour les élections parlementaires du 20 octobre a commencé début septembre dans les principales villes et localités kurdes. Au total, 1191 candidats, dont 368 femmes se présentent pour les 100 sièges du parlement du Kurdistan. Parmi eux, de nombreux candidats indépendants ainsi que 39 candidats pour les 5 sièges réservés aux minorités ethno-religieuses. Celles-ci disposaient depuis les premières élections libres du Kurdistan en mai

1992 d'un quota de 11 sièges. La Cour suprême fédérale irakienne, pour des raisons purement politiques et en dépassant ses prérogatives constitutionnelles avait décidé en février dernier de supprimer ce quota, puis après des mois de contestation, de tensions et de négociations tendues avait consenti à un quota de 5 sièges. Ce « compromis » douloureux a permis de lancer le processus d'organisation des élections, bloqué depuis deux ans.

La nouvelle loi électorale divise le

Kurdistan autonome en 4 provinces :

- Erbil, 34 sièges dont 10 pour les femmes, 2 pour les minorités ;
- Suleimanieh, 38 sièges dont 11 pour les femmes et 2 pour les minorités ;
- Dihok, 25 sièges dont 8 pour les femmes et 1 pour les minorités ;
- Halabja, 3 sièges dont 1 pour les femmes.

Les femmes sont ainsi assurées de disposer de 30% des sièges au Parlement du Kurdistan.

Le Kurdistan autonome compte 3.789.000 électeurs qui disposent chacun d'une carte d'identité biométrique. Le vote sera, pour la première fois, électronique et le résultat du scrutin devrait, de ce fait, être connu assez rapidement. Mais ce système électronique contrôlé par la Haute commission électorale irakienne, donc par Bagdad, ne fait pas l'unanimité. Des craintes d'une manipulation des résultats, dont les services iraniens sont experts, sont vives, ouvrant la voie à des futurs contestations. Les autorités kurdes ont cependant obtenu que les résultats soient d'abord dépouillés et recensés dans les bureaux de vote au Kurdistan, avant leur centralisation et certification à Bagdad.

La campagne électorale se déroule dans un contexte régional très tendu. Le conflit entre Israël et les diverses milices alliées de l'Irak affecte la sécurité du Kurdistan et ses communications avec le monde extérieur. De nombreux vols avec le Moyen Orient sont fréquemment annulés. Les compagnies Lufthansa et Austrian Airlines avaient suspendu tous leurs vols vers Erbil du 29 juillet au 27 août et de nouvelles suspensions sont à craindre. La Turquie poursuit ses opérations militaires dans les zones frontalières du Kurdistan y semant insécurité et destructions provoquant des déplacements des populations locales.

La mission d'assistance des Nations-unies pour l'Irak (MANNI) a, dans un communiqué, salué le début de la campagne électorale pour les prochaines élections législatives au Kurdistan et souligné « la nécessité pour les partis politiques de s'engager dans une saine compétition d'idées qui reste libre de toute intimidation ou menace ». Elle a également appelé « tous les candidats, partis politiques et médias à favoriser une atmosphère d'inclusion et de dialogue et à garantir que les femmes, qui sont souvent confrontées à des défis

uniques lors des élections, puissent participer pleinement ». Le système électoral précédent avait permis d'assurer aux femmes plus 30% des sièges dans la dernière législature où le Parlement du Kurdistan était présidé par une femme.

De nombreux observateurs craignent aussi les ingérences de l'Iran, qui a une longue tradition d'exploiter à son profit les divisions politiques kurdes, pour favoriser les partis ou groupes qui lui sont proches. L'Iran jouit aussi d'une influence décisive à Bagdad où les résultats des urnes seront finalisés et certifiés ainsi qu'auprès de la Cour Suprême fédérale irakienne.

Le nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian a choisi l'Irak pour sa première visite à l'étranger où il s'est rendu le 11 septembre. Il a été reçu par le Premier ministre Mohammed Chia al-Soudani. Au menu, la coopération sécuritaire et économique et la mise en œuvre d'une centaine d'accords signés à ce jour entre l'Irak post-Saddam et la République islamique. L'Irak s'est engagé à empêcher « le lancement depuis son territoire de toute agression, action armée ou criminelle contre la République islamique d'Iran ; conformément à ces engagements sécuritaires » et afin de ne pas donner de prétexte à de nouvelles incursions militaires iraniennes au Kurdistan des partis politiques kurdes iraniens qui disposaient d'unités d'auto-défense des Peshmergas ont été éloignés des zones frontalières et installés dans des campements à l'intérieur du pays. Le président iranien a également rencontré son homologue irakien Latif Rashid, qui contrairement à la plupart des dirigeants irakiens un temps exilés en Iran, ne parle pas persan mais arabe, anglais et kurde. Le président iranien natif de la ville kurde de Mahabad, parle couramment kurde mais pas arabe ni anglais. Leur entretien en tête à tête se serait déroulé en kurde, ce qui

constitue une première diplomatique.

Après sa visite à Bagdad, le président iranien s'est rendu à Erbil où, selon l'AFP, il a été accueilli à l'aéroport « en grande pompe » par le président du Kurdistan Nechirvan Barzani. Leur entretien a débuté en kurde puis, pour permettre au reste de la délégation iranienne de suivre, on est passés au persan que le président Barzani maîtrise bien car il a grandi et a été scolarisé jusqu'au baccalauréat en Iran. Les échanges d'amabilités et de déclarations de bonne intention vont sans doute contribuer à apaiser pour un temps, l'atmosphère. Les relations économiques kurdo-iraniennes sont florissantes mais les orientations pro-occidentales du Kurdistan, la présence militaire américaine à Erbil irritent l'Irak qui aimerait transformer l'Irak en une zone d'influence iranienne exclusive, une sorte de dominion ou satrapie, gouvernée par une alliance chiite-kurde où une autonomie kurde de façade pourrait être tolérée. Le président iranien s'est également rendu à Suleimanieh, capitale culturelle du Kurdistan irakien et fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) où il s'est recueilli sur la tombe de Jalal Talabani, fondateur de l'UPK, ancien président de l'Irak et « ami de longue date » de l'Iran.

Sous la pression de l'Iran, le gouvernement irakien a accéléré les négociations en vue de la fixation d'un calendrier pour le départ des forces de la coalition internationale de lutte contre Daech. La mission de cette coalition prendra fin « au plus tard à la fin de septembre 2025 » ont annoncé Washington et Bagdad dans une déclaration conjointe le 27 septembre. Les deux parties se sont mises d'accord sur « un plan de transition en deux phases » a fait savoir un responsable américain cité par l'AFP (28.09). La première durera jusqu'à la fin de septembre 2025 et elle impliquera « la fin de la présence des forces de la Coalition dans cer-

taines parties de l'Irak » « La deuxième phase entre septembre 2025 et septembre 2026 concerne le Kurdistan » selon le ministre irakien de la défense Thabet al-Abbassi. La Coalition continuera ses opérations en Syrie.

Pour justifier le retrait de la Coalition internationale qui outre 2500 soldats américains comprend aussi des effectifs de plusieurs pays dont la France et le Royaume-Uni, Bagdad assure que ses forces de sécurité, sont désormais capables de mener seules la bataille contre l'État islamique. On se souvient qu'en 2011, sous la pression iraniennne, l'Irak avait affirmé qu'il était désormais en mesure de lutter contre al-Qaïda et obtenu du président Obama, le départ prématuré des forces américaines, avec les conséquences désastreuses que l'on sait. Profitant du vide sécuritaire, les anciens d'al-Qaïda, réorganisés en Daech, ont occupé en 2014 un tiers du territoire irakien, y compris la métropole de Mossoul. Et Bagdad a dû appeler au secours les Américains.

Par ailleurs, le Parlement irakien a de nouveau reporté le vote sur la loi « restituant les propriétés à leurs propriétaires à Kirkouk ». Une dernière session consacrée au projet de loi est attendue plus tard. Un député kurde a expliqué que le report est dû à plusieurs questions non résolues qui nécessitent des discussions plus approfondies avant que la loi puisse être soumise au vote. Le député turkmène Arashad al Salhi, soutenu par la Turquie, a confirmé un accord avec les blocs kurdes pour retarder à la fin de la semaine le vote sur l'an-

nulation des décisions du Conseil de commandement révolutionnaire concernant les terres confisquées. Le Conseil de commandement révolutionnaire du régime Baas avait confisqué des centaines de milliers d'acres de terres agricoles appartenant à des Kurdes et à certains Turkmènes et les avait cédées à des colons arabes et à des membres des services de sécurité. Le gouvernement irakien n'a pas réussi à mettre en œuvre plusieurs dispositions constitutionnelles appelant à l'annulation des changements démographiques imposés par le Baas. Dans le même temps, les législateurs chiïtes recherchent désormais le soutien des Kurdes et des Turkmènes pour plusieurs amendements controversés sur un projet de loi sur le code civil en échange de leur soutien au projet de loi « restituant les propriétés à leurs propriétaires ».

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a rencontré le Premier ministre irakien Mohammed Shia al Soudani à New York le 23 septembre et a discuté de l'importance de la réouverture de l'oléoduc Irak-Turquie pour promouvoir les investissements étrangers dans l'économie irakienne. L'oléoduc, qui transporte les exportations de pétrole du Kurdistan irakien vers la Turquie, a été fermé depuis que l'Irak a poursuivi en justice avec succès la Turquie pour l'empêcher de permettre au Kurdistan irakien d'exporter du pétrole de manière indépendante en mars 2023. L'oléoduc reste fermé malgré les affirmations de Bagdad selon lesquelles il rouvrirait « bientôt », et

son la fermeture a coûté à l'Irak environ 20 milliards de dollars. Blinken et al-Soudani ont également souligné le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Irak et l'engagement commun des deux pays à parvenir à la stabilité régionale et à la défaite durable de l'Etat islamique (Daech).

A signaler aussi qu'une frappe aérienne turque a tué un berger kurde et endommagé plusieurs maisons dans un village du sous-district de Sidakan, dans le gouvernorat d'Erbil. Le sous-district de Sidakan a récemment été le théâtre de nombreux affrontements entre les forces turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon l'ONG CPT 12 civils, dont 5 de Sidakan, ont été tués ou blessés par les attaques turques dans la région du Kurdistan cette année. Les attaques turques et iraniennes contre le Kurdistan irakien ont tué 425 civils et en ont blessé 420 depuis 1991.

A noter que l'Irak va organiser un recensement de sa population les 20 et 21 novembre prochain. « Un couvre-feu de deux jours sera imposé dans toutes les provinces pour procéder au recensement de la population » a annoncé un communiqué du Premier ministre le 1er septembre. Le dernier recensement avait été organisé en 1997 dans 15 provinces excluant les trois provinces du Kurdistan autonome (AFP, 1.09). Pour organiser le prochain recensement, les autorités irakiennes ont signé un partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

IRAN :

LE 2^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE JINA MAHSA AMINI

Le deuxième anniversaire de la mort en garde-à-vue à Téhéran de la jeune étudiante kurde Jina Mahsa Amini a été commémoré au Kurdistan et en Iran par de nombreuses manifestations et grèves dans un contexte très

répressif.

Le 15 septembre, une grande grève publique a commencé dans le Kurdistan iranien pour commémorer le deuxième anniversaire de Jina Amini assassinée par la police des mœurs iranienne le 16 septembre 2022. À Saqqez, la ville natale

d'Amini, les autorités iraniennes ont placé ses parents en résidence surveillée et ont empêché sa famille de se rendre sur sa tombe au cimetière d'Aichi. Le régime a également libéré l'eau d'un barrage pour empêcher d'autres personnes d'accéder au cimetière.

L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que des grèves dans plusieurs villes, dont Mahabad, Saqqez et Sanandaj, étaient organisées par des civils et des partis politiques kurdes. Dans de nombreuses régions, les autorités ont menacé les commerçants qui refusaient d'ouvrir leurs magasins et sont même entrés par effraction dans certains magasins fermés. Une présence militaire importante du régime, comprenant des forces spéciales et des hélicoptères, a également été observée dans plusieurs villes. La mort de Jîna Amini avait déclenché des manifestations en 2022 qui ont entraîné la mort d'au moins 120 citoyens kurdes et 400 Iraniens. Entre-temps, les autorités iraniennes de Bokan ont arrêté Ahmad Hassanzadeh, père de Mohammad Hassanzadeh, tué lors des manifestations « Femme, Vie, Liberté ». Les forces du régime ont également arrêté huit Kurdes à Diwandarah, deux à Piranshahr, deux à Marivan et un adolescent à Dehghani. Le régime a également réprimé les militants et les civils pour leurs publications sur les réseaux sociaux commémorant la mort d'Amini.

Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs capitales occidentales avec la participation des diasporas kurde et iranienne ainsi que des militants féministes et des défenseurs des droits de l'homme. A Paris, le 25 septembre, plusieurs centaines de manifestants, 700 selon la Préfecture de Police, ont participé à une marche partie de la place de la Bastille à l'Hôtel de Ville (Le Monde, 15.09.2024). Une vingtaine d'association de défense des droits humains s'est associée à cette marche pacifique. Libéré en juin dernier des prisons iraniennes, Louis Armand qui avec un autre prisonnier français récemment élargi Benjamin Brière, soutenaient cette marche a déclaré : « quelle ironie de me trouver, ici aujourd'hui avec vous, moi qui a passé près de deux ans à la prison

d'Evin pour ma supposée participation aux manifestations de septembre 2022. Oui, j'étais en prison, mais c'est un honneur immense que d'avoir pu vivre parmi vous, combattants de la liberté, qui avaient partagé mes peines ». Présente à la marche, Sylvie Brigot, directrice générale d'Amnesty International, a dénoncé la répression qui perdure « On utilise toujours la peine de mort de manière massive comme instrument pour distiller la peur a-t-elle affirmé. Et il y a encore des milliers et des milliers de personnes détenues injustement, sans procès », a-t-elle ajouté.

Parmi ces prisonniers d'opinions, la lauréate de Prix Nobel de la Paix qui a, du fond de sa geôle, appelé, le 16 septembre, la communauté internationale à « sortir du silence et de l'inaction » face à l'oppression dévastatrice et la discrimination perpétrées par les gouvernements autocratiques et autoritaires contre les femmes, en criminalisant l'apartheid de genre ». Évoquant « ces deux années terribles » et « la route qui reste à parcourir elle affirme que « rien ne sera plus comme avant » et que « le changement fait vaciller les fondements de la tyrannie religieuse (...) En ce deuxième anniversaire de Femme, Vie, Liberté nous réaffirmons notre engagement à réaliser la démocratie, la liberté, l'égalité, et à vaincre le despotisme théocratique ». A son initiative, 34 prisonnières politiques ont annoncé le 15 septembre entamer une grève de la faim « symbolique » pour « commémorer » la contestation depuis deux ans et le « meurtre » de Jîna Mahsa Amini (AFP, 16 septembre).

Contestation qui désormais se poursuit dans toutes les couches de la société en sourdine, d'une manière souterraine, soulignent les nombreux reportages publiés à cette occasion dans les media occidentaux (voir notamment pp. 30, 39 et 49 de notre revue de presse).

Le nouveau président iranien Massoud Pezeshkian, élu en juillet, a promis le 16 septembre d'empêcher la police de mœurs de « déranger » les femmes. Il affirme que son gouvernement s'apposera à la police des mœurs et « à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain. Nous n'avons pas le droit de contraindre les femmes et les jeunes filles et j'ai honte de ces comportements à leur égard » (AFP, 16/09). Il s'efforcera aussi d'alléger les restrictions draconiennes imposées sur internet, notamment sur les réseaux sociaux.

Cependant, l'aile dure du régime, menée par son rival malheureux aux présidentielles, Jalilî, qui contrôle le Parlement et la plupart des leviers de commande du régime ne semble guère tenir le moindre compte de ces promesses du Président élu. Ainsi, le 25 septembre, le Conseil des Gardiens iraniens a approuvé le controversé « projet de loi sur le hijab et la chasteté ». La loi légitime le recours à la violence pour faire respecter les lois sur le hijab obligatoire, étend la ségrégation sexuelle dans les espaces publics et accorde aux agences de renseignement un pouvoir d'application important. Le ministère iranien du Renseignement (VAJA), le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) et l'Organisation du renseignement de la police de la République islamique d'Iran (SAFA) disposent désormais de bien plus d'autorité pour faire appliquer les lois qui relevaient autrefois de la responsabilité première de la « police de la moralité ». Les sanctions en cas de violations des règles morales vont désormais d'amendes et d'emprisonnement à 74 coups de fouet pour moquerie du hijab et même à la peine de mort pour certaines infractions liées au hijab.

La lutte des factions au sommet du pouvoir iranien semble de plus en plus âpre. L'offensive d'Israël contre le Hezbollah libanais, la décapitation de la direction poli-

tique et militaire du mouvement chiite libanais, y compris l'assassinat de son chef charismatique Hassan Nasrallah, très proche de l'ayatollah Khameney, exacerbent ces tensions. L'aile « modérée » représentée par le président iranien plaide pour une solution diplomatique et un processus de normalisation avec les pays occidentaux comme il a déclaré à la tribune des Nations-Unies. Selon lui, une riposte militaire iranienne aux provocations répétées de Benyamin Netanyahu comporte le risque d'un conflit généralisé qui serait dévastateur, pour l'Iran et pour le Proche Orient. L'aile dure, de son côté, cherche une confrontation militaire pour venir en aide aux alliés régionaux de l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, saignés à blanc par Israël, rétablir la crédibilité c'est-à-dire la capacité de nuisance de l'Iran et « venger les martyrs » iraniens et alliés dont la liste ne cesse s'allonger. Le dilemme iranien, souligné par de nombreux commentateurs de la presse internationale devient cornélienne : ne pas réagir comporte le risque de perte d'influence et de crédibilité auprès du vaste réseau des milices armées et financées par Téhéran, dont le Hezbollah et le

Hamas ; engager une confrontation militaire avec un Israël soutenu par les États-Unis et courir le risque d'une riposte israélienne massive et dévastatrice susceptible de déstabiliser davantage le régime. La voie médiane de représailles symboliques et annoncées d'avance comme en avril dernier, paraît d'autant plus difficile que le Premier ministre israélien semble déterminé à utiliser au mieux « la fenêtre d'opportunité » dont il rêvait pour « punir l'Iran » en toute impunité, à un mois des élections américaines où Washington paraît ne pas avoir d'autre choix que de soutenir Israël quoi qu'il fasse. Sans l'afficher publiquement la plupart des États arabes de la région, à l'exception de la Syrie et de l'Irak, ne vas pas déplorer le sort de l'Iran et de Hezbollah. Les rodomontades du président turc restent verbales et la Russie et la Chine ont d'autres chats à fouetter. Par ailleurs, au Kurdistan, le régime iranien a condamné le père, la sœur et le beau-frère du prisonnier politique kurde Pakshan Azizi – Aziz Azizi, Pershang Azizi et Hossein Abbasi – à un an de prison. Pakshan Azizi risque la peine de mort et un autre Kurde, Ayoub Anisi Yengjeh, a été condamné à

deux ans de prison dans le cadre de l'affaire Azizi. Le 22 septembre, la Cour d'appel de Téhéran a confirmé les quatre peines de prison. L'ONG Hengaw a rapporté que les proches de Pakshan Azizi avaient été reconnus coupables de « complicité avec un criminel » et que Yengjeh avait été accusé de « complot contre la sécurité internationale ». Pakshan Azizi a été condamné à mort pour rébellion après avoir participé aux manifestations antigouvernementales qui ont suivi la mort de Jina Amini en septembre 2022. Parallèlement, le régime iranien a prononcé de lourdes peines contre trois autres Kurdes, dont une peine de 64 mois de prison contre le journaliste kurde Mostafa Nematî en 2022. Le régime a également condamné un Kurde de 52 ans originaire de Shinno à deux ans de prison, et la Cour suprême d'Iran a confirmé la peine de mort d'un prisonnier politique kurde originaire de la région kurde de Turquie nommé Hatem Ozdemir. Entre-temps, au moins cinq personnes ont été arrêtées à Bikan et Diwandara, et les autorités iraniennes ont abattu deux porteurs frontaliers kurdes (kolbars) près de Baneh le 23 septembre.

TURQUIE : LA RECHERCHE DE NOUVELLES ALLIANCES

Le Président turc Erdogan se considère comme une « leader global » et cherche des alliances où son pays pourrait jouer un rôle de premier plan.

Certes la Turquie est déjà membre de l'OTAN, la plus importante alliance politico-militaire qui lui permet, entre autres avantages, d'avoir un accès quasi-libre aux armes et équipements militaires occidentaux et de bénéficier, en cas de besoin, du parapluie nucléaire américain. Mais ses relations avec d'autres membres de l'Otan, y

compris avec les États-Unis se sont beaucoup dégradées ces dernières années. Son acquisition des S400, système russe de défense anti-aérienne, son obstruction tenace à l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande, sa guerre contre les Kurdes de Syrie, alliés des occidentaux dans la guerre contre Daech, son refus d'appliquer les sanctions occidentales contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine ont exaspéré plusieurs membres importants de l'Alliance atlantique dont la France et les États-Unis. A cela s'ajoute maintenant la position turque dans le

conflit israélo-palestinien. Alors que les pays occidentaux affirment leur soutien « indéfectible » à la sécurité d'Israël le président turc considère le Hamas comme une organisation de « résistance nationale » légitime, reçoit ses dirigeants, accuse Israël de perpétrer « un génocide au Gaza » et son Premier ministre Netanyahu d'être « pire qu'Hitler ». Il dénonce aussi les pays occidentaux qui soutiennent Israël et lui fournissent des armes d'être « complices du génocide en cours ».

Lors du sommet de la Ligue arabe

du 10 septembre la Turquie a proposé « une alliance islamique » pour soutenir les Palestiniens, affronter Israël et mettre fin à la guerre à Gaza. C'est la première fois depuis treize ans qu'Ankara, qui a soutenu les printemps arabes, en particulier, les gouvernements islamiques issus de ces mouvements de contestation dont ceux d'Égypte et de Tunisie, était invité à un sommet de la Ligue arabe. Et ce retour a été marqué par son appel à une sainte alliance islamique contre l'État juif. Appel qui n'a guère trouvé d'échos car la plupart des États arabes considèrent le Hamas et le Hezbollah libanais comme des instruments politico-militaires au service de l'Iran et l'affaiblissement de la puissance militaire de ces milices leur convient tout à fait même s'ils déplorent et condamnent la dévastation de Gaza et le calvaire de ses populations.

Le 24 septembre, le président turc Erdogan s'est adressé à l'Assemblée générale de l'ONU pour dénoncer solennellement « le génocide en cours à Gaza », la « complicité » des pays occidentaux et le silence de la communauté internationale. Il a à nouveau répété que le Hamas n'est pas une organisation terroriste mais un mouvement de résistance nationale légitime. Thèse qu'il a repris dans une interview accordée à la chaîne américaine CBS. Le journaliste américain n'a pas eu le courage ou la présence d'esprit de lui demander pourquoi le Hamas qui a commis le massacre de civils du 7 octobre, enlevé plus de 200 civils n'est pas une organisation terroriste pour la Turquie et pourquoi celle-ci continue de qualifier de terroriste le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui lutte pour la reconnaissance des droits des 20 millions de Kurdes de Turquie, qui ne commet pas d'attentats contre les civils ni en prend en otage.

Lors de son intervention à la tribune de l'ONU, M. Erdogan a également appelé à une réforme de

l'ONU et de son Conseil de sécurité dont la composition ne reflète plus les réalités géopolitiques actuelles. Il a répété son mantra : « le monde est plus grand que les cinq » c'est-à-dire que hormis les cinq membres permanents du Conseil de sécurité il y a d'autres puissances, dont la Turquie, qui devraient en faire partie.

Le Président turc n'a pas trouvé plus d'écoute à New-York que son ministre des Affaires étrangères devant la Ligue arabe. Signe de cette désaffection, au cours de son séjour de quatre jours, le leader turc n'a pu rencontrer qu'une poignée de dirigeants des tiers-monde (Soudan, Guinée, Irak) et le Chancelier allemand Olaf Scholz. Le président Biden n'a pas jugé opportun de le rencontrer même pour un bref entretien de couloir et encore moins à la Maison Blanche où le président turc n'a jamais été reçu sous la présidence Biden.

Tenue à distance par ses alliés de l'OTAN, « boudée » par une Union européenne qui a renvoyé les négociations sur une éventuelle adhésion turque aux calendres grecques, la Turquie tente désormais sa chance avec les BRICS : ce groupe des pays émergents comprenant notamment la Chine et la Russie qui a pour ambition de constituer une alternative au G7 qui réunit les six pays occidentaux les plus riches plus le Japon. La Turquie avait en 2018 participé comme observateur au sommet de BRICS à Johannesburg, en Afrique du Sud et depuis la fin 2023, le processus de son adhésion semble s'accélérer. D'après le Monde du 3 septembre, la Turquie serait ainsi « le premier membre de l'OTAN à postuler auprès de ce club informel, ce qui agace les Occidentaux ». Lors de sa visite à Pékin le 3 juin, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, interrogé à ce sujet avait répondu « nous aimerions, bien sûr. » L'idée de voir le président Erdogan en compagnie des « leaders globaux » comme Poutine, Modi et Xi Jin

Ping ne peut que ravir ses partisans et l'opinion turque islamonationaliste.

La Turquie qui courtise les BRICS continue de chercher noise à ses « alliés traditionnels » comme la France et l'Allemagne. Ainsi, elle exige désormais la réciprocité pour les écoles françaises et allemandes d'Ankara et d'Istanbul. Certaines d'entre-elles existent depuis plus d'un siècle et ont formé des générations d'élite turques. Elle demande désormais, par « réciprocité, l'ouverture d'écoles enseignant en turc, avec curriculum turc, en France et en Allemagne. Demande jugée « inacceptable » par Paris et Berlin. En attendant, par ordre du gouvernement turc, les écoles françaises et allemandes de Turquie ne pourront plus accueillir de nouveaux élèves turcs (Le Monde 2.09).

Autre sujet de discorde entre Ankara et Berlin : le sort des migrants turcs sans papiers en Allemagne. Le 27 septembre, le gouvernement allemand a annoncé vouloir, avec l'assentiment d'Ankara, accélérer les expulsions vers leur pays des migrants sans titre de séjour. D'après le journal FAZ Berlin la Turquie serait d'accord pour accepter jusqu'à 500 ressortissants turcs par semaine. Lors d'une rencontre à New-York, le 23 septembre, le président turc et le chancelier allemand auraient approuvé cet accord. Mais Ankara s'est empressé pour démentir l'existence d'un tel accord. La controverse déclenchée à ce sujet met en porte à faux et affaiblit l'autorité du chancelier allemand (AFP, 27.09).

L'hostilité envers les occidentaux, notamment les Américains, se manifeste aussi dans la rue. Le 2 septembre, deux Marines américains se promenant en civils dans le port-turc d'Izmir, lors d'une escale de leur bâtiment, ont été attaqués violemment par une bande de jeunes nationalistes turcs

qui ont voulu leur passer des sacs sur la tête. Ces jeunes se réclamant du Parti de la Patrie (Vatan), ultranationaliste, ont roué de coups les deux Américains, aux cris de « Yankee Go Home ». Après une brève hospitalisation les deux Marines ont pu regagner leur unité. Le gouverneur d'Izmir a annoncé plus tard l'arrestation de 15 Turcs impliqués dans l'incident (New York Times, 2.09).

L'hostilité publique et privée envers les Kurdes, elle, ne connaît pas de répit.

Le 24 septembre, la police turque a perquisitionné l'Association mésopotamienne de recherche sur la langue et la culture (MED-DER), la librairie Payız Pirtûk et la coopérative d'enseignement linguistique et artistique Anka à Diyarbakir (Amed), dans le cadre d'une enquête en cours du parquet. Les autorités ont saisi des publications et des appareils électroniques. Ces perquisitions ont conduit à l'arrestation de 23 personnes, qui se sont vu refuser l'accès à un avocat pendant 24 heures. L'opération, qui

comprendait des perquisitions au domicile des employés, a été immédiatement condamnée par les dirigeants et organisations kurdes, accusant l'État de réprimer la langue et la culture kurdes. « Les Kurdes ont le droit d'utiliser leur propre langue en public et dans l'enseignement et de recevoir des informations dans leur langue maternelle. Nos richesses linguistiques doivent être célébrées et non détruites », a déclaré Burhan Sonmez, président de PEN International. Simultanément, la police a arrêté des membres de la Koma Hevra kurde pour avoir chanté des chansons kurdes lors d'un concert public. Ces derniers mois, le gouvernement turc a intensifié sa répression contre la langue kurde, notamment en effectuant des raids lors de mariages où étaient jouées des chansons kurdes, qualifiées par les autorités de musique de « propagande terroriste ». Par ailleurs, une permanence du Parti pour l'égalité des peuples et la démocratie (DEM), située dans le quartier de Sultangazi à Istanbul, a été la cible d'une attaque armée, marquant

ainsi un autre crime de haine contre la communauté kurde de Turquie.

Par ailleurs, plus de 1.500 avocats de 35 pays ont signé une pétition exigeant la fin de l'isolement du dirigeant kurde emprisonné Abdullah Öcalan, détenu en isolement complet depuis plus de 42 mois. Malgré des demandes répétées, Öcalan n'a pas été autorisé à voir ses avocats ni sa famille. Les organisations juridiques internationales ont tenu une conférence de presse à Bruxelles pour évoquer la situation et appeler à l'action. La pétition fait état de la violation des droits humains et du droit à la défense d'Öcalan, exigeant que la Turquie lui permette, ainsi qu'à ses codétenus, de rencontrer leurs avocats et de communiquer avec le monde extérieur. De son côté, le Parti pour l'égalité des peuples et la démocratie (DEM), pro-kurde, a critiqué la politique de la Turquie, en particulier celle des partis au pouvoir, soulignant l'isolement d'Öcalan depuis 1999 et son isolement complet depuis 2015.

ROJAVA : REPORT SINE DIE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES



près plusieurs reports suite à des fortes pressions et menaces extérieures, les élections municipales annoncées au printemps dernier par les autorités de Rojava semblent désormais être envoyées aux calendes grecques.

En effet, le Département d'État américain a publié une déclaration s'opposant aux récents efforts de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) pour organiser des élections municipales, en raison de ce que les États-Unis perçoivent comme une absence des conditions nécessaires à des élections libres et équitables dans le nord-est de la Syrie. « Les États-Unis ont toujours déclaré que toutes les élections qui auraient lieu en Syrie devraient être libres, équitables,

transparentes et inclusives, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU », peut-on lire dans le communiqué du Département d'État. Cela fait suite à la décision de l'AANES de reporter les élections prévues en juin en réponse aux pressions des États-Unis, de la Russie et de la Turquie.

Dans le contexte inflammable où le conflit entre Israël, le Hamas et le Hezbollah risque de s'étendre à toute la région, l'administration américaine, à quelques semaines des élections présidentielles du 5 novembre, ne veut pas d'un nouveau potentiel foyer de tension. Les relations américo-turques sont déjà au plus bas. Le président turc lors de son déplacement de quatre jours à New-York, pour l'assemblée générale de l'ONU, n'a pas pu avoir un

entretien, même bref, avec le président Biden. La Turquie est mise en cause dans l'incrimination pour corruption du maire de New-York Eric Adams (New York Times, 23/09).

Le Rojava continue de poursuivre son combat contre Daech.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé l'arrestation et l'élimination de plusieurs djihadistes de l'Etat islamique (Daech) dans le cadre d'opérations distinctes bénéficiant du soutien direct de la coalition dirigée par les États-Unis. Le 14 septembre, les unités antiterroristes (YAT) des FDS ont attaqué un repaire de Daesh à l'est de Raqqa, tuant quatre membres d'une cellule terroriste et confisquant plusieurs armes. Les FDS ont également arrêté deux membres de Daech lors de

deux opérations simultanées dans la campagne d'Al Hasakah. Le 6 septembre, les FDS ont révélé avoir capturé 34 terroristes de Daech et en avoir tué cinq dans le nord-est de la Syrie en juillet et août. Par ailleurs, la défense aérienne américaine a abattu plusieurs drones ciblant une base militaire à Hassaké le 15 septembre, lancés par des milices soutenues par l'Iran qui ont attaqué les intérêts américains en Irak et en Syrie des centaines de fois depuis octobre 2023.

Le 3 septembre, un important chef des forces de sécurité kurde a été tué et une autre personne blessée dans une explosion près de la prison d'Oum Forsan, près de Qamishli. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, "ce dérivé a joué un rôle de premier plan dans la direction des opérations contre le groupe État islamique dans la région de Raqqa, ancienne "capitale" de l'État islamique. L'attentat visant son véhicule est attribué aux services de renseignement turcs et leurs suppléments arabes. Le même jour, le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ancien Front al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaïda, a, au terme d'une opération d'infiltration dans le nord de la province de Latekieh, tué 12 soldats du régime, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre les forces du régime depuis le début de l'année. Le groupe HTS qui contrôle une grande partie de la province rebelle d'Idlib est soutenu et armé par la Turquie.

De son côté, la brigade Sultan Suleiman Shah, supplétive de l'armée turque, a violemment réprimé une manifestation dirigée par des femmes contre les lourdes taxes imposées par les milices soutenues par la Turquie dans le canton d'Afrin occupé. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté que des membres de cette brigade, formée de Turkmènes, avaient tiré sur des manifestants dans le village de Kashira et blessé au moins

huit femmes, dont certaines grièvement. Plusieurs rapports locaux indiquent qu'une femme est décédée des suites de ses blessures. À la suite de l'attaque, la brigade a imposé un couvre-feu, coupé les communications et commencé à arrêter des civils. Les manifestations ont été initialement déclenchées par les violations continues des droits de l'homme, la criminalité et la taxation excessive des oléiculteurs par des suppléments de l'armée turque. La brigade Sultan Suleiman Shah a exigé une rançon de huit dollars par olivier aux villageois déplacés, et d'autres factions pro-turques ont imposé des taxes similaires dans les zones voisines.

Les États-Unis ont annoncé le 29 septembre (AFP) avoir mené deux frappes ciblées en Syrie qui ont éliminé au moins 37 terroristes de Daech et de Hurras ad Din, affilié à Al-Qaïda. La première frappe a visé un camp d'entraînement de Daech dans le centre de la Syrie le 16 septembre et a tué au moins 28 djihadistes de Daech, dont quatre hauts dirigeants. La deuxième frappe a visé un site dans le nord-ouest de la Syrie le 24 septembre et a tué neuf terroristes Hurras ad Din, dont Marwan Bassam Abd al Ra'uf, un dirigeant responsable des opérations militaires en Syrie. Pendant ce temps, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont mené plusieurs raids ciblant les cellules de Daech à Raqqa et à Deir ez Zor. Le 17 septembre, les FDS ont capturé deux membres de Daesh à Raqqa, Muhammed al-Rukhus et Ahmad al-Rukhus, qui transportaient des armes et facilitaient les attaques contre des cibles militaires et civiles. Toujours à Raqqa, les FDS ont capturé le 24 septembre un terroriste de Daech nommé Muhammad al Jojah, alias Abu Abboud. Al Jojah était responsable de la sortie clandestine des enfants soldats de Daech connus sous le nom de « Petits du califat » hors des camps de détention du nord-est de la Syrie. Enfin, le 29 septembre, les FDS, soutenues par la coalition dirigée par les États-Unis,

ont arrêté deux membres de Daesh à Deir Ez Zor, Mohammed Hassan Saleh et Bashar Jaan al Hamid, qui fournissaient des armes et des munitions à l'organisation.

Le Conseil de justice sociale de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a annoncé que 1520 prisonniers condamnés pour liens avec Daech vont bénéficier de la loi d'amnistie générale N°10 de 2024 de l'AANES. La décision de mettre en œuvre cette loi d'amnistie a été motivée par un effort visant à réduire la surpopulation dans les prisons et les camps de détention administrés par l'AANES et honorer un accord de 2020 avec les tribus arabes locales. 1 120 condamnés ont déjà été libérés par lots, et les 400 autres le seront également une fois qu'ils auront purgé la moitié de leur peine. Certains non-combattants affiliés à Daech ont également bénéficié de l'amnistie, mais les personnes ayant combattu contre les FDS, les dirigeants d'organisations terroristes et les personnes reconnues coupables de crimes graves comme la trahison ou les attentats à la bombe en sont exclus.

Par ailleurs, le 30 septembre une réunion de lutte contre le groupe État islamique s'est réunie à Washington pour maintenir la pression. Lors de cette réunion les États-Unis ont annoncé qu'ils fourniraient 168 millions de dollars au Fonds de stabilisation en Irak et Syrie. Cette réunion survient après l'annonce le 27 septembre par Washington et Bagdad que la mission de la coalition en Irak prendra fin d'ici un an, en septembre 2025. La coalition internationale continuera toutefois ses opérations en Syrie a souligné le secrétaire d'État américain A. Blinken (AFP,30.09)

A signaler aussi une série de reportages remarquables sur « la lente implosion de la Syrie et la communauté chrétienne en voie d'effacement », publiés dans le journal Le Monde que nous reproduisons plus loin dans notre revue de presse.

Les écoles françaises et allemandes d'Ankara et d'Istanbul privées de nouveaux élèves turcs

La Turquie exige de la France et de l'Allemagne une « réciprocité » quant à la possibilité d'ouvrir des écoles dans ces deux pays.

Des parents inquiets qui ne parlent qu'à mots couverts, des directions d'écoles muettes, deux ministères des affaires étrangères en Allemagne et en France qui préfèrent garder le silence, de peur de contrarier encore un peu plus Ankara : depuis la décision brutale, annoncée au cœur de l'été, par le ministre de l'éducation nationale turc, Yusuf Tekin, d'interdire toute nouvelle inscription d'élève turc ou binational dans les deux écoles françaises et les trois établissements allemands du pays, la communauté enseignante étrangère et ses tuteurs donnent, en cette veille d'ouverture des classes, un sentiment, troublant, de malaise et d'impuissance collective.

L'objet du courroux turc ? L'exigence de « réciprocité » réitérée depuis des années par Ankara, qui demande à ouvrir des écoles de droit turc sur les sols français et allemand, à l'instar de ces cinq écoles françaises et allemandes en Turquie. Un sujet épineux qui n'a eu de cesse d'empoisonner les relations entre les capitales et sur lequel Paris et Berlin ont jusqu'à aujourd'hui opposé un refus.

En début d'année, des rumeurs relayées par la presse turque avaient évoqué l'intention des autorités de fermer purement et simplement l'accès à ces écoles aux élèves de nationalité turque. Il est rappelé que les lycées français Charles-de-Gaulle, à An-

kara, et Pierre-Loti, à Istanbul, n'ont pas d'existence au regard de la loi turque. Initialement ouvertes pour les enfants de diplomates, ces écoles privées sont de fait soumises à la législation française. Or ces établissements, qui comptent quelque 2 400 élèves, accueillent aujourd'hui principalement des collégiens et lycéens turcs et binationaux, comme les écoles allemandes.

« Porte d'entrée pour les idéologies d'Erdogan »

À la suite d'un entretien avec le ministre turc, l'ambassade de France avait transmis, au printemps, un projet d'accord administratif. Des réunions et des consultations s'organisent au niveau académique et ministériel. Et puis, début juillet, le ton est subitement monté. « La partie turque nous a remis un projet d'accord allant au-delà des propositions évoquées jusqu'à présent », affirme l'ambassade française dans un courrier alors envoyé aux parents d'élèves. S'ensuit une « note verbale » des autorités turques, présentée sous forme d'ultimatum.

Indice révélateur de la persistante dégradation des relations bilatérales, les reproches publics formulés par le ministre Yusuf Tekin. Le 13 juillet, dans un entretien au journal progouvernemental *Habertürk*, il dénonce l'« arrogence » de la France avant de s'emporter : « Nous ne sommes pas comme les pays que vous avez colonisés.

Nous sommes un Etat souverain. Si vous voulez enseigner ici, vous devez agir selon nos conditions. »

Une semaine plus tard, une lettre de la direction de l'école allemande Ernst-Reuter d'Ankara, adressée aux parents d'élèves, indique de façon succincte que le ministère des affaires étrangères turc a « malheureusement interdit d'accepter de nouveaux étudiants munis d'un passeport turc, y compris les double-nationaux ». Sur quoi le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* titrera : « Conflit avec Berlin, la Turquie veut faire pression pour ouvrir ses propres écoles en Allemagne ».

En 2019 et 2020, déjà, des négociations ont eu lieu entre la Turquie et le ministère des affaires étrangères allemand à propos de la création de trois écoles turques à Berlin, Cologne et Francfort. Soumis à la critique, l'accord échoue en raison de la résistance des Länder concernés. Lors des discussions au Bundestag, le député libéral (FDP) Peter Heide avait déclaré que le ministère des affaires étrangères se devait de « veiller à ce que les écoles turques en Allemagne ne deviennent pas une porte d'entrée pour les idéologies d'Erdogan », ajoutant que rien ne devrait y être enseigné « qui contredise nos intérêts et nos valeurs ».

« Gestes inamicaux venant de Turquie »

Même son de cloche, à la

même période, en France, lorsque deux projets d'écoles turques à Paris et à Strasbourg ont été soumis à la discussion. Le ministre de l'éducation de l'époque Jean-Michel Blanquer motiva son refus en invoquant les « trop nombreux gestes inamicaux venant de Turquie » : « Si nous avons un Etat neutre sur le plan idéologique et religieux, qui ne cherche pas ces logiques d'expansion, bien entendu, il y a toujours des possibilités de discuter. Mais ça n'est pas la situation que nous avons aujourd'hui. »

Si Ankara maintient sa ligne de fermeté, les établissements privés allemands et français pourraient se trouver, à terme, dans une situation financière difficile. Du côté des familles, et même parmi celles qui ne sont pas directement inquiétées, la décision d'Ankara n'a pas fini de susciter des troubles. Plusieurs parents ont envisagé de retourner en France ou en Allemagne. Certains ont émis l'idée de rendre leur nationalité turque. « Lorsque l'avenir des enfants est ainsi remis en cause par une simple note verbale envoyée en plein été, l'arbitraire n'est pas loin », confie une mère d'élève, sous le couvert de l'anonymat.

Officiellement, des négociations sont toujours en cours. À la mi-août, les directions d'établissement ont accepté d'intégrer en plus du programme habituel un parcours turcophone obligatoire, de quatre heures au collège et

trois heures au lycée, pour les ressortissants turcs, y compris les binationaux. Des cours de langue, de culture, de littérature et d'histoire turques qui ne pourront être dispensés « que par des enseignants citoyens de la République de Turquie », précise le ministère de l'éducation turc, et ce « jusqu'à ce que ces écoles obtiennent » un statut légal.

« Ces écoles sont anciennes et bien connues des Turcs, rappelle Sebnem Gumuscu, professeure spécialiste de l'islam politique. La demande d'inscriptions d'élèves de nationalité turque est croissante, on dit même que des cadres du parti au pouvoir, l'AKP [Parti de la justice et du développement], y ont mis leurs enfants. Alors pourquoi une telle décision ? Parce que le gouvernement et son parte-

naire de coalition ultranationaliste, le MHP [Parti d'action nationaliste], sont déterminés à empêcher leurs citoyens de se soustraire au programme islamique et nationaliste qu'ils tentent de mettre en place d'une manière toujours plus intense. »

Dans son sermon distribué dans les 81 provinces turques, vendredi 23 août, la puissante direction des af-

fares religieuses (Diyaret) a appelé les parents à « faire les efforts nécessaires pour que [les] enfants choisissent des cours de religion ». L'avant-veille, le ministère de l'éducation avait exigé, sans donner la liste des établissements, que trente écoles privées dont les noms ne sont pas en turc trouvent « un nouveau nom d'institution ».



avec AFP
2 septembre 2024

Syrie : les Kurdes libèrent 50 détenus liés au groupe État islamique

L'Administration autonome du nord-est de la Syrie, dominée par les Kurdes, a libéré lundi 50 prisonniers syriens accusés d'appartenir au groupe État islamique (EI) dans le cadre d'une amnistie générale, a indiqué à l'AFP un responsable kurde. En 2014, ce groupe djihadiste avait pris le contrôle de pans entiers de Syrie et d'Irak imposant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale dirigée par les États-Unis et aidée des forces kurdes syriennes.

Des milliers de détenus soupçonnés d'appartenir à l'EI,

parmi lesquels des centaines d'étrangers de plusieurs nationalités, dont des Français, se trouvent dans les prisons des Forces démocratiques syriennes (FDS), branche armée de l'Administration autonome.

En juillet, l'Administration autonome a accordé une amnistie générale en vertu de laquelle « 50 personnes accusées d'appartenir à l'organisation terroriste Daech (acronyme arabe de l'EI) ont été libérées lundi », a déclaré à l'AFP Reber Kalo, responsable des relations au sein des forces de sécurité kurdes (Asayish), sans préciser dans

quelles prisons elles étaient détenues.

Il s'agit du deuxième groupe à être libéré sur un total de 1 000 à 1 500 personnes bénéficiant de l'amnistie.

Plus de 56 000 détenus

Selon Reber Kalo, l'amnistie concerne « uniquement les Syriens et n'inclut pas les étrangers, et se limite à ceux dont les mains ne sont pas tachées de sang ». « Il y aura d'autres vagues de libérations au cours des prochains mois », selon lui.

Les FDS, dominées par les Kurdes mais qui comptent

également des combattants arabes dans leurs rangs avaient déjà libéré des dizaines de Syriens accusés d'être liés à l'EI dans leurs prisons, après avoir obtenu des garanties de la part des chefs tribaux.

L'administration autonome détient environ 56 000 personnes incluant 30 000 enfants dans 24 centres de détention et deux camps, Al-Hol et Roj, dans le nord-est de la Syrie. Parmi elles figurent des combattants de l'EI et leurs familles, ainsi que des déplacés ayant fui les combats.

The New York Times

Alan Yuhas
Sept. 2, 2024

Bad Weather Caused Helicopter Crash That Killed Iran's President, Report Says

Thick fog was a factor in the May crash that killed President Ebrahim Raisi, an armed forces investigation found. His death shook Iran at a strained moment for the country.

The helicopter crash that killed Iran's president in May was mainly caused by bad weather, including dense fog, Iranian state media reported, citing the conclusions of a final investigation report.

The president, Ebrahim Raisi, was a hard-line religious cleric and a protégé of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. His death shook Iran at a strained moment for the country — facing a volatile conflict with Israel, economic struggles at home, and complex diplomacy over its nuclear program.

The state news agency, IRNA, had reported in June that "technical failure" had contributed to the crash. But on Sunday, it said the final report from an investigation by Iran's armed forces had determined that "the accident was primarily caused by weather conditions, including thick fog."

The investigation found that "all major repairs and replacement of critical parts" for the helicopter had been "carried out in accordance with standard regulations," IRNA reported, and the debris showed "no defects" that could have contributed to the crash. IRNA added that the report found "no signs of sabotage or tampering."

On the day of the crash, the president, along with the influential foreign minister, Hossein Amir Abdollahian, and other officials, had



A funeral ceremony for President Ebrahim Raisi of Iran in Tehran in May. A reformist candidate was elected to replace him in July. Arash Khamooshi for The New York Times

been returning in a convoy of three helicopters from an event in Azerbaijan.

Shortly after takeoff, around 1 p.m., the helicopters flew into a heavy fog in a region of mountains and valleys, not far from Iran's northern border.

When the lead helicopter emerged from the fog, the people onboard realized that they had lost track of the president's helicopter behind them, and that it was not responding to radio calls, Mehrdad Bazrpash, the minister of transportation, later told state television.

The disappearance of the president's helicopter set off a frenzied, difficult search through rain, fog and forests.

There were no survivors at the crash site when the wreckage was found.

The helicopter had exploded on impact, Iran's Armed Forces said in a statement, later adding that a preliminary investigation showed no signs of foul play or bullets on the aircraft. Some officials questioned whether security protocols were observed and why the president traveled by helicopter into bad weather conditions.

In addition to the president and the foreign minister, the helicopter was also carrying Ayatollah Mohammad-Ali Al-Hashem, who was an imam in the northern city of Tabriz; Malek Rahmati, the governor

of East Azerbaijan Province; and Gen. Seyed Mehdi Mousavi of the Ansar unit of the Revolutionary Guards Corps, Iran's equivalent of the Secret Service, who was the chief of presidential security.

While some Iranians mourned Mr. Raisi, others welcomed the loss of a man they viewed as a central figure in a corrupt regime who oversaw the execution of dissidents, used violence to suppress and kill protesters, and arrested journalists and activists.

The death of Mr. Raisi, 63, prompted a special election that was won by a reformist candidate who advocated moderate policies at home and improved relations with the West.

Two U.S. Marines Attacked in Turkey by Nationalist Youth Group

Turkish officials said they had detained 15 members of the group. The two servicemen had returned to the ship and were safe, U.S. officials said.

The Turkish authorities said they had detained 15 members of a nationalist youth organization in connection with the assault of two U.S. Marines stationed in a port city in western Turkey on Monday.

The marines, members of the 24th Marine Expeditionary Unit, were off their ship and wearing plain clothes at the time of the attack in Izmir, Turkey, Cmdr. Timothy Gorman, a spokesman for the U.S. Sixth Fleet, told [CBS News](#). They were taken to a hospital for evaluation as a precaution, he said.

The marines have since returned to the ship and are safe, officials said.

“Local Izmir police and the Naval Criminal Investigative Service are cooperating in an investigation of the incident,” Commander Gorman told CBS. “No Marines have been detained by authorities and those involved are cooperating with investigators.”

The Izmir governor’s office said in a statement on social media that members of the Turkish Youth Union were detained after the attack. The group is affiliated with the Patriotic Party, a nationalist group that does not hold any seats in Turkey’s Parliament, and has anti-American views, [ac-](#)



Two U.S. Marines stationed aboard the U.S.S. Wasp were attacked by members of an anti-American youth organization in Turkey on Monday. [Stelios Misinas/Reuters](#)

[According to The Associated Press.](#)

The U.S. Embassy said in a [statement on social media](#) that the service members who had been assaulted were safe and aboard their amphibious assault ship, the U.S.S. Wasp.

Video posted on social media and verified by the news agency Storyful appeared to show the attack on the Marines. The footage shows a group of young men crowding around a man, restraining him and attempting to put a sack over his head, while another

man tries to intervene and push members of the group away.

People could be heard chanting “Yankee go home” in English in the footage.

In 2014, members of the nationalist youth group [were arrested in connection with the assaults of three visiting American sailors in Istanbul](#). Members of the group used similar tactics at the time — a large group descending on a few servicemen on leave and pulling white sacks over their heads — and uttered similar

chants, including “Yankee go home!” and “Down with U.S. imperialism!”

The U.S.S. Wasp arrived in Izmir on Sunday for a regularly scheduled port visit after a joint training exercise with Turkey in the Mediterranean, [according to the Department of Defense](#). The vessel was sent to the region as a part of broader [plan](#) by the U.S. Navy to [deter further conflict in the Middle East](#).

La Turquie pourrait rejoindre les BRICS

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dont la demande d'adhésion à l'Union européenne reste au point mort, avait déjà manifesté son intérêt pour ce groupe de pays émergents comprenant notamment la Chine et la Russie. Il s'agit du premier membre de l'OTAN à postuler auprès de ce club informel, ce qui agace les Occidentaux.

Les efforts de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis auront été vains. Ankara a officiellement demandé à rejoindre le groupe des BRICS, acronyme en anglais pour ses premiers membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), malgré les réticences des capitales occidentales. La Turquie deviendrait ainsi le premier membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à intégrer ce club informel de pays du Sud, souvent considéré comme une solution de rechange au G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), lui-même bientôt dépassé en matière de PIB par les BRICS. L'information, révélée lundi 2 septembre par l'agence Bloomberg, citant des sources proches du dossier, n'a été ni confirmée ni infirmée par le ministère des affaires étrangères et la présidence turque.

A plusieurs reprises dans le passé, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait exprimé son intérêt pour une adhésion aux BRICS, mais aucune discussion formelle n'avait eu lieu jusqu'à ces derniers mois. C'est sa participation au sommet de Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2018, qui avait, dans un premier temps, attiré l'attention. L'accélération du processus d'adhésion de la Turquie est devenue, elle, nette à partir de la fin de l'année 2023.

A l'époque, les BRICS viennent d'annoncer leur intention de doubler le nombre de leurs



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une remise de diplômes à l'Académie navale d'Istanbul, le 31 août 2024. MURAD SEZER / REUTERS

membres, en invitant notamment l'Egypte, l'Iran et les Emirats arabes unis. Côté turc, plusieurs signaux d'Ankara laissent alors clairement deviner une volonté de rapprochement. On évoque l'invasion russe en Ukraine et les dissensions avec les autres membres de l'OTAN après que la Turquie a maintenu des liens étroits avec Moscou, de même que le soutien indéfectible des Occidentaux au gouvernement israélien de Benjamin Nétanyahou dans sa guerre à Gaza, en porte-à-faux avec les positions du gouvernement islamo-nationaliste de M. Erdogan. Et puis il y a cette musique qui ne cesse alors de monter à Ankara, reprochant aux Européens l'absence de

progrès dans sa tentative d'adhésion à l'UE.

Le 3 juin, le ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, lors d'une visite à Pékin – la plus importante d'un officiel turc en Chine depuis 2012 – est interrogé sur la volonté de son pays de rejoindre les BRICS. « Nous aimerions, bien sûr. Pourquoi pas ? », a-t-il promptement répondu. Le propos est salué, dès le lendemain, par Moscou, qui affirme par la voix du porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, que la Russie accueille favorablement le souhait de la Turquie et que le sujet sera sur la table lors de la rencontre des BRICS à Nijni Novgorod (Russie) les 10 et 11 juin.

Ankara réalise plus de la moitié de ses échanges annuels avec l'UE

A peine quelques jours plus tard, M. Fidan a tenu à préciser : « Les BRICS sont une organisation qui accroît la diversité des approches, des identités et des politiques dans le système économique mondial. » Un propos qui rejoint les positions maintes fois évoquées par la diplomatie turque, adepte d'une politique étrangère à « 360 degrés », refusant de favoriser « une option, un acteur, une région ou un pays en particulier par rapport à d'autres », comme le martelait en son temps Ibrahim Kalin, l'ancien proche conseiller du président,

aujourd'hui patron des services secrets.

L'intérêt d'Ankara pour un groupe économique de pays dits « émergents » dirigé par la Chine et la Russie a fait évidemment sourciller les capitales européennes. Au site d'information *Middle East Eye*, un haut fonctionnaire turc avait alors admis que la Turquie était attirée par les BRICS parce qu'ils n'exigent pas d'engagements ou d'accords politiques ou économiques. « *Les BRICS ne sont pas là pour remplacer l'OTAN ou l'UE*, a-t-il souligné. *Toutefois, le blocage*

du processus d'adhésion à l'UE nous incite à explorer d'autres plates-formes économiques. Nous aimerions faire partie de toutes les plates-formes multilatérales, même si elles n'ont qu'une faible chance de nous être bénéfiques. »

A l'exception de la Chine, la Turquie n'a pas d'échanges commerciaux significatifs avec les autres pays des BRICS. **Le pays, englué dans une grave crise financière et une spirale inflationniste**, réalise encore plus de la moitié de ses échanges annuels avec l'UE. C'est pour cette raison que Ha-

kan Fidan a cru bon de rappeler, fin août, que le rapprochement avec Bruxelles restait « *un objectif stratégique* » pour Ankara, après avoir participé à une réunion informelle avec ses homologues européens pour la première fois depuis cinq ans. « *La relance des liens entre la Turquie et l'UE sera bénéfique pour tous* », a-t-il ajouté.

Une déclaration aussitôt nuancée par le président Erdogan, samedi 31 août. A l'Académie militaire d'Ankara, le chef de l'Etat a déclaré que son pays ne pouvait atteindre « *son objectif en se tournant uniquement*

vers l'Occident ». Et de préciser : « *La Turquie peut devenir un pays fort, prospère, prestigieux et efficace s'il améliore simultanément ses relations avec l'Est et l'Ouest. Toute autre méthode ne profitera pas à la Turquie, mais elle lui nuira.* »

La poursuite de l'élargissement des BRICS devrait être discutée lors d'un sommet qui se tiendra à Kazan, en Russie, du 22 au 24 octobre. La Malaisie, la Thaïlande et l'Azerbaïdjan, proche allié de la Turquie, figurent parmi les autres pays désireux de rejoindre le groupe.



avec AFP
03 septembre 2024

Iran : plus de 400 personnes exécutées en 2024, selon l'ONU

Plus de 400 personnes, dont 15 femmes, ont été exécutées cette année en Iran, ont affirmé lundi des experts de l'ONU, inquiets face à la recrudescence des exécutions en août. Au moins 81 personnes ont été exécutées en août, soit environ deux fois plus que les 45 exécutions signalées en juillet, ont indiqué ces experts indépendants dans un communiqué, sans citer leurs sources.

Le nombre d'exécutions signalées cette année s'élève à plus de 400 personnes, dont 15 femmes, ajoute ce groupe d'experts, constitué de six Rapporteurs spéciaux et des cinq membres du Groupe de travail de l'ONU sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles. Ces experts mandatés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ne s'ex-

priment pas au nom de l'organisation. Ils se disent « *profondément préoccupés par cette forte augmentation du nombre d'exécutions* ».

Environ la moitié (41) des exécutions concernaient des infractions liées à la drogue, précise le communiqué, qui rappelle que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est partie, « *limite l'application de la peine de mort aux "crimes les plus graves", c'est-à-dire aux homicides volontaires* ». « *Les exécutions pour infraction à la législation sur les stupéfiants violent les normes internationales* », ont déclaré les experts. L'ONU a appelé à de multiples reprises l'Iran à imposer un moratoire sur les exécutions, en vue d'abolir à terme la peine de mort.

La peine de mort comme moyen d'intimidation

Ils soulignent que le nombre d'exécutions concernant des infractions liées à la drogue a fortement augmenté en Iran depuis 2021, avec plus de 400 exécutions en 2023, et constatent que cette augmentation s'est produite malgré des révisions apportées à la loi qui visaient à limiter l'application de la peine de mort pour ce type d'infractions.

Des militants pour les droits humains accusent l'Iran d'utiliser la peine de mort comme moyen d'intimidation face au mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

Dans leur communiqué, les experts de l'ONU affirment que Reza Rasaei, un manifestant kurde, a été exécuté le 6 août à la prison de Dizel Abad. « *Sur la base d'aveux qui auraient été obtenus sous la torture, Rasaei a été condamné à mort pour avoir assassiné un membre du Corps des gardiens de la révolution islamique alors qu'il participait à une cérémonie (...) en brandissant des pancartes sur lesquelles étaient écrites "Femme, vie, liberté"* ».

Selon les experts, la Cour suprême a confirmé sa condamnation à mort bien que les coaccusés soient revenus sur leurs témoignages concernant son implication dans le meurtre, et bien qu'un médecin légiste ait fourni un témoignage contestant aussi son implication.



September 03, 2024

Turkey arrests 15 for attack on US personnel in Izmir

ERBIL, Kurdistan Region - Fifteen members of a Turkish ultranationalist group were arrested on Monday and charged with attacking two US military personnel while at port in the western coastal city of Izmir.

"Fifteen suspects involved in the incident have been detained and taken into custody upon the orders of the on-duty public prosecutor," read a statement from Izmir governorate.

Around 4 pm on Monday, the statement added, a group from the ultranationalist Turkish Youth Union (TGB) attacked US service members in civilian clothes in Izmir.

"A judicial investigation has been initiated regarding the matter," the statement said.

Five other US military personnel were nearby, but not did not get involved in the incident, according to the statement.

The US Embassy in Turkey confirmed the attack on the US service members in a post on X.

The embassy added that the US personnel "were safe" and thanked "Turkish authorities for their rapid response and ongoing investigation." The two service members were aboard the USS Wasp,



An image showing one of the US military members attacked by Turkish ultranationalists in the western Izmir province on September 2, 2024. Photo: Screenshot/TGB social media

a multipurpose assault ship anchored in Izmir since Sunday. The crowded area where the attack took place is popular among tourists and locals.

TGB claimed responsibility for the attack in a post on X and warned US military members from stepping foot on Turkish soil.

"American soldiers, who carry the blood of our soldiers and thousands of Palestinians on their hands, cannot defile our country," the group said in a post on X that showed footage of the attack.

In the video, a group of

people can be seen holding one of the US military members and forcing a plastic bag over their head, as the US soldier can be heard pleading for help. Some of the attackers also chanted: "Yankee, go home!"

The ultranationalist said the bag over the head of the US service member is in retaliation for US forces apprehending a group of Turkish soldiers for three days and putting hoods over their heads in Sulaimani province in the Kurdistan Region during the invasion of Iraq in 2003.

The TGB confirmed that 15 of its members were arrested, including their leader Kaya-han Cetin, in a later post on X.

The USS Wasp had conducted joint-training drills with Turkish military vessels in the Mediterranean Sea in mid-August. The maneuvers drew waves of criticism in Turkish media, depicting the deployment as a part of an operation to support Israel.

The Turkish defense ministry described the training at the time as a "routine" activity that did not benefit Israel, nor harm Palestine.



03 september 2024

Turkey strikes suspected PKK positions in Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's defense ministry announced on Monday that its forces had struck and "destroyed" 20 suspected positions of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the mountainous areas of the Kurdistan Region.

The Turkish forces conducted an "air operation" in the Metina, Zap, Gara, Khwakurk, Qandil, and Asos areas of the Kurdistan Region, in which 20 targets "including caves, shelters, bunkers, depots, and facilities," allegedly used by the PKK, were "destroyed", according to the statement.

The strike is the latest episode of Turkey's ongoing operations in the Kurdistan Region aimed at eradicating the PKK.

Kamaram Osman from the Community Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operations in the Kurdistan Region, told Rudaw on Tuesday that Turkish warplanes struck positions across Sulaimani, Erbil, and Duhok provinces 24 times on Monday evening.



Turkish bombardment in Erbil province's Sidakan district on July 3, 2024. Photo: Rudaw

Turkey began intensifying its decades-long war against the PKK, especially in Duhok province, in mid-June after President Recep Tayyip Erdogan repeatedly said he would launch a new offensive during the summer. Ankara has deployed hundreds of troops to the province.

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed in-

surgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish rights and is considered a terrorist organization by Ankara.

Recent Turkish bombardments have also caused wildfires in Duhok province. Turkey and the PKK each blame each other for the frequent blazes. Turkish military operations in

the Kurdistan Region have killed 344 civilians since they began over three decades ago, CPT said in a report published mid-August.

Data compiled by CPT estimates that Ankara has conducted over 1,000 attacks on the Kurdistan Region and Nineveh province so far in 2024.

The New York Times

Eric Schmitt
Sept. 3, 2024

U.S. and Iraqi Commandos Targeted ISIS in Sprawling Operation

The number of insurgent attacks has increased, officials say, as Iraq and the United States negotiate a plan to wind down the U.S.-led military mission.

American and Iraqi commandos raided several Islamic State hide-outs in western Iraq last week, killing at least 14 ISIS fighters in one of the most sweeping counterterrorism missions in the country in recent years.

Seven U.S. soldiers were injured as more than 200 troops from both countries, including backup forces, hunted down fighters in bunkers over miles of remote terrain, U.S. and Iraqi officials said, adding that the size, scope and focus of the mission underscored the terrorist organization's resurgence in recent months.

A senior insurgent commander overseeing Islamic State operations in the Middle East and Europe was the main target, they said.

"The operation targeted ISIS leaders with the objective of disrupting and degrading ISIS's ability to plan, organize, and conduct attacks against Iraqi civilians, as well as U.S., allies and partners throughout the region and beyond," the military's Central Command said in a statement on Sunday.

American officials declined to identify the ISIS leaders targeted, including the senior militant, pending DNA analysis of the bodies.

The joint operation in Anbar province came even as Iraq's prime minister, Mohammed Shia al-Sudani, and Iraqi military commanders say they



Iraqi Special Forces during an operation against ISIS fighters in the desert of Anbar, Iraq, in 2022. Thayer Al-Sudani/Reuters

can keep the ISIS threat under control without U.S.-led assistance. Iraq and the United States are negotiating an agreement that would wind down the mission of the U.S.-led military coalition in Iraq. There are about 2,500 U.S. troops in Iraq and 900 in neighboring Syria.

Central Command, however, announced in July that the number of attacks claimed by ISIS in Iraq and Syria was on track to double this year, compared with the year before. ISIS asserted responsibility for 153 attacks in the two countries in the first six months of 2024, the command said, but the military has repeatedly refused to provide a country-by-country breakdown of the attack figures.

"Iraq has managed to successfully contain the ISIS challenge in recent years, with the group's operational tempo at an all-time low — but ISIS's significant recovery next-door in Syria is cause for serious concern," said Charles Lister, the director of the Middle East Institute's Syria and counterterrorism programs.

"Thus, it's these longtime ISIS safe havens, deep in Anbar's desert, that will need consistently routing, if we're to avoid an eventual ISIS spillover from Syria to Iraq," Mr. Lister said. The United States and other allied forces have helped Iraqi forces carry out more than 250 counterterrorism missions since last October, according to a senior U.S. military official.

But this raid was unusual in the heavy presence of American commandos leading the initial raid. More than 100 U.S. Special Operations Forces and other troops joined a smaller number of Iraqi soldiers in the main helicopter-borne assault, which took place early Thursday morning, American officials said.

Iraqi officials said [in a statement](#) that the operation began east of a riverbed that runs through the Anbar desert, in an area southwest of Falluja that they identified as Al Hazimi.

Fierce fighting ensued, in which Iraq said 14 ISIS fighters were killed; the United States put the death toll at 15 insurgents. ISIS fighters were

armed with “numerous weapons, grenades and explosive ‘suicide belts,’” Central Command said in a statement late Friday. There was no indication of civilian casualties, the command said.

With American surveillance drones keeping watch overhead, more than 100 Iraqi forces followed up with a raid the next day, capturing two more ISIS militants who had fled the scene the night before with ISIS paperwork and financial information, Mr. Lister and U.S. officials said. American military analysts on Tuesday were poring over the captured material, which officials said could lead to future raids.

“Another victory added to by the heroes of our armed forces to the record of victories against terrorism,” Brig. Gen. Yahya Rasool, a spokesman for Iraq’s military, said in a [statement on X](#).

The Iraqi government rarely mentions the U.S. role in operations targeting the Islamic State. The Iraqi military statement about this latest mission barely acknowledged the U.S. involvement, noting that the operation was carried out with the “intelligence and technical cooperation and coordination from the international coalition.”

Over the weekend, while meeting with Maj. Gen. Kevin Leahy, the top U.S. commander in Baghdad, Mr. Sudani said that “the remnants of ISIS no longer pose a threat to the Iraqi state, as they have become isolated groups hiding in remote areas to avoid capture.”

He noted that the Iraqi armed forces were “continuing their operations to track down any remaining terrorists and their hide-outs,” according to a [statement](#) posted by the prime minister’s media office.

Mr. Sudani, who is expected to seek a second term as prime minister, has been under pressure from Iran, which borders Iraq, and Iran’s allies inside Iraq to sharply reduce the U.S. military presence in the country.

During the operation last week, seven U.S. personnel were injured, either in falls during the mission or by shrapnel from an explosion, military officials said. Maj. Gen. Patrick Ryder, the Pentagon press secretary, said on Tuesday that five of the soldiers had returned to duty and that two had been flown to a military hospital in Germany for additional treatment. None of the injuries were considered life-threatening, officials said.

NBC News [previously reported](#) that U.S. service members were injured in the raid.

At its peak, the ISIS caliphate, or religious state, was as large as [Britain](#), stretching from the Levant to Southeast Asia, with more than [40,000 fighters](#) from more than 80 countries. It sought to enforce its extreme interpretation of Islam, including by attacking religious minority groups and punishing Muslims deemed to be apostates.

[A coalition of more than 80 countries](#) led by the United States was formed to fight the group, which lost its hold on the territory it controlled in Iraq in 2017 and in Syria in 2019.

However, the militants have continued to operate in the Anbar Desert in Iraq and Syria and in a few other pockets, with some 2,500 fighters still at large, American officials said.

“ISIS continues to pose a threat,” General Ryder told reporters.

On Monday, Central Command announced that U.S. and Syrian Democratic Forces troops, America’s ally in north-east Syria, had captured an

ISIS leader, Khaled Ahmed al Dandal, who was helping five ISIS fighters who had fled a detention center in Raqqa, Syria. Two of the escaped ISIS fighters were recaptured; the other three remain at large, the military said.

Syrian Democratic Forces, with help from the United States, are holding more than 9,000 ISIS detainees at more than 20 detention facilities in northeastern Syria. ISIS leaders have repeatedly tried to break fighters out of the jails and reconstitute their terrorist ranks. Another 43,000 people, including family members of ISIS fighters, are being held at Al Hol and Al Roj camps in the same region, according to Central Command.

American counterterrorism specialists have long voiced fears that the camps have become incubators for the next generation of Islamic extremists.

“If a large number of these ISIS fighters escaped, it would pose an extreme danger to the region and beyond,” Gen. Michael E. Kurilla, the leader of Central Command, said in a statement on Monday.



Sept.4 ,2024

US role in Iraq unchanged: Pentagon

ERBIL, Kurdistan Region - Pentagon chief spokesperson US Air Force Major General Pat Ryder said on Tuesday that the role of the US forces in Iraq has not changed, days after they carried out a partnered raid against the Islamic State (ISIS) in western Anbar province.

Answering Rudaw's question about whether the role of the US forces in Iraq has been restored to combat forces following the August 29 raid on ISIS suspects, the Pentagon spokesperson denied any changes.

"No it is not and again, this was a partner operation, and as I highlighted earlier, the United States will work with partners and allies around the world, and if there is a potential threat against US national security and partner security, we'll work together to address that threat. But no, no change," he said during a press briefing.

The US-led global coalition against ISIS ended its combat mission in December 2021, taking an advisory role instead.

US Central Command (CENTCOM) said in a state-



US Air Force Major General Pat Ryder briefs reporters at the Pentagon on September 3, 2024. Photo: Rudaw/screengrab

ment on Saturday that it carried out a joint military operation against ISIS in western Iraq, killing 15 ISIS suspects. Iraqi forces have said the raid was carried out in Anbar province, putting the ISIS death toll at 16.

A US defense official told Rudaw that seven US troops were injured during the raid. The Pentagon clarified after the press briefing that two US service members were transported to Germany for follow-up care and in «stable con-

dition;» the five others «were treated for minor injuries and returned to duty.»

ISIS rose to power and seized control of large swathes of Iraqi territory during a brazen offensive in 2014. It was declared territorially defeated in 2017, when its so-called caliphate in the country fell to Iraqi and Kurdish fighters, supported by the US-led global coalition.

The Pentagon spokesperson also said that they have to keep an eye on ISIS to help

prevent any possible resurgence.

"What the Iraqi Security Forces have done an incredible job in terms of addressing the ISIS threat, but as I highlighted, you still have these challenges in places like Syria, where 9,000 ISIS detainees, and that has to be taken seriously. So again, we'll continue to work with our Iraqi partners as well as others to address that," he stated.



Julian Bechocha
Sept.4,2024

Unidentified drone strike kills three in Sulaimani province

ERBIL, Kurdistan Region - A suspected drone strike on a vehicle in Sulaimani's Khalakan subdistrict on Wednesday killed three people, a local official said, with the strike taking place in an area frequently targeted by Turkey.

Kamran Abdullah, mayor of Khalakan, told Rudaw that three people were killed in a drone strike on a vehicle between Mergapasha and Khalakan villages, and their bodies are unidentified due to them being completely burned.

"A Jeep vehicle containing three people was bombarded and all three were burned and lost their lives," Khalakan health director Malband Hamad told Rudaw, adding that their identities remain unknown.

Local security forces have launched an investigation into the incident.

No one has claimed responsibility for the attack, but it was carried out in an area that Turkey has previously targeted on the



A vehicle in Sulaimani's Khalakan subdistrict that was completely burned due to a suspected drone strike on September 4, 2024. Photo: Submitted

grounds of fighting the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state in the struggle for greater Kurdish rights for decades and is designated a terrorist organization by Ankara.

PKK-affiliated Rojnews accused Turkey of carrying out the strike, saying it

struck a civilian vehicle.

In August 2023, a Turkish drone struck a vehicle on the Dukan-Khalakan road, commonly used by civilian vehicles, killing one person.

Ankara routinely accuses the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which controls Sulaimani province, of having close ties with the PKK. A flight ban on Sulaymaniyah International Airport has been

in place since April 2023, due to what Turkey alleges is an "intensification" of PKK activity in the province.

On Tuesday, Turkish warplanes bombarded a village in northeastern Erbil's Sidakan district, killing a shepherd. The area is infamous for clashes between the Turkish military and the PKK.

Peshawa Bakhtyar contributed to this article.

The New York Times

Eve Sampson
Sept. 5, 2024

Racing the Clock to Document ISIS Genocide of Iraq's Yazidis

For years, a U.N. team has painstakingly exhumed mass graves, but now the Iraqi government is ordering it to leave. Many sites remain unexamined.

The hours have been long, the heat extreme and the work painstaking for forensic experts extracting human remains from a mass grave in northern Iraq, evidence of one of this century's most blatant cases of genocide: the murder of the Yazidi people by the Islamic State.

Now they are running out of time to document that 2014 slaughter, a yearslong campaign in which the Islamic State, or ISIS, murdered, tortured, kidnapped and forced into sexual slavery thousands of Yazidis, explicitly aiming to wipe them out as a separate ethnic and religious group.

The Iraqi government has given the team of international experts responsible for excavating the mass grave outside of Tal Afar, Iraq, less than two weeks to conclude its investigation, leaving unopened dozens of other mass graves that the United Nations says contain evidence critical for building a case to hold ISIS members criminally accountable.

Eager to turn the page on a horrific period when ISIS captured and controlled vast areas of its territory, Iraq is rapidly upending a decade of related policy: Moving to shutter the camps that hold



Human remains being excavated from the Alo Antar pit near Tal Afar, Iraq, in July. The United Nations says evidence of the Islamic State's genocide of the Yazidi people remains buried in such mass graves. Zaid Al-Obeidi/Agence France-Presse — Getty Images

displaced Yazidis, [executing ISIS perpetrators](#) and ending the U.N.-organized mission to excavate the mass graves.

Yazidi families displaced by the Islamic State in the Bahjad

For the families of nearly 2,700 missing Yazidis, the decision is heartbreaking. For them, each uncovered bone fragment could help solve the mystery what became of loved ones not seen since ISIS's reign of terror.

"I am waiting for my family's remains," said Shireen Khudeeda, a Yazidi woman who was captured, along with her family, by ISIS in 2014, "and I believe they are there."

The liberation in 2017 of areas formerly held by ISIS revealed previously untold atrocities. Soon after, at the request of the Iraqi government, the United Nations put together a team of investigators [known as UNITAD](#) to obtain, document and store evidence of those crimes so that courts around the world could prosecute cases. The Iraqi authorities informed the U.N. investigators last September that they would have only one more year to finish the mission.

Alo Antar, the pit near Tal Afar where ISIS dumped bodies, is one of 68 mass graves the U.N. team has helped excavate, and now,

it may be the last. As of July, the Iraqi authorities had identified 93 mass graves that were believed to contain the remains of Yazidi victims; 32 remain unopened in the Sinjar and Al-Ba'aj districts. Out of the thousands of Yazidis who are unaccounted for, the remains of fewer than 700 people have been exhumed, but only 243 bodies have been identified and returned to their families.

The work at Alo Antar, a natural pit more than 30 feet deep, is difficult and complicated, said Alan Robinson, the chief of UNITAD's forensic science unit. But the findings, he said, have been revealing.

Alo Antar, a natural pit near Tal Afar, was used by ISIS as a mass grave in 2014. United Nations

Some remains, he said, were interred in body bags, the corpses inside clad in the orange jumpsuits once seen in ISIS propaganda videos. Others were found alongside toothbrushes and blood pressure pills that they had grabbed when they fled. Many victims' hands were bound behind their backs, and others were blindfolded. Preliminary findings showed that some had been shot, while others appeared to have died from being pushed into the pit.

Iraq's complicated environmental conditions meant that some remains were mummified rather than skeletonized, Mr. Robinson said, resulting in intense odors of decomposition when they were uncovered.

"Between seven and 10 years after their death, the smell could be overpowering still," Mr. Robinson said, "so you can imagine how it was closer to the time of their death."

The government's decision to end UNITAD's mission is part of a broader push by the Iraqi government to emphasize its national sovereignty at a time when U.S. troops are still stationed in the country and many politicians are closely aligned with Iran, a U.S. adversary.

Ending its reliance on U.N. institutions may be part of Iraq's attempts to shift its image, said Sarah Sanbar, an Iraq researcher for Human Rights Watch. In May, the country called for an end to the U.N. Assis-

tance Mission for Iraq, which was created after the U.S. invasion in 2003 to help Iraq develop government institutions, hold elections and protect human rights. That mission is set to end by December 2025.

"Iraq wants to portray itself as a sovereign, post-conflict country," Ms. Sanbar said, and some internal factions view the U.N. presence there as "unwarranted international interference in Iraqi affairs."

The government's key complaint, Ms. Sanbar said, "was that UNITAD refused to hand over the evidence it had collected to Iraqi authorities, even though it was sharing it with other states prosecuting ISIS fighters."

The United Nations, which opposes capital punishment, would prefer that crimes by ISIS are prosecuted without the possibility of the death penalty. Iraq has sentenced convicted ISIS members to death.

Asked about the conflict over evidence sharing and the death penalty, UNITAD officials said in a statement that the organization had shared some evidence with the Iraqi authorities.

UNITAD officials said the Iraqi authorities had expressed a willingness to continue excavating the mass graves after the team leaves, though it was not immediately clear whether they would have the resources to do so.

Mahama Khalil, a Yazidi and a member of Iraq's Parliament, attributed the government's decision to end UNITAD's mandate to "tension in the relationship be-

tween Iraq and the U.N. and also the presence of external pressure" from other countries on [Mohammed Shia al-Sudani](#), the prime minister of Iraq.

Mr. Khalil declined to say which countries he believed were exerting that pressure, but the Iraqi government has political and military ties to Iran.

When ISIS raised its black banners across one-third of Iraq in 2014, the country still bore scars from the American-led invasion that had toppled Saddam Hussein more than 10 years earlier. After most American [troops withdrew](#) in 2011, Iraq was unable to ward off ISIS as the terrorist group gathered strength. It ultimately seized the country's second-largest city, Mosul, as well as the Yazidis' homeland in the Sinjar region.

ISIS, which seeks to create a worldwide Sunni Muslim caliphate cleansed of religious infidels, targeted with particular brutality the Yazidis, an ethnoreligious minority. A [2017 study](#) estimated that ISIS killed around 3,100 Yazidis and kidnapped around 6,800 in August 2014. Some escapees said they had been trafficked for sex.

The campaign was a clear case of genocide, investigators [reported to the United Nations](#) in 2021.

Ms. Khudeeda said ISIS fighters swept into her community in the Sinjar district one morning in early August 2014 and captured her as she and her family tried to flee. For three years, she said, she was held in captivity. The whereabouts of

many of her family members remain unknown.

About [157,000 people](#), many of them from the Sinjar district, remained in displacement camps throughout northern Iraq as of May. Some missing Yazidis, believed to be held captive in Syria or Turkey, [may still be alive](#).

But many were murdered, their bodies unceremoniously dumped in mass graves. Some survivors of the genocide had pinned their hopes of learning about what happened to their families on UNITAD's excavation efforts.

Survivors anticipated that hundreds of victims' remains would be exhumed from the Alo Antar site, but preliminary reports from UNITAD show the remains of only about 160 people were uncovered there so far.

"This site was hoped in the public imagination to be the solution to missing persons regarding Daesh, at least in that region," Mr. Robinson said, using the Arabic acronym for the Islamic State.

As UNITAD prepares to end its operation on Sept. 17, it leaves other known mass graves unexamined and the survivors' dreams of closure shattered.

"This was another disaster for me," Ms. Khudeeda said when she learned that relatively few remains had been found at Alo Antar and no other graves were likely to be opened.

"Where," she asked of her missing family members, "are they now?"

Syrie : douze soldats tués dans une attaque-suicide djihadiste

L'attaque a été menée, mercredi, par le groupe Hayat Tahrir Al-Cham, principale organisation rebelle active dans le nord-ouest du pays.

Douze soldats syriens ont été tués dans une attaque-suicide menée par un groupe de rebelles djihadistes dans le nord-ouest de la Syrie, a rapporté, mercredi 4 septembre, au soir l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette organisation non gouvernementale, domiciliée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un important réseau

de correspondants en Syrie, a fait savoir que des « *membres des forces du régime, dont un officier, ont été tués dans une attaque-suicide du groupe Hayat Tahrir Al-Cham [HTS] visant des positions de l'armée régulière dans le nord de la province de Lattaquié* ». C'est le bilan le plus lourd pour les forces du régime depuis un an, selon l'OSDH.

Le HTS contrôle des secteurs

entiers de la province d'Idlib, dernier bastion rebelle dans le nord-ouest du pays, et des parties des provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié. Plus de cinq millions de personnes, la plupart déplacées d'autres provinces, vivent dans ces zones qui échappent au contrôle du gouvernement de Damas.

Le groupe HTS, considéré comme une organisation ter-

roriste par le régime syrien, les Etats-Unis et l'Union européenne, affronte régulièrement les forces régulières et leurs alliés russes. Elle est la principale organisation rebelle active dans le nord-ouest de la Syrie, mais il existe d'autres groupes, parmi lesquels certains sont soutenus par la Turquie.



Sept. 03, 2024

Rebels kill 15 regime soldiers in northwest Syria clashes

ERBIL, Kurdistan Region - At least 15 regime soldiers have been killed in separate clashes with rebel forces in northwest Syria, a war monitor reported on Thursday, with tensions surging into increased violence.

The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor, reported on Wednesday that 12 regime soldiers were killed in an "infiltration operation" by Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) jihadists in northern Latakia province - the deadliest such attack since the beginning of the year.

Another operation by factions of the Turkish-backed Syrian National Army "that reject rapprochement with the regime carried out an infiltration operation on the regime forces' positions" in eastern Aleppo province near Manbij, killing three and injuring two people, according to the Observatory.

The clashes mark an escalation of tensions in rebel-held northwest Syria, which comprises half of Idlib province, as well as parts of Aleppo, Hama, and Latakia provinces.

They are the last rebel-held

bastions in the country after President Bashar al-Assad recaptured swathes of territory since Syrians rose up against the regime March 2011, erupting into a full-scale civil war.

HTS, the former Syrian branch of al-Qaeda, is the prominent force among dozens rebel factions in the northwest. The group, which has been internationally recognized as a terror organization, controls large swathes of Idlib and parts of Aleppo, Hama, and Latakia provinces.

A ceasefire brokered by Rus-

sia and Turkey has been in place in northwest Syria since March 2020, but violence has recently flared in the area. This escalation coincides with rapprochement talks between Syria and Turkey.

Through the Syrian conflict, Turkey has supported rebel forces, including those with links to al-Qaeda and other extremist groups. Concurrently, Turkey has launched numerous operations into Syrian territory, most notably against the Kurds in Afrin in 2018, while occupying large swathes of the country's north.

In July, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that he might invite Assad to Turkey, a month after Assad told a top Russian delegation of his "openness to all initiatives related to the relationship between Syria and Turkey, which are based on

the sovereignty of the Syrian state over its entire territory," according to a statement from his office released at the time.

However, rapprochement talks have not been received kindly by Syrians living in Turkish-held northern areas, who

say that Ankara is betraying them. The talks also have drawn criticism from Turkish-backed rebels for not being invited to the Damascus-Ankara normalization negotiations.

More than 13 million Syrians,

half the country's pre-war population, have been displaced since the start of the civil war, more than 6 million of whom are refugees who have fled the war-torn country, according to United Nations figures. Millions of Syrians are living in Turkey.



Sept. 06, 2024

Rojava starts to rebuild tragic theater: Reports

ERBIL, Kurdistan Region - Efforts are underway in northeast Syria (Rojava) to rebuild a cinema that was destroyed by fire nearly 64 years ago, an inferno that killed hundreds of children, media affiliated with the local authorities have reported.

The Amuda municipality broke ground to reconstruct the cinema, local broadcaster Orkesh FM reported on Wednesday in a Facebook post with photos and videos showing excavations and the planned footprint of the cinema in northeastern Hasaka province.

The old theater in the Kurdish town, known for its arts and culture, showed international, regional, and local films for years before it tragically went up in flames on November 13, 1960, killing more than 200 children, according to local and international news reports.

Locals have recounted that it was common for school-aged children to be invited to theaters for films shown for entertainment, learning, or political propaganda. Theories on the cause of the fire range from an accident to arson to



Children attend a film screening in Rojava in 2019. Photo: AFP

a malfunctioning movie projector. At the time, the country was part of the United Arab Republic and the following year there was a coup d'etat.

The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) implemented the project for Shahrazad Cinema as part of ongoing efforts to revive culture in areas it controls with the support of the Kurdish-led Democratic Union Party (PYD), the political wing

of the People's Protection Units (YPG).

Doreen Daqouri, technical supervisor at Amuda municipality, said that the project will cost \$346,326, reported Hawar News (ANHA), an outlet affiliated with the AANES. As Syria has been engulfed in conflict since 2011, officials in Rojava have sought to establish autonomy. The region boycotted elections held by Damascus this year.

YPG forces have formed the backbone of the US-led international coalition against the Islamic State (ISIS). The group has tried to parlay its military record and control of parts of oil-rich Deir ez-Zor into political capital as they are squeezed by Turkey and its proxy forces in the north, and are increasingly coming into conflict in the south and southwest with Iran-backed fighters supporting the Assad regime.

Zar Amir, coréalisatrice de « Tatami » : « Notre film lutte contre tous les extrémismes, de l'Iran ou d'Israël »

Dans un entretien au « Monde », l'actrice dit partager le message que vise à transmettre son long-métrage, écrit avec le cinéaste israélien Guy Nattiv, inspiré de faits réels.

La vie de Zar Amir donne le tournis. Née voilà quarante-trois ans à Téhéran, elle y devient une actrice renommée, tant au cinéma qu'à la télévision, où elle tient l'un des rôles principaux de la série ultrapopulaire *Nargess*. En 2006, une « sextape » qui la montre avec son compagnon met brutalement fin à sa carrière iranienne. Deux ans plus tard, le matin de son jugement, elle fuit à Dubaï, avant de rejoindre rapidement la France. Entre deux petits boulots, elle y reprend courageusement une carrière avec des réalisateurs iraniens de la diaspora européenne.

Une opiniâtreté qui la conduit à obtenir, en 2022, le [Prix d'interprétation féminine à Cannes](#) pour *Les Nuits de Mashhad*, du réalisateur danois d'origine iranienne Ali Abbasi. La même année, à la suite de [la mort de l'étudiante Mahsa Amini](#), après son arrestation pour « port de vêtement inapproprié », elle prend publiquement fait et cause pour le soulèvement de la jeunesse iranienne. Et la voilà de nouveau sur le devant de la scène, réalisant avec l'Israélien Guy Nattiv le film *Tatami*, dans lequel elle interprète Maryam, l'entraîneuse d'une judoka iranienne à laquelle on intime l'ordre de se démettre plutôt que de rencontrer une homologue israélienne.

Dans quelles circonstances avez-vous rencontré votre



Zar Amir Ebrahimi lors du Festival de Cannes, le 27 mai 2023.

coréalisateur, Guy Nattiv ?

Tout a commencé par une demande de casting. C'était avant mon Prix d'interprétation à Cannes. J'ai envoyé une vidéo. Puis on s'est rencontrés plus tard avec Guy Nattiv à Los Angeles, où j'accompagnais *Les Nuits de Mashhad*. Entre-temps, j'avais lu le scénario, et j'avais des remarques à faire sur mon personnage qui manquait à mon sens de profondeur sur le plan socio-politique. Guy étant un garçon ouvert, nous l'avons retravaillé avec sa scénariste, Elham Erfani. Puis, comme j'avais fait le casting des *Nuits de Mashhad*, Guy m'a demandé d'en faire autant sur son film.

Je me suis tellement impliquée dans ce projet que Guy, qui ne se sentait pas complètement légitime sur le sujet, a fini par me demander de coréaliser avec lui.

Cette association israélo-iranienne est inédite dans l'histoire du cinéma. N'avez-vous pas craint, eu égard à la situation au Moyen-Orient et à la dégradation des rapports entre vos deux pays, qu'elle ne vous mette en danger ?

Bien sûr. L'armée numérique iranienne nous a déjà pris pour cible. Moi-même, j'ai pris le temps de la réflexion avant d'accepter. Je m'interrogeais

sur les intentions de Guy. Sur la signification politique du film. Sur les gens qui pourraient éventuellement être mis en danger. Et puis j'ai pris conscience que ces scrupules étaient exactement les mêmes que ceux du personnage que j'interprète, qui s'est laissé dicter sa conduite et qui le regrette, et j'ai accepté la proposition de Guy. Notre film lutte évidemment contre tous les extrémismes, qu'il s'agisse de celui de l'Iran ou aujourd'hui d'Israël. De toute façon, le sionisme, ou un quelconque lien avec Israël, en Iran, est une accusation qui sert essentiellement à justifier la répression et à trouver un motif pour convaincre de la

culpabilité des victimes du régime, qui n'ont évidemment rien à voir avec cela. Donc moi je l'ai fait et comme ça, c'est fait ! J'ai fait tout ce qu'il ne fallait pas faire.

Cet antisionisme du gouvernement iranien vous semble-t-il partagé par le peuple iranien ?

Non. Une grande majorité du peuple iranien a bien compris que l'accusation de sionisme sert surtout à inculper les gens qui gênent le pouvoir. Ils savent qu'on les manipule et que cette accusation est instrumentalisée. Cela leur donne d'autant plus envie de mieux connaître et même de développer des relations d'amitié avec le peuple israélien.

Le film est-il inspiré d'une réalité précise ?

Il y a de multiples cas d'athlètes iraniens qui ont quitté la délégation nationale parce qu'ils n'ont pas voulu renoncer à une épreuve contre un athlète israélien. Le film s'inspire de l'un d'eux, [Saeid Mollaei, qui a fait semblant de perdre sur injonction de](#)

[sa fédération aux championnats du monde de 2019](#), et qui a ensuite quitté l'Iran pour continuer sa carrière en Mongolie. Nous transposons le récit en mettant en scène une athlète féminine, mais il faut savoir qu'en réalité les judokas iraniennes sont interdites de compétition par la fédération internationale en raison de la dangerosité du port du voile.

Il y a eu de nouveau, aux Jeux olympiques de Paris, un cas de retrait d'un judoka algérien qui devait rencontrer un athlète israélien. Cette arme du boycott vous semble-t-elle politiquement juste ?

C'est complexe. Je pense que ce n'est pas forcément intelligent de boycotter des athlètes, ou aussi bien des artistes ou des universitaires, qui peuvent éventuellement participer d'une opposition avec la politique de leur gouvernement. C'est ce que dit notre film : on ne doit pas punir les gens de la société civile, on doit absolument, chacun à son niveau, cultiver l'amitié avec les peuples. En revanche, s'agissant des régimes où cette op-

position ne peut même pas exister officiellement, je pense qu'il faut impérativement le faire. Il faut le faire avec l'Iran, qui a encore un siège à l'ONU, alors que ce régime devrait être banni de toutes les instances internationales.

Vous vous êtes déclarée solidaire du mouvement de révolte de septembre 2022 en Iran, consécutif à l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs. Qu'en est-il de la situation aujourd'hui ?

L'Etat a repris le contrôle de la situation, en exécutant à peu près cinq cents personnes. Les gens ont peur. Beaucoup s'exilent. Mais le mouvement continue d'exister fortement. On le voit sur les réseaux sociaux, dans le cinéma clandestin, qui s'est considérablement développé. Cette cassure, c'est une nouveauté je pense. Nous ne reviendrons plus en arrière. Le mouvement s'est apaisé aujourd'hui, mais il resurgira dans quelques années.

Alors que des femmes iraniennes luttent au péril de

leur vie pour se dévoiler, comment percevez-vous les débats autour du port du voile en France ?

Je pense qu'il faut lutter contre l'extrémisme sous toutes ses formes. Aujourd'hui, en Iran, des femmes voilées défilent aux côtés de femmes non voilées et elles se respectent mutuellement. Je trouve ça très beau. Si j'ai choisi la France comme pays d'accueil, c'est parce que l'Etat fait la distinction, que je trouve très saine, très réconfortante, entre le politique et le religieux. Mais je trouve que, quand on interdit le voile à l'école, ça va un peu loin. Je crains que la minorité musulmane en France ne puisse que mal le prendre, et soit tentée de se retourner contre les valeurs de la République. Je vous dis ça, et, en même temps, je constate la faillite du modèle communautaire anglais, où tout le monde est libre d'exprimer sa différence et où la violence politique finalement s'accroît. Encore une fois, le problème vient toujours des extrémistes, qui détournent à leur profit les systèmes démocratiques.

LA CROIX

08 sept 2024
Thomas Guichard

En Turquie, les agriculteurs paient les choix économiques du président Erdogan

Un matin, c'est le blocage d'une autoroute. Un autre, des tonnes de tomates déversées en plein centre-ville. Encore un autre, ce sont les producteurs de pistaches ou d'abricots qui viennent répandre leurs productions par sacs entiers sur les places de villes ou de villages... Depuis le début du mois d'août, la Turquie connaît un mouvement de

colère agricole inédit par son ampleur. Avec l'envolée de 50 % à 90 % des prix des intrants, des engrais, des pesticides, des semences, mais aussi de l'essence (le diesel a pris plus de 100 % en un an), les fermiers turcs disent ne plus pouvoir vivre de leur travail.

Près d'Eskisehir, à 250 kilomètres de la capitale Ankara,

des exploitants ont utilisé le fond de réservoir de leur tracteur pour tracer dans le sol la phrase suivante : « *Nous ne pouvons plus produire.* » L'un d'eux dit qu'il faut vendre 400 kg de blé pour payer le prix d'un plein.

Une profonde crise inflationniste

La Turquie traverse depuis 2018 une profonde crise infla-

tionniste aggravée par [la politique du président Recep Tayyip Erdogan](#), arc-bouté sur le maintien de taux d'intérêt bas afin de stimuler la croissance. Un pied de nez aux recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et au bon sens économique.

Avec la nomination en juin 2023 d'un nouveau ministre

du trésor et des finances, Mehmet Simsek, et le retour à l'orthodoxie monétaire, les taux d'intérêt ont commencé à se redresser – ils sont progressivement passés de 8 % en mai 2023 à 50 % aujourd'hui – conduisant à une accalmie dans l'envolée des prix.

D'après l'Institut turc des statistiques, l'inflation annuelle a ralenti, mais reste à 52 % en août, contre 75 % en mai dernier. Un chiffre officiel qui serait toujours sous-évalué selon les experts. Les économistes se réfèrent plutôt à l'indicateur du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), indépendant, qui estime l'inflation réelle à 90 %, en rythme annuel.

Les coûts ont explosé, sans que les prix de vente ne suivent

Quoi qu'il en soit, cette amélioration relative est arrivée bien trop tard pour les agriculteurs, dont les coûts de production ont explosé, sans qu'ils puissent les répercuter dans leurs prix de vente, les consommateurs étant eux-mêmes contraints par un pouvoir d'achat en berne. Jusqu'à présent, la consommation des ménages – de l'alimentation, pour les trois quarts – était soutenue par la croissance de l'endettement privé, permis par la politique monétaire expansionniste, mais le système a atteint ses limites avec le relèvement des taux. Résultat, les Turcs se serrent la ceinture. En résumé : moins de viande, d'oignons et de légumes, et davantage de lentilles.

Du côté des producteurs, il n'y a pas grand-chose à attendre de l'État. « Avant, ce dernier assurait des prix planchers pour le thé, le sucre, les céréales ou encore les légumineuses... Mais ils ont



Des cueilleurs récoltent des feuilles de thé dans un champ de la province de Rize, au nord-est de la Turquie, le 10 mai 2024.

été supprimés. Ce secteur vital a été complètement libéralisé : il n'y plus de soutien public suffisant si les prix de vente passent sous les coûts de revient », décrypte Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Les exploitants doivent cesser leur activité

Au bout du fil, devant son ordinateur, Ugur Besici fait ses comptes. La récolte du blé, en juin, n'a rien rapporté à ce producteur de Serince, près de la frontière syrienne. Le coton et le maïs, ce sera dans deux mois : « J'ai vu sur Facebook qu'un négociant important a annoncé qu'il achètera le coton à 22 livres (0,58 €) le kilo. L'année dernière, c'était 18,90 livres. Mes dépenses, elles, ont augmenté de moitié. »

Si effectivement sa récolte doit partir à ce prix-là, il va devoir arrêter son activité. Son père était un agriculteur prospère. Il s'était acheté une nouvelle voiture avant de passer le relais. Huit ans que

le jeune homme, 31 ans, a repris les parcelles, et tout est différent. Le voisin, producteur de poivrons, vient de mettre ses terres en vente. Le kilo de poivron est resté à 15 livres (0,40 €), comme en 2023. Le tarif de l'essence a doublé. Aucun exploitant ne rachètera ses terres, il compte sur l'immobilier.

L'État va devoir réduire son train de vie

« La situation est explosive, estime Deniz Ünal. Trop longtemps en surchauffe, la croissance ralentit. Et nous ne sommes que dans les premiers temps du refroidissement de l'économie. L'État va devoir réduire son train de vie et mener une politique budgétaire restrictive. »

Le 30 août, une mesure de soutien aux agriculteurs a été publiée au *Journal officiel de la république de Turquie* : la moitié des carburants et le quart des fertilisants utilisés seront pris en charge par l'État. Soit une aide analogue à l'année dernière. Dans ses calculs, Ugur Besici avait déjà compté ces subventions.

Au téléphone, il demande : « Vous n'avez pas besoin d'agriculteurs en France ? Cela ne sert à rien que je reste ici. »

Une candidature pour les Brics +

C'est une première pour un pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Début septembre, la Turquie a soumis une demande d'adhésion au bloc des pays émergents des Brics + (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Sans être une surprise, la demande est un signal de plus des tensions entre Ankara – toujours candidate à l'entrée dans l'Union européenne – et ses alliés occidentaux. Comptant quatre membres à sa création en 2009, le bloc des Brics + a été rejoint par l'Afrique du Sud en 2010 et s'est élargi cette année à plusieurs autres pays émergents, dont l'Égypte et l'Iran. La poursuite de cet élargissement devrait être discutée lors d'un sommet qui se tiendra à Kazan, en Russie, du 22 au 24 octobre.

Was Iraq an ‘Artificial Nation’ Created by the West? This History Says No.

A new book by the journalist Bartle Bull recounts 5,000 years of the country’s past, showing how long before colonial powers defined its borders, it was a place with a common history.

In 2006, Senator Joe Biden and Leslie H. Gelb, then president emeritus of the Council on Foreign Relations, published an Op-Ed in The New York Times [calling for the division of Iraq into three largely autonomous regions along ethno-religious lines](#): Kurd, Sunni Arab and Shiite Arab. The “Biden Iraq Plan” won much support in the Senate. Advocates cited the British colonial administrators who, after World War I, [cobbled together the “artificial nation” of modern Iraq](#) from three Ottoman provinces, an act that seemed to give the partition plan historical validation.

[Yet the majority of Iraqis rejected it.](#) In “Land Between the Rivers,” a sweeping history of their country, Bartle Bull explains why. With Iraq’s independence in 1932 from rule by the British Mandate, “the territorial limits of the country had been settled. They followed almost perfectly the age-old Ottoman outer boundary for the three Mesopotamian provinces, which together were little different from the overlapping cores of the Akkadian, Babylonian and Assyrian empires before them.”

In other words, the geographic region of Iraq — a name in use since at least the sixth century A.D., even before the advent of Islam — has a shared history, one 5,000 years long. “There is no question that the place referred to has for millenniums been a



A 15th-century painting of the Tigris River in Baghdad. Iraq has long been a melting pot of traditions, languages and religions. From the British Library archive/Bridgeman Images

distinct, if internally variegated, part of the world,” Bull writes.

Five thousand years is a very long time; it is frequently — and, as Bull makes clear, falsely — claimed that little connects Iraq’s antiquity to its present. Many observers of the Middle East invoke the Islamic term *jahiliyyah*, the notion that the time before Mohammed was one of ignorance and barbarism, to argue that people there do not care for their ancient past, regarding efforts to commemorate it as nationalistic propaganda. Saddam Hussein was rightly ridiculed for portraying himself as [the reincarnation of Babylon’s sixth-century-B.C. king Nebuchadnezzar](#), though he is hardly the only modern leader about whom such claims have been made; some supporters of Donald Trump have called him [the new Cyrus of Persia](#).

The separation of Iraq’s history into pre-Islamic and Islamic periods is still standard, however, and few scholars would dare attempt a history of both. Bull, a journalist who has reported extensively from the region, has the audacity to do so, and he shows that it is a constructive approach, allowing common motifs to emerge in the process. Some of these he enumerates in his preface — Iraq’s cities as sites of world-changing cultural events, including as centers of intellectual inquiry; its openness to outsiders — though he does not always systematically develop them in his book.

Iraq was a melting pot for the

entirety of the 5,000 years Bull chronicles, and, at the risk of endorsing geographic determinism, I agree with his suggestion that this fact has much to do with the country's location on the globe, where East and West meet. Despite episodes of conflict that at times were extremely violent, the coexistence of traditions, languages and religions yielded enormous diversity. It is often forgotten or hushed up, including by groups within Iraq, that, as Bull notes, quoting a midcentury history of Iraq, in the early 20th century Jews in Baghdad were "almost as numerous as the Sunnis and exceeded the Christian, Persian and Turkish minorities combined."

This diversity, along with the vast time span Bull attempts to cover, makes his task almost impossible. Iraq's history fills entire libraries; simply listing its political dynasties can be overwhelming. In order to lighten the narrative, in several

chapters Bull focuses on individuals who can "illuminate the wider picture." To evoke the earliest centuries, he essentially retells the [ancient epic of the Sumerian king Gilgamesh](#), who sought immortality, interjecting information on topics such as the origins of cities and warfare. Describing Baghdad's glorious centuries from A.D. 750 to the Mongol sack in 1258, he turns to a book about slave girl concubines by the prolific ninth-century author al-Jahiz for a window into the city's elite culture. Debauchery involving sex and wine is a recurring theme.

Because Iraq's history was radically affected by developments outside its borders, some chapters pay more attention to what happened elsewhere. Of course, the outsiders with the greatest impact in Iraq in modern times were the British and, later, the Americans. Bull ends his book in 1958, with the coup against

the British-installed monarchy, and in the epilogue he comments briefly on the 2003 U.S.-led invasion, stressing how the government's justification — Iraq's alleged possession of weapons of mass destruction — proved false. He points out some of the other atrocities inflicted on the Iraqi people, such as Winston Churchill's use of bombs to quell a rebellion against British control in 1920. (His proposal to use mustard gas on civilians was never enacted.)

Bull necessarily relies on earlier syntheses to convey his huge subject, but many of his sources date to the early and mid-20th century and have been superseded by more recent scholarship. These include people whose decisions led to disastrous outcomes, such as Sir Mark Sykes, co-author of the Sykes-Picot agreement dividing up the Ottoman Empire between Britain and France, for which Bull quotes the assessment by the

British diplomat and archaeologist T.E. Lawrence ("Lawrence of Arabia"): "fraud." Bull also cites military officers and colonial administrators who spent time in the Middle East and wrote more colorful prose than today's historians — including, in addition to Lawrence of Arabia, the archaeologist Gertrude Bell and the officer nicknamed Glubb Pasha, who commanded colonial forces in the British Mandate territories of the Middle East for most of the mid-20th century.

The surely unintended effect is that "Land Between the Rivers" reads in places like a work of orientalism. The book is inspired by firsthand experience of the region, yet its emphasis on concubines, political intrigues and other exoticizing tropes detracts from its conceptual originality and laudable ambition.



Sept 10, 2024

Drone hits Makhmour camp: Officials

ERBIL, Kurdistan Region - A drone hit a camp for refugees in Makhmour in Erbil province on Tuesday, killing one person and injuring others.

Sirwan Barzani, a Peshmerga commander in Makhmour, told Rudaw that one person was killed and two people were injured.

"The target was a house in the camp, and it is not clear whether the casualties are civilians or not," Barzani added.

Previously, a source told Rudaw that three women were injured - one severely - as a result of the strike.

"A Turkish drone strike has targeted a motorcycle belonging to PKK [Kurdistan Workers' Party] fighters within the Makhmour camp," Hisham al-Hashimi, a member of the Nineveh provincial council, told Rudaw.

PKK-affiliated media reported that one woman was taken to a hospital in Makhmour.

Makhmour Camp hosts around 10,000 Kurdish refugees from southeast Turkey. The majority of the residents came from villages depopulated during Turkey's conflict with the PKK.

The camp is in an area disputed between Baghdad and Erbil creating a security vacuum. Turkish air and drone strikes have hit alleged PKK targets in the area previously with President Recep Tayyip Erdogan in 2021 calling it an "incubation center for terrorism."

Turkey began intensifying its decades-long war against the PKK, particularly in Duhok province, in mid-June after Erdogan repeatedly said he would launch a new offensive in the summer. Ankara has deployed hundreds of troops to the province.

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish rights and is designated a terrorist organization by Ankara.

La Turquie propose une « alliance islamique » pour mettre fin à la guerre à Gaza: « Erdogan fait tout pour contrer Israël »

Ankara participe ce mardi à une réunion de la Ligue arabe, un nouveau signe de son retour sur le devant de la scène régionale après une décennie de disputes.

Ankara participe ce mardi à une réunion de la Ligue arabe, un nouveau signe de son retour sur le devant de la scène régionale après une décennie de disputes.

La Turquie effectue un retour remarqué sur le devant de la scène régionale à la faveur de la guerre à Gaza. Signe parmi d'autres : son ministre des Affaires étrangères est l'invité ce 10 septembre du sommet ministériel de la Ligue arabe, au Caire. « Rien que cette invitation, c'est un trophée pour la diplomatie turque », estime le chercheur Hasni Abidi, spécialiste du Moyen-Orient. Cela fait treize ans que la Turquie ne s'est pas jointe aux discussions de l'organisation arabe... Les efforts déployés ces dernières années par le président Recep Tayyip Erdogan pour « tenter d'élargir l'audience de la Turquie dans le monde arabe » et réchauffer les relations avec les États qui la boudent, sont finalement payants.

« Depuis les printemps arabes, plusieurs États arabes ont rapproché à la Turquie son rôle négatif et son interventionnisme dans certains pays importants », poursuit le directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam, Genève). En particulier chez

ses voisins: l'Irak, où elle donne la chasse aux militants kurdes dans le nord du pays, et la Syrie, où sa présence militaire dans le nord est qualifiée d'occupation par certains pays du Golfe.

La main serrée au « tyran »

Après les détentés avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, la Turquie a trouvé cet été un terrain d'entente avec l'Irak (sur les Kurdes du PKK) et en cherche toujours un avec la Syrie, après avoir lancé début juillet une invitation au président Bachar al Assad. La semaine dernière, l'accueil réservé à Ankara par le président turc à son homologue égyptien Abdel Fattah al Sissi a consacré le rapprochement diplomatique entre les deux pays. Le contentieux turco-égyptien datait du renversement et de la destitution, par l'armée du maréchal al Sissi en 2013, du président Mohammed Morsi, issu d'un parti proche des Frères musulmans (tout comme Erdogan) et élu au premier scrutin présidentiel démocratique. De manière ironique, c'est en serrant la main de celui qu'il avait désigné implicitement parmi les « tyrans » responsables de la mort de l'ancien président en 2019 que le chef d'État turc a fait un grand pas vers le rapprochement. « L'Égypte, avec son

secrétaire général égyptien et son siège au Caire, a pesé de tout son poids dans l'invitation de la Turquie » au sommet arabe, précise M. Abidi.

« Le retour de l'autoritarisme » (dans les pays arabes) et la real politik ont pris le dessus sur les positions de principe d'Erdogan, entre autres son appui aux Frères musulmans », explique le chercheur. Le « constat d'échec en matière de politique étrangère », en particulier « l'impossibilité d'influer sur la scène régionale », que ce soit en Syrie, en Égypte ou en Libye, ont poussé le président turc à « reprendre des relations basées sur ses intérêts » domestiques et à s'abstenir « d'intervenir à l'étranger ». Il y a sans doute « une volonté de revenir à la politique du zéro problème ».

Une « alliance islamique »

Ce retour sur l'avant-scène s'effectue dans le cadre de la guerre dans la bande de Gaza, la Turquie affichant sa solidarité avec la population palestinienne qui, jusqu'à la Cisjordanie, endure la toute-puissante domination israélienne. Le signe le plus récent de l'appui turc à la cause palestinienne est l'appel lancé ce week-end par le président Erdogan à constituer une « alliance islamique contre l'ex-

pansionnisme d'Israël ». La formulation constitue une référence à peine voilée aux prétentions territoriales du gouvernement israélien, au sein duquel les extrémistes poussent à minima en faveur d'une réoccupation de la bande de Gaza.

Cette déclaration a néanmoins « une portée symbolique », estime Hasni Abidi, même si elle s'adresse clairement à la rue arabe. Même si elles ne peuvent pas l'exprimer ouvertement, « les opinions arabes sont remontées contre les régimes qui ont montré, sinon une impuissance, une volonté de ne pas intervenir et qui ont laissé leurs frères palestiniens mourir sous les bombes à Gaza. En insistant sur une alliance islamique, Erdogan envoie le message qu'il fait tout pour contrer Israël », explique-t-il, alors qu'Ankara vient de rejoindre formellement la plainte pour génocide contre Israël portée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ). « La Turquie a fait mieux que certains États arabes, qui sont plutôt dans une normalisation accélérée (avec Israël), comme le Maroc et les Émirats arabes unis. Et Erdogan fait tout pour montrer la disponibilité de la Turquie à aller au-delà de la dénonciation ».

Iran's New President, Tending to a Pivotal Alliance, Visits Iraq

In a region in turmoil, Tehran's ties to its neighbor are more important than ever.

Iran's president, Masoud Pezeshkian, arrived in Iraq on Wednesday for his first trip abroad since taking office in July, a demonstration of the value the Iranians place on the strategic alliance with their neighbor as tensions rise in the region around them.

Mr. Pezeshkian's three-day trip will include visits to several cities that represent Iran's political, religious, economic and security interests in Iraq. He was traveling with a delegation of senior officials and businessmen, according to Iranian media.

"I imagine this will be a very good trip for making economic, cultural, political and security ties," Mr. Pezeshkian said, according to televised remarks on state media. "And I hope we can forge closer and brotherly ties to all Islamic countries starting from Iraq."

In Baghdad, Mr. Pezeshkian met with the Iraqi prime minister, [Mohammed Shia al-Sudani](#), and President [Abdul Latif Rashid](#). He was also expected to talk with other senior officials.

The trip comes as Iraq moves closer to taking a number of steps that align with Iran's long-term objectives, including moving forward on negotiations for [the departure of U.S. troops](#) in Iraq.

Iran and the United States have regarded each other as enemies since the 1979 hostage crisis and have not had diplomatic relations since then. Iran has been leery of the



A handout photo from the Iraqi prime minister's press office showing Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq, left, and President Masoud Pezeshkian of Iran, center, in Baghdad on Wednesday. Iraqi Prime Minister Press Office

presence of those U.S. troops, which they see as a potential danger.

But the drawdown will likely be spread over two years — far slower than Iran had wanted. And a number of questions remain unanswered, including whether U.S. troops in Syria would leave at the same time.

There are about 2,500 U.S. troops in Iraq and about 900 in Syria, many of them Special Operations forces. The primary focus of both groups is [helping to fight the Islamic State](#), the militant group that, especially in the last year or so, has begun to rebuild and to launch regular attacks in Syria.

A few hours before Mr. Pezeshkian's plane touched down, a rocket attack on U.S. troops based at Baghdad Airport served as a reminder of the volatility in the region. Iraq's joint command said it was investigating the attack's origins, but there have been repeated attacks on U.S. forces in Iraq by armed groups with links to Iran.

On Thursday, Mr. Pezeshkian is expected to travel to Karbala and Najaf, two cities that are especially holy to Shia Muslims and are popular destinations for Iranian pilgrims — several million of whom visit annually, greatly lifting Iraq's tourism income.

Then he will go to the southern

city of Basra, an important trade hub because of its proximity to Iran's southern borders. Mr. Pezeshkian is expected to travel to the northern Kurdistan region and visit the cities of Sulaymaniyah and Erbil on Friday.

The visit comes as tensions have flared anew between Iran and Israel. After the assassination in July of Hamas's political leader, [Ismail Haniyeh](#), in Iran, there have been fears of a widening war if Iran retaliates.

Iraq has served as an economic and political gateway of sorts for Iran to the Arab world, and analysts say the decision to choose it as the destination of his first official trip falls in line with Mr. Pezeshkian's two

main policy goals: strengthening the Iranian economy and forging closer ties with regional Arab countries.

“The government considers relations with Iraq extremely important,” Hamid Hosseini, a member of the board of directors of the Iran and Iraq Joint Chamber of Commerce, said in a telephone interview from Tehran. “Our security is linked to one another. We share cultural ties. And economically, Iran needs to grow its presence in Iraq’s growing and emerging market.”

Iraq ranks, after China, as Iran’s second-largest trade partner. And while China mainly buys Iran’s crude oil and petrochemical products, the Iraqi market is more varied. Imports include Iranian-made household goods, construction material and other products, said Mr. Hosseini, who added that trade between Iran and Iraq had nearly doubled since 2023.

Posters of Ismail Haniyeh, a top Hamas leader, at a rally in Tehran in July. After the assassination in Iran of Mr. Haniyeh, a top Hamas leader, there have been fears of a widening war in the Middle East. Arash Khamooshi for The New York Times

But the banking sanctions imposed by the United States, Mr. Hosseini said, have made it difficult for Iran to gain access to all the money this trade earns. Mr. Pezeshkian is expected to try to negotiate the release of some \$10 billion in Iranian assets held up in Iraq.

Since the fall of Iraq’s leader, Saddam Hussein, in 2003 after the U.S.-led military invasion, Iran has invested heavily in expanding its influence in Iraq. One upshot of these efforts is Iran’s using Baghdad as a mediator to try to help restore [broken ties with Saudi Arabia](#). It has also connected Iran, by land and

air, to its allies like Lebanon and Syria. And Iraq can also help Iran forge closer ties with Jordan and Egypt, analysts say.

Iran’s new foreign minister, Abbas Araghchi, said in an interview on Monday with an Iraqi television channel, Al Forat, that the president’s trip showed “the depth of our relations” with Iraq. The two countries, he said, are “on the right path for controlling our border security and violent groups.”

Last week, Baghdad’s central government forcibly relocated Iranian Kurdish opposition groups, including an armed separatist militant group called Komala, from near Iran’s borders. Komala said in a statement that it had been evicted from its headquarters and moved about 40 miles north to the Dukan region in northern Iraq.

The relocation came after

years of Iranian pressure and a security agreement between the two countries.

And on Tuesday, Iraq extradited to Iran a Kurdish political activist, Behzad Khosravi, a member of the Kurdistan Democratic Party, according to the party and Iranian media reports. His arrest and extradition raised alarm among Iranian political activists that Iraqi Kurdistan may no longer be a safe refuge.

Iraqi Kurdistan has two rival parties, which have strongholds in Sulaymaniyah and Erbil. Iran has traditionally had close ties with the party based in Sulaymaniyah, but relations with Erbil have been tense because of a large American military base there. Iran has attacked the Kurdistan region of Iraq with [missiles targeting bases](#) of Kurdish opposition groups and [buildings it said Israel was using](#) as secret bases. Iraq and Kurdish officials denied the latter.



Sept. 11, 2024

Norway lifts arms embargo on Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - The Norwegian foreign ministry announced on Wednesday that it was lifting restrictions on the sale of arms to Turkey, nearly five years after imposing a ban because of Ankara’s military operation in northern Syria.

“The government has now decided to normalize its practice for exporting defense material

and multi-purpose goods for military use to Turkey,” Norway’s foreign ministry said in a statement, adding that this means lifting restrictions that were imposed in 2019 on arms exports to Turkey.

Several European countries halted arms exports to Turkey in reaction to a Turkish military campaign against the Kurdish-led Syrian Democratic

Forces (SDF) in October 2019. The offensive saw Ankara seize control of the Kurdish towns of Sari Kani (Ras al-Ain) and Gire Spi (Tel Abyad) in northern Syria.

Sweden and Finland lifted their bans in 2022 and 2023 when they were seeking Turkey’s approval to join NATO.

Ankara welcomed Norway’s decision. Turkish Foreign Min-

ister Hakan Fidan told his Norwegian counterpart in a phone call that such a ban was “not in line with the spirit of alliance,” Oncu Keceli, Turkish foreign ministry’s spokesperson, cited Fidan as saying.

The Turkish offensive in 2019 ended only after the United States and Russia intervened and signed two separate ceasefires with Turkey.



Sept .11, 2024

One dead, another arrested after security raid in Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi security forces killed one gunman and arrested another in Kirkuk during a raid on Tuesday, police said.

“After security forces surrounded them, the armed individuals fired on them,” said Amr Nuri, spokesperson for Kirkuk police, explaining that the two armed men were found in the Sekanian neighborhood based on intelligence provided by Iraqi national security.

“One of them is dead and the other is injured and arrested,” the spokesperson said, adding that authorities are investigating whether the gunmen are members of the Islamic State (ISIS) or involved in drug trafficking.



Security forces in the Sekanian neighborhood of Kirkuk on September 11, 2024. Photo: Rudaw

Three security personnel sustained light injuries during the clash with the gunmen in the Sekanian neighborhood, Nuri confirmed.

The area is located in the northern outskirts of Kirkuk city near the Erbil-Kirkuk road. Security officials said they flooded the area after the incident.

ISIS seized control of large swathes of Iraqi territory in 2014. The group was declared territorially defeated in 2017 but continues to carry out bombings, hit-and-run attacks, and ab-



Sept.12, 2024

Iran's Pezeshkian in Erbil on second day of visit

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received Iran's President Masoud Pezeshkian at Erbil International Airport on Thursday ahead of the Iranian leader's scheduled meetings with top Kurdish officials on the second day of his trip to Iraq and the Region.

Pezeshkian arrived in Baghdad on Wednesday for his first foreign visit since assuming office in late July, meeting with his Iraqi counterpart Abdul Latif Rashid and Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani. He is also expected to visit Sulaimani, Najaf, and Basra during the trip.

The Iranian president is set to meet with Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani while in Erbil. He is also scheduled to travel to Sulaimani and visit the gravesite of late Iraqi President Jalal Talabani.

The Kurdistan Region and Iran enjoy good ties. During a forum in Sulaimani in April, President Barzani said that Iran has contributed to the economic "success" of the Kurdistan Region. The relationship has, however, been strained in recent years by Tehran's attacks inside Kurdistan Region's borders on exiled Kurdish groups and



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (left) receiving Iranian President Masoud Pezeshkian (right) at Erbil International Airport on September 12, 2024. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

deadly missile strikes on locations that it alleged were Mossad bases. Erbil has vehemently rejected the claims.

Pezeshkian's visit to several cities in Iraq and the Kurdistan Region signals Tehran's intention on having cordial relations with all of the country's components, according to an Iraqi presidency official.

"Their visit is especially important in providing political

support for Iraq... The Iranians' message is that they want to be friendly with all of Iraq's components, including the Kurdistan Region," said Hawre Tofiq, head of the relations and international organizations office at the Iraqi presidency.

Iran and Iraq have shared a strong relationship since the fall of Saddam Hussein in 2003. Tehran has increased its influence over Baghdad and the country has dozens

of armed groups who are affiliated with the Shiite rule in Tehran.

Pezeshkian and Sudani on Wednesday [oversaw](#) the signing of 14 memoranda of understanding in several fields, including the economy, culture, and cooperation between chambers of commerce, according to a statement from the Iraqi prime minister's office;

Irak : après l'attaque d'un centre diplomatique américain, les Etats-Unis accusent des groupes armés pro-iraniens

L'attaque n'a pas fait de victime. Elle s'est produite sur fond de guerre à Gaza, peu avant une visite à Bagdad du président iranien, et au moment où Bagdad et Washington négocient le retrait d'Irak d'une coalition antidjihadiste.

L'ambassade des Etats-Unis en Irak a accusé vendredi 13 septembre « des milices alliées à l'Iran » d'être responsables d'une « attaque » contre un centre diplomatique américain à l'aéroport international de Bagdad. L'attaque menée tard mardi soir contre le Centre de soutien diplomatique n'a pas fait de victimes. Située dans le périmètre de l'aéroport international de Bagdad, mais rattaché à l'ambassade des Etats-Unis, cette « installation diplomatique américaine » fournit un appui logistique et abrite notamment des services médicaux.

« Les indications montrent que l'attaque a été lancée par des milices alliées à

l'Iran, qui opèrent librement en Irak », selon le communiqué envoyé aux médias par l'ambassade américaine à Bagdad. Après l'attaque, un haut responsable sécuritaire irakien, s'exprimant sous couvert d'anonymat, avait évoqué deux tirs de « roquettes de type Katioucha ».

L'attaque s'est produite dans un contexte régional tendu, sur fond de guerre à Gaza, quelques heures seulement avant une visite à Bagdad du président iranien, Massoud Pezeshkian, et au moment où Bagdad et Washington négocient le retrait d'Irak d'une coalition internationale antidjihadiste emmenée par Washington. Dans le cadre de ce dispositif,

des militaires américains sont stationnés dans le pays.

« **Droit à l'autodéfense** » « *Le gouvernement irakien s'est engagé à plusieurs reprises à protéger les missions diplomatiques et le personnel militaire américain présent dans le pays à l'invitation* » des autorités, rappelle le communiqué de l'ambassade américaine. « *Nous appelons de nouveau le gouvernement irakien, comme nous l'avons déjà fait à de nombreuses reprises, à protéger le personnel et les installations diplomatiques* », poursuit le communiqué, ajoutant : « *Nous nous réservons le droit à l'autodéfense pour protéger notre personnel, partout dans le monde.* »

A la fin de 2023, des dizaines de frappes de drones et de tirs de roquettes avaient visé en Irak et en Syrie la coalition internationale, revendiqués par des groupes armés pro-Iran qui disent agir par solidarité avec Gaza et réclament le départ des troupes étrangères. Pourtant, après l'incident de mardi soir, un influent groupe armé pro-iranien, les Brigades du Hezbollah, a fustigé une « attaque » destinée, selon lui, à « brouiller la visite du président iranien à Bagdad ». Un porte-parole militaire de ce groupe a appelé les services de sécurité irakiens à identifier les personnes « impliquées ».

Trois actrices iraniennes contraintes à l'exil après avoir joué dans « Les Graines de figuier sauvage »

Pour avoir secrètement joué dans le dernier film du réalisateur Mohammad Rasoulof, prix spécial du jury à Cannes, Niousha Akhshi, Mahsa Rostami et Setareh Maleki ont dû fuir précipitamment l'Iran, laissant leurs familles derrière elles. Elles vivent aujourd'hui à Berlin.

Avant de jouer dans le dernier film du réalisateur iranien Mohammad Rasoulof, *Les Graines de figuier sauvage* (en salle le 18 septembre), tourné sans autorisation en Iran, elles ne s'étaient jamais rencontrées. Vivant désormais à Berlin, Mahsa Rostami, 32 ans, Niousha Akhshi, 31 ans, et Setareh Maleki, 32 ans, partageaient pourtant déjà un point commun : après la [mort en garde à vue de Mahsa \(Jina\) Amini, en septembre 2022](#), les trois actrices avaient chacune de leur côté décidé de ne plus accepter de compromis avec le pouvoir. Alors que plus de cinq cents personnes ont été tuées lors des manifestations qui s'en sont suivies, il ne leur était plus possible de continuer à exercer leur métier comme si de rien n'était. Cela leur a valu l'exil.



Les actrices iraniennes Niousha Akhshi, Mahsa Rostami et Setareh Maleki, à Berlin, le 9 novembre. PAUL LEHR POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

« Après le soulèvement, j'ai refusé toutes les propositions de film et de théâtre dites "officielles", celles qui impliquaient de se couvrir les cheveux, raconte Setareh Maleki, jointe à Berlin. Si j'avais accepté de porter le foulard sur scène ou devant la caméra, cela serait revenu à normaliser ce qui, depuis des années, est l'outil de répression des femmes. » Avant de quitter l'Iran, Mahsa Rostami, Niousha Akhshi et Setareh Maleki jouaient, la tête nue, dans des courts-métrages et des pièces de théâtre underground. « Je n'oublierai jamais la première fois que j'ai senti le vent

dans mes cheveux longs, alors que je livrais une performance artistique à ciel ouvert, explique Mahsa Rostami. C'était comme si je m'étais enfin réconciliée avec mon corps. »

A l'automne 2023, les trois Iraniennes reçoivent chacune un appel téléphonique leur proposant de jouer dans un film, sans foulard, mais sans que le nom du réalisateur leur soit communiqué. Séduites par l'histoire, qui se déroule au cœur des manifestations de la fin 2022, elles acceptent. « Lorsque

l'équipe du film m'a proposé de lire le scénario devant elle, je ne pouvais pas arrêter mes larmes, se souvient Mahsa Rostami. C'était ce qu'il me fallait pour crier ma colère. » « La veille du tournage, Mohammad Rasoulof est entré dans la pièce où je me trouvais, se souvient Niousha Akhshi. Je me suis alors dit que j'avais pris la bonne décision en acceptant de jouer dans ce film. »

Figure emblématique de la résistance

Ayant à son actif des longs-métrages engagés comme *Un homme intègre*, prix Un certain regard à Cannes en 2017, et *Le diable n'existe pas*, Ours d'or à Berlin en 2021, le réalisateur iranien s'est imposé dans le monde du cinéma comme une figure emblématique de la résistance au pouvoir des mollahs.

Le tournage, mené par une équipe d'une vingtaine de personnes, se déroule de janvier à mars 2024 dans la plus grande discrétion. Les trois ac-

trices n'en parlent même pas à leur entourage. Fin avril, alors que le film est annoncé en lice pour la Palme d'or au Festival de Cannes, des membres de l'équipe sont convoqués par les services secrets iraniens, qui leur interdisent de quitter le territoire.

Pour vérifier si, elle aussi, est concernée, Setareh Maleki se rend à l'aéroport international de Téhéran et prend un billet pour la Turquie. Après qu'elle a passé le contrôle des pièces d'identité, son nom est appelé dans les haut-parleurs. Son passeport est confisqué et l'ordre lui est donné de se rendre au tribunal révolutionnaire de Téhéran. L'actrice n'a pas de temps à perdre. Elle laisse son téléphone chez elle afin de ne pas être traquée, ne dit au revoir à personne et, le jour même, traverse à pied, pendant dix heures, les montagnes pour

arriver dans un pays voisin dont elle préfère taire le nom. « *Je suis toute petite, je ne savais pas si j'y arriverais* », raconte la jeune fille, qui peine à retenir ses larmes.

Niousha Akhshi et Mahsa Rostami prennent, elles, un petit sac à dos et partent sans avertir personne non plus. Elles se dirigent vers un poste de frontière. À leur surprise, elles passent sans embûche. Quand elles arrivent à Paris, le père de Niousha Akhshi l'informe au téléphone que le ministère du renseignement l'a convoquée : les autorités iraniennes étaient au courant que les trois filles allaient assister au Festival de Cannes.

« Porte ce que tu veux »

Quelques semaines plus tard, les comédiennes et Mohammad Rasoulof se retrouvent à Paris. Condamné, en mai, à cinq ans

de prison ferme pour « collusion contre la sécurité nationale », le réalisateur s'est enfui de son pays et a rejoint l'Allemagne, où il a obtenu l'asile politique. Tous doivent partir pour le Festival et son faste quelques jours plus tard.

« *Nous allions vivre le rêve de tout acteur : être à Cannes, mais nous n'avions pas de tenues à porter pour l'occasion* », s'amuse aujourd'hui Niousha Akhshi. Quand elle se demande si elle ne devrait pas porter une robe qui couvre bien son corps, son père lui répond : « *Envisages-tu toujours de revenir en Iran ? Mais non ! Porte ce que tu veux, quitte à ce que cela soit un peu dénudé.* »

Sur le tapis rouge, tenant dans leurs mains les photos des membres de l'équipe qui, bloqués dans leur pays, n'ont pas pu se rendre à Cannes, les ac-

trices sont tiraillées entre la joie et la tristesse. « *Je savais qu'on était en train de vivre des moments extrêmement beaux. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de me demander : "Où sont mes collègues ? Et ma famille ? Pourquoi n'ai-je même pas pu leur dire au revoir ?"* », se rappelle Setareh Maleki.

Après le tourbillon cannois, leur vie a pris un cours plus calme. Mahsa Rostami, Niousha Akhshi et Setareh Maleki ont obtenu une bourse et une résidence artistique à Berlin. Plus que jamais soudées, elles travaillent ensemble et se perfectionnent en anglais et en allemand. Setareh Maleki se veut optimiste : « *Ce que les femmes en Iran font, en se battant tous les jours contre le port obligatoire du voile, est historique. Elles finiront par paralyser le pouvoir.* »

Le Monde

avec AFP
15 sept 2024

« Femme, vie, liberté » : deux ans après la mort de Mahsa Amini en Iran, une manifestation en soutien à Paris

Au total, 700 personnes, selon la préfecture de police, ont participé à cette marche, partie de la place de la Bastille et qui s'est terminée non loin de l'Hôtel de ville.

C'est en scandant « *Femme, vie, liberté* » que des centaines de personnes ont marché, dimanche 15 septembre à Paris, pour apporter leur soutien à la société civile iranienne, deux ans presque jour pour jour après la mort de Mahsa Amini, Kurde iranienne tuée pour un voile mal porté en Iran, a constaté l'Agence France-Presse (AFP). Au total,

700 personnes, selon la préfecture de police, ont participé à cette marche, partie de la place de la Bastille et qui s'est terminée non loin de l'Hôtel de ville.

Alors que 34 détenues iraniennes ont commencé une grève de la faim pour célébrer le deuxième anniversaire du mouvement Femme, vie, liberté, Chirinne Ardakani, avo-

cate franco-iranienne, membre du collectif Iran Justice, a estimé que les « *sacrifices* » des Iraniens opposés au régime n'étaient « *pas vains* ». « *Tout a changé en Iran, dans les mentalités, dans la société* », a-t-elle déclaré à l'AFP. « *On est passé d'une culture absolument patriarcale, où il n'était même pas question qu'elles puissent se dévoiler dans la rue, à un soutien mas-*

sif à ces femmes. »

« Distiller la peur »

La marche, organisée par une vingtaine d'associations de défense des droits humains, a reçu le soutien de Benjamin Brière et de Louis Arnaud, deux Français qui avaient été arrêtés et détenus arbitrairement en Iran avant d'être libérés respectivement en

mai 2023 et en juin dernier. L'Iran est accusé d'arrêter sans motif des Occidentaux et de s'en servir comme monnaie d'échange lors de négociations d'Etat à Etat.

« Quelle ironie de me tenir ici, aujourd'hui, moi qui ai passé près de deux ans à la prison d'Evin pour ma supposée participation aux manifestations de septembre 2022 », a souligné Louis Arnaud, qui s'exprimait pour la première fois publiquement depuis sa libération. « Oui, j'étais en prison, mais c'est un honneur immense que d'avoir pu vivre parmi vous, combattants de la liberté, qui avez partagé mes peines », a-t-il poursuivi.

Trois autres Français sont toujours détenus en Iran : Cécile Kohler et Jacques Paris, arrêtés en mai 2022 et accusés d'être des espions, ainsi qu'un prénommé Olivier, dont le nom de famille n'a pas été rendu



Lors de la manifestation marquant les deux ans de la mort de Mahsa Amini en Iran, à Paris, le 15 septembre 2024. SAMEER AL-DOUMY / AFP

public.

Sylvie Brigot, directrice générale d'Amnesty International, a dénoncé la répression qui perdure. « On utilise toujours la peine de mort de manière

massive comme instrument pour distiller la peur, a-t-elle déploré. Et il y en a encore des milliers et des milliers de personnes détenues injustement sans procès. » Au Tro-

cadéro, une autre manifestation réunissant 750 personnes, selon la préfecture de police, a eu lieu, également en soutien aux Iraniens opposés au régime.

Le Monde

Ghazal Golshiri
15 sept 2024

En Iran, un an après la mort de Mahsa Amini, une résistance populaire à bas bruit pour tenter de mener une « vie sans compromis »

La répression brutale du soulèvement de septembre 2022 a fait environ 500 morts. Alors qu'aucun changement politique ne s'est fait jour, le bras de fer se poursuit entre le pouvoir et le peuple sous la forme d'une résistance discrète mais tenace des femmes et aussi des hommes qui les soutiennent.

Désespoir, attentisme, frustration, fierté, ardeur... En ce premier anniversaire du soulèvement populaire iranien, né à la suite de [la mort en garde à vue de Mahsa \(Jina\) Amini](#) pour un voile « mal porté », le 16 sep-

tembre 2022, les habitants de la République islamique sont assaillis de sentiments contradictoires. Pour beaucoup, il y a une vie avant Mahsa et une vie après. Mais du côté des autorités, l'anniversaire est pris très au sérieux. Depuis

des semaines, le pouvoir s'organise pour empêcher toute nouvelle vague de contestation.

Les arrestations se multiplient parmi les militants politiques, les anciens prisonniers, ainsi que les familles victimes de

la répression. Mercredi 13 septembre, selon le groupe de défense des droits humains Hengaw, Hamed Bagheri, un jeune Kurde, a été tué par balles dans la ville de Karadj, à 30 kilomètres de Téhéran, alors qu'il criait des slogans

antirégime et qu'il invitait les habitants à manifester. A Saqez, la ville natale de Mahsa Amini, et dans les autres régions kurdes du pays, théâtre d'une répression très brutale, les rues sont désormais quadrillées de caméras de surveillance et des renforts militaires ont été déployés.

A Téhéran, les habitants se plaignent de la prolifération des checkpoints dans la ville. Le réseau Internet fonctionne encore moins bien que d'habitude. Dans la province du Sistan-et-Balouchistan (Sud-Est), où les manifestations antirégime se poursuivent tous les vendredis après la prière du midi, « *l'ambiance est totalement policière* », explique un habitant de Zahedan, la capitale de cette province, « *devenue une grande prison* ». « *Aux entrées de la ville, il existe des checkpoints où chaque allée et venue est contrôlée* », poursuit-il.

La répression du mouvement a fait environ cinq cents morts, conduisant à l'arrêt des grosses manifestations de rue. Les protestataires n'ont obtenu aucun changement politique. Et pourtant, le bras de fer entre le pouvoir et les Iraniennes opposées au voile est loin d'être terminé. Malgré le risque d'arrestation, de harcèlement et de licenciement, une forme de résistance se poursuit, au jour le jour, opiniâtre, à bas bruit.

Au café, sans foulard

« *Pour la première fois depuis l'instauration de la République islamique en 1979, la question du voile et des discriminations faites aux femmes est devenue le symbole de toutes les injustices infligées à la population*, explique, depuis Téhéran, un sociologue qui préfère rester anonyme par peur des représailles. *Les revendications de tous les groupes, les syndicats, les minorités religieuses et ethniques, des personnes issues de toutes les classes sociales et économiques, partout dans le*



Des policiers iraniens à Téhéran, le 16 juillet 2023. WANA NEWS AGENCY VIA REUTERS

pays, trouvent un écho dans ce mouvement. »

La surprise de Sepideh (un pseudonyme, comme c'est le cas de tous les Iraniens cités dans cet article) a été totale lorsque cette jeune habitante de Téhéran est récemment retournée chez ses parents, à Machhad, une ville sainte située dans le nord-est du pays. « *Les femmes, surtout les adolescentes, sont nombreuses à se balader tête nue, alors qu'à Machhad, elles sont souvent très couvertes, beaucoup plus qu'ailleurs dans le pays* », explique cette assistante dans une école primaire. « *Sur mon lieu de travail, les mères sont souvent dévoilées et, dans beaucoup de cafés, les clientes sans foulard ne sont pas embêtées* », ajoute Sepideh, alors que les commerces acceptant des femmes non voilées s'exposent à une fermeture forcée et à une amende.

Au-delà de cette forme de dissidence ostentatoire, la société iranienne est traversée en profondeur, à un niveau invisible à l'œil nu, par les secousses du soulèvement, aussi bien du côté des femmes que de celui des hommes. « *Ma vie a été bouleversée* », explique Salman,

42 ans, habitant de Téhéran. Dans la foulée des premières manifestations, il a démissionné de son emploi dans le service public. « *Je me suis rendu compte que je ne souhaitais plus vivre en faisant des compromis*, explique-t-il. *Et autour de moi, beaucoup ressentent la même chose. Les gens sont nombreux à ne plus vouloir vivre avec les normes édictées par la République islamique, et cela se ressent aussi dans notre vie intime.* »

« Nous nous sentons plus entières »

A l'automne 2022, Salman et sa femme ont ouvert une boutique d'objets artisanaux. Leur commerce a été fermé par les autorités à plusieurs reprises parce qu'ils avaient accueilli des clientes dévoilées. « *Ce n'est pas grave, glisse Salman. Comme moi, beaucoup ne sont plus prêts à renoncer aux libertés qu'ils ont réussi à obtenir pendant cette dernière année. Tous les jours, nous essayons de créer de nouveaux espaces pour résister et pour faire reculer les lignes rouges du régime.* »

Dans la famille de Salman qui vit dans la ville sainte de Qom, certaines femmes, dont sa propre mère, ont décidé

de retirer leur voile, alors qu'avant le soulèvement, par respect pour les aînés, elles se couvraient les cheveux, même dans les réunions familiales. « *Autour de moi, je vois les Iraniennes s'émanciper, depuis les adolescentes jusqu'aux femmes de la génération de ma grand-mère*, constate Salman. *On essaie tous, hommes et femmes, de vivre sans crainte.* »

Alors que la République islamique a toujours, de manière tacite, incité les Iraniens à mener une double vie en érigeant une cloison entre leurs pratiques privées et leur comportement en société, le mouvement « *Femme, vie, liberté* » (le slogan phare du soulèvement) est en train de briser ce mur. C'est ce que ressent Sanaz, architecte téhéranaise de 38 ans. « *Le simple fait de sortir tête nue et de se balader dans la ville en portant nos vêtements habituels, et sans manteau [obligatoire en Iran], est en train de provoquer un rétrécissement de la frontière entre vie publique et vie intime*, explique-t-elle. *Nous nous sentons plus entières. Et cela nous donne une vraie audace dans tous les aspects de la vie.* »

Dans l'entreprise où elle tra-

vaill, gérée par une famille religieuse et traditionnelle, Sanaz constate ces évolutions. « *Au début des événements, je laissais glisser mon foulard. Après, je l'ai laissé autour du cou, explique Sanaz. Ensuite, je n'ai plus mis de manteau et j'ai commencé à venir au travail en chemise et pantalon. Deux autres collègues femmes m'ont imitée. Et tout cela se passe sans aucune désapprobation des membres masculins de la famille qui dirige la société.* »

La révolte des actrices

Dans cette nouvelle réalité, la solidarité des hommes envers les femmes qui osent défier le pouvoir en place se fait de plus en plus visible. « *Très souvent, les hommes me font part de leur soutien ou admiration en me voyant sans foulard, explique Fariba, étudiante de 23 ans à Téhéran. Depuis un an, l'expérience de se sentir libre, même avec inquiétude, a contribué à changer beaucoup de choses en nous. C'est comme si l'idée de la puissance absolue du dictateur s'était mise à vaciller.* »

Même dans les villes plus petites et plus traditionnelles, le regard des hommes sur les Iraniennes sans foulard a changé. « *Certains, qui liaient par le passé le voile à la pudeur [une attitude que la tradition exige des femmes] ont complètement changé d'avis. Une femme dévoilée inspire aujourd'hui le respect* », affirme une ingénieure vivant dans la ville d'Ahvaz (Sud-Ouest).

Dans le milieu du cinéma, pourtant très dépendant du régime – les gardiens de la révolution (l'armée idéologique iranienne) sont devenus les grands producteurs du pays –, l'élan du « vivre sans compromis » est palpable. Depuis le mois de septembre 2022, de nombreuses actrices ont retiré leur voile et revendiqué leur geste sur les réseaux sociaux. Toutes ont été convoquées par la police et sont soumises à des pressions importantes (confiscation de passeport, menaces et intimidations) pour faire marche arrière. Certaines ont été arrêtées, à l'instar de Taraneh Alidoosti (*Leïla et ses frères* et *Le Client*). **Libérée en jan-**

vier après environ trois semaines de détention, l'Irannienne attend sa sentence.

Contactée à Téhéran, une autre actrice connue explique qu'elle n'a accepté aucun projet depuis septembre 2022 car elle refuse de se couvrir à nouveau les cheveux. « *Je ne peux pas me résoudre à remettre le voile après tant de vies perdues. Les adolescentes nous ont appris à quel point il est ridicule d'accepter les diktats du pouvoir concernant nos vêtements. Dire non à la soumission commence par le rejet du voile* », lâche-t-elle.

Suicides

Depuis quelques mois, des films clandestins, parfois faits par des hommes, dans lesquels jouent des actrices sans voile se multiplient. La police a opéré des descentes sur les lieux de tournage et au domicile des gens impliqués dans ces projets. Dans d'autres milieux artistiques et intellectuels, on assiste à des gestes de résistance individuelle similaires. « *En octobre 2022, j'ai fermé ma petite*

maison d'édition parce que je ne voulais plus avoir à demander d'autorisation de publication au ministère de l'orientation islamique et de la culture », explique Donya, Téhéranaise de 40 ans. Depuis, elle gagne sa vie comme correctrice pour des sites Internet.

Les personnes interrogées par *Le Monde* comptent toutes des proches décidés à émigrer à l'étranger. Autre forme de fuite, le suicide est en augmentation parmi les dissidents, comme la traductrice de livres pour enfants Pantea Eghbalzadeh, qui s'est donné la mort le 27 juin, le journaliste Ali Sadeghi, mort à 39 ans le même jour, ou le Kurde de 25 ans Mehdi Sadeghi, qui a mis fin à ses jours le 1^{er} juillet. A la répression s'ajoute le poids de l'inflation, devenue écrasante (environ 60 % selon les chiffres officiels, très probablement sous-estimés). « *On s'appauvrit à vue d'œil, explique Sanaz. Mais nous sommes tous convaincus que la voie vers la démocratie passe par la rue. Si ce n'est pas maintenant, ça sera dans un avenir proche.* »

Le Monde

15 sept 2024

Syrie : voyage dans un pays exsangue

Reportage « Carnets de Syrie » (1/7). Reconstruction au compte-gouttes, délitement économique et social, millions de déplacés... A Alep, à Homs, à Palmyre comme dans la banlieue de Damas, pour la population de ces territoires sous contrôle du régime de Bachar Al-Assad, la vie quotidienne est un calvaire.

L'imposante silhouette de la citadelle d'Alep se découpe sous le clair de lune. Des vendeurs de barbe à papa et de maïs grillé hèlent les familles syriennes endimanchées, qui arpentent la

promenade longeant les douves. D'une terrasse couverte s'échappent les notes d'un concert de musique traditionnelle, joué pour une poignée de privilégiés de l'élite alépine. Dans les cafés aux

guirlandes lumineuses, l'odeur des narguils se mêle à la voix entêtante de Sabah Fakhri, gloire disparue de la chanson arabe, originaire de la ville. Le temps d'une soirée d'été, chacun tente d'oublier

les blessures de la guerre et l'âpreté de la crise économique.

Les « carnets de Syrie » sont une série de reportages réalisés à l'été 2024. Pour des



raisons de sécurité, certaines des personnes citées s'expriment sous pseudonymes. Pour ces mêmes raisons, le nom des auteurs de ces reportages n'est pas mentionné.

Surplombant la ville, la citadelle médiévale a été le théâtre de la bataille qui opposa, de juillet 2012 à décembre 2016, les forces loyales au président syrien, Bachar Al-Assad, retranchées derrière les murailles et dans les quartiers ouest d'Alep, aux rebelles qui contrôlaient le centre historique et les quartiers orientaux. Au terme de deux sièges et au prix de combats dévastateurs, l'armée du régime, soutenue par l'aviation russe et des milices chiites proches de l'Iran, avait fini par reprendre la ville.

Les stigmates de ces affrontements sont encore visibles dans les immeubles éventrés du quartier fantôme qui jouxte la citadelle et dans les ruines noircies du souk. Sur près de 3 millions d'habitants que comptait la cité avant la guerre, plus de 30 000 sont morts – en grande majorité des civils – et 1 million ont fui, selon le décompte réalisé par l'ONG [Violation Documentation Center](#), le Centre de documentation des violations en Syrie. La moitié des loge-

ments ont été détruits ou endommagés, principalement dans les quartiers est. Le tiers du centre historique, classé au Patrimoine mondial de l'Unesco, a été réduit en cendres. Ce qui reste est fortement dégradé. Le séisme qui a endeuillé le nord-est de la Syrie et la Turquie voisine, le 6 février 2023, a encore assombri ce triste tableau.

La ville martyre, antique et prospère citée au carrefour des routes de la soie, poumon économique de la Syrie avant la révolution de 2011, a perdu une partie de son héritage culturel et de son tissu industriel. « *C'est une part de notre âme, de l'identité de la ville qui a disparu, se désole un artiste alépin. Les enfants ne connaîtront pas cette histoire ; ça me fait mal de voir ma cité divisée et démolie.* »

Au petit matin, des ouvriers recrutés par l'agence des Nations unies pour le développement déblaient des gravats à l'entrée du souk. L'immense marché couvert, qui abritait des milliers d'échoppes et plusieurs dizaines de caravansérails vieux de plusieurs siècles, commence à peine à reprendre vie. Des chantiers de réhabilitation, commencés dès 2017, sous la houlette de la Fondation Aga Khan, avec

l'Unesco et le controversé Syria Trust for Development dirigé par l'épouse du président Al-Assad, ont restauré quelques allées marchandes. La Fondation Akhmad Kadyrov, liée au dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov et à Moscou, a rendu à la mosquée des Omeyyades son minaret de 45 mètres de haut, détruit par des bombardements, en 2013.

Dans le souk Al-Harir (« marché de la soie »), une vingtaine d'échoppes seulement ont rouvert leurs portes neuves en bois massif et exposent tissus et fils multicolores. Othman, 36 ans, a repris le commerce familial en 2020, après quatre ans d'exil en Russie, mais les clients sont rares. « *J'ai sabordé mon avenir en revenant ici à la demande de mon père, fulmine-t-il. En ville, on ne voit que des cheveux gris, des personnes âgées. Où sont les jeunes ? Partis en Allemagne, en Europe, en Turquie...* »

Ses étals sont garnis de bobines de fil, mises à l'abri avant l'incendie qui ravagea le souk en septembre 2012. Les affaires sont mauvaises : « *Avant la guerre, le souk était bondé. On faisait environ 600 dollars [545 euros] par jour, aujourd'hui ça ne dé-*

passe pas 100 dollars. » Durant les combats, les Alépinois ont pris leurs habitudes ailleurs. Ils reviennent peu à peu au souk, mais avec la crise économique, ils regardent à la dépense.

Les grandes familles commerçantes d'Alep se déchirent entre héritiers prêts à relancer leur affaire et ceux qui veulent tout liquider. « *Beaucoup ont quitté la Syrie et ne veulent pas revenir, poursuit Othman. D'autres attendent une reprise économique.* » Le gouvernement veut obliger ceux qui ne rouvrent pas leurs échoppes à les louer. Cela inquiète un marchand de savons : il lui faut 3 000 euros pour refaire ses trois boutiques, il ne possède que la moitié de la somme. « *La réouverture du souk est un signal positif, mais pour relancer l'économie de la ville, nous avons besoin des riches entrepreneurs, explique un vendeur de vêtements. Eux seuls ont les moyens d'ouvrir de grandes usines et d'y employer des jeunes.* »

Système délétère

Les négociants et les industriels les plus fortunés d'Alep ont transféré leurs entreprises en Egypte, en Turquie ou dans les pays du Golfe. La grande

cité marchande syrienne n'est plus que l'ombre d'elle-même. Les usines sont détruites. La corruption prolifère sur fond d'économie de guerre. Contrebandes et contrats douteux profitent aux seigneurs de guerre, à l'oligarchie syrienne et aux parrains iraniens et russes du régime Al-Assad. Ce dernier, maître des deux tiers du territoire depuis 2018, puise l'une de ses principales ressources dans le trafic de captagon, une drogue de synthèse qui inonde les pays de la région. Ce système délétère prospère depuis la mise au ban du gouvernement syrien en raison de la répression exercée contre son peuple.

La Russie et la République islamique d'Iran, elles aussi sous embargo international – la première pour la guerre qu'elle mène en Ukraine depuis février 2022, la seconde en raison de son programme nucléaire –, n'ont pas les moyens de financer la reconstruction. [Les sanctions mises en place par Washington contre Damas](#), depuis 2020, dans le cadre de la loi « Cesar » – du nom du transfuge de l'armée syrienne qui a fait sortir clandestinement plus de 50 000 photographies attestant la torture massive pratiquée dans les prisons –, ont achevé de décourager les investisseurs de Chine ou du Golfe, des pays qui ont renoué avec Damas.

Coupée du système bancaire international, l'économie est à l'arrêt. Les Nations unies estiment qu'en 2024 [près de 90 % des 23,5 millions de Syriens vivent sous le seuil de pauvreté](#). Tout est rationné : l'électricité et l'eau, l'essence et le gaz, le mazout, le riz, et même le pain. Mais tout s'achète sur le marché noir. La dévaluation de la livre syrienne, de près de 100 % de sa valeur sur le marché noir depuis le début du conflit, en 2011, a engendré une hyperinflation. Le pouvoir taxe toujours plus, et réduit les subventions publiques.



Vue sur la citadelle et sur la vieille ville détruite d'Alep (Syrie), durant l'été 2024. « LE MONDE

Sans l'aide de la diaspora syrienne et des rares ONG actives en Syrie, beaucoup ne pourraient pas garder la tête hors de l'eau. « *A Alep-Ouest [restée sous contrôle du régime], la situation économique était meilleure pendant la guerre, affirme un notable alépin. Le but des sanctions est de détourner les gens du régime, mais ça ne fonctionne pas. Certes les critiques sont nombreuses contre le gouvernement, à cause de la corruption, mais toute opposition ou pensée politique féconde a été écrasée. Finalement, c'est nous, les habitants, qui sommes punis et abandonnés. Les Syriens sont devenus un peuple de mendiants, alors que nous étions fiers et hospitaliers.* »

La division que la guerre avait imposée entre l'ouest et l'est d'Alep se perçoit encore, visuellement et mentalement. A l'Ouest, les traces des combats ont été effacées. Les toits sont constellés de panneaux solaires que les habitants et les commerçants ont installés, en s'endettant ou avec l'aide d'ONG, pour pallier les coupures d'électricité qui durent vingt-deux heures par jour. A l'Est, les quartiers détruits sont laissés à l'abandon.

La Banque mondiale évaluait, en février 2017, de 6,2 milliards à 7,6 milliards de dollars [le coût de la reconstruction d'Alep](#). Le plan d'urbanisation des autorités syriennes donne la priorité aux zones peu détruites de l'Ouest ou proches du centre-ville, aux infrastructures publiques, aux zones commerciales et industrielles. Des quartiers sont déjà voués à la destruction et aux promoteurs immobiliers. Les habitants qui ont fui à l'étranger ne pourront pas faire valoir leur droit de propriété.

Une frontière invisible sépare aussi les habitants selon le camp auquel ils appartenaient, de gré ou de force, pendant la guerre. La crise a ensuite creusé la fracture sociale et économique qui existait déjà de part et d'autre de la ville. Les fonctionnaires, les professions libérales et la nouvelle bourgeoisie, concentrés dans l'Ouest. De l'autre côté, les laissés-pour-compte souvent originaires des campagnes, aux traditions conservatrices, ouvriers ou petits marchands s'entassent dans les quartiers historiques et leurs banlieues informelles, dans l'Est.

Familles livrées à elles-mêmes
Un parfum de désolation flotte

entre les blocs d'immeubles en parpaings apparents de Sakhour, un quartier du nord-est de la ville, relativement épargné par les combats. Des tas de pierres noircies signalent, ici et là, les bombardements des avions russes et syriens qui ont chassé les rebelles de ce secteur, en novembre 2016. Beaucoup d'appartements sont vides. Des magasins sont ouverts dans la rue principale. Des femmes voilées vendent des galettes de pain, assises à même le sol. Des enfants proposent mouchoirs et babioles aux passants.

« *Il y a surtout des femmes et des enfants à Sakhour* », note un travailleur social. Selon lui, 50 000 personnes vivent aujourd'hui dans le quartier, sans eau ni électricité. Les hommes ont été tués dans les combats, ou ont fui avec leurs familles. Fichés par les services d'Al-Assad comme proches de la rébellion, indésirables aux yeux du pouvoir, ils ne reviendront peut-être jamais – sauf à imaginer un processus de réconciliation nationale. Ceux qui restent n'osent pas évoquer les années de guerre.

Il n'y a plus d'usines dans le quartier. Travailler ailleurs n'est pas envisageable, tant le prix

de l'essence et des transports a augmenté. Les familles sont livrées à elles-mêmes, seulement aidées par le Croissant rouge syrien et le Service jésuite des réfugiés, une organisation catholique internationale. Ces derniers distribuent des paniers alimentaires, offrent des soins de santé et des cours de soutien scolaire. Beaucoup de femmes sont illettrées. Les adolescents cumulent des années de retard à l'école, à cause de la guerre. Les plus jeunes décrochent, sans savoir ni lire ni écrire, pour travailler. Des filles sont mariées dès l'âge de 10 ou 12 ans. « Il y a beaucoup de violences, d'abus sexuels et de drogues à Sakhour », dit le travailleur social.

« Les Syriens sont tombés dans l'oubli avec les guerres en Ukraine et à Gaza, alors que la crise est plus grave que jamais, déplore-t-il. C'est triste à dire, mais heureusement qu'il y a eu le tremblement de terre : sans l'élan de solidarité internationale qu'il a suscité, on n'aurait pas eu les financements pour poursuivre nos programmes. » Le séisme du 6 février 2023, qui a frappé les habitants d'Alep sans discrimination, a réveillé les traumatismes de la guerre.

La secousse d'une magnitude de 7,8 a surpris Maryam, son mari, Jamal, tous deux quinquagénaires et exerçant une profession libérale, et leurs trois enfants, en plein sommeil. Une partie de leur immeuble d'Al-Aziziyé, dans l'ouest d'Alep, s'est effondrée. Ils ont évacué leur appartement du cinquième étage par l'échelle des pompiers. Les voisins du dessus ont eu moins de chance. La mère et le fils sont morts sur le coup, le père a été grièvement blessé au pied. Dans toute la ville, 997 immeubles ont été endommagés ou détruits, [selon une étude du Syrian Center for Policy Research](#). Selon des sources médicales locales, 444 Alépinois sont morts, dont 163 enfants.

« L'Etat nous a promis une



A Sarkhour, un quartier de l'est d'Alep (Syrie), durant l'été 2024. A Sarkhour, un quartier de l'est d'Alep (Syrie), durant l'été 2024. « LE MONDE »

compensation de 20 000 dollars, mais on n'a encore rien vu, s'indigne Maryam. Les aides étrangères n'ont pas été utilisées à bon escient. » Elle et les siens ont été hébergés dans l'appartement d'amis partis s'installer au Canada. Jamal a emprunté de l'argent à de la famille en exil pour louer un nouveau logement dans le quartier. « Aucune famille ne survit sans l'aide de proches à l'étranger ou d'associations, même des gens de la classe moyenne comme nous, poursuit-elle. La crise est devenue terrible. »

L'eau et l'électricité se paient à prix comptant à des mafias. Maryam se refuse à mettre ses enfants à l'école publique – « Les classes sont surchargées et l'enseignement déplorable » – ou à se soigner dans des hôpitaux publics – « La qualité des soins laissant à désirer. » Mais le salaire de son mari, 100 dollars mensuels, ne suffit pas. Elle veut quitter la Syrie, alors que Jamal se sent « trop vieux » pour repartir de zéro. Il reste optimiste. « Ah oui, l'avenir est meilleur dans le désespoir ! », rétorque Maryam, mère.

La plupart de leurs amis sont déjà partis ou ont envoyé leurs enfants à l'étranger, pour les protéger de la conscription obligatoire et leur donner une chance de se construire un avenir meilleur. « Dans les quartiers résidentiels, on ne connaît plus personne,

abonde le notable d'Alep. Les habitants aisés, la petite et moyenne bourgeoisie : tous sont partis. Ils ont été remplacés par des gens des quartiers défavorisés et des campagnes. » « Il y avait quelque chose de magique à Alep, qui a disparu, poursuit-il. Avant, ceux qui partaient étudier ou cherchaient fortune à l'étranger revenaient mus par la nostalgie, ce n'est plus le cas. Des Syriens de la diaspora, chrétiens comme musulmans, reviennent voir leurs parents et liquident leurs propriétés. Ils partent pour de bon, sans regret. »

En décembre 2016, la victoire militaire du régime s'accompagne de l'évacuation forcée des habitants d'Alep-Est. Si la majorité fuit alors dans la province voisine d'Idlib, 30 000 d'entre eux parviennent à rester dans la ville, dans les quartiers progouvernementaux d'Alep. L'Ouest compte alors, au total, selon les [estimations fournies par le Haut-Commissariat de l'ONU](#) pour les réfugiés (HCR), 400 000 déplacés. Huit ans plus tard, beaucoup y sont toujours installés, notamment dans le quartier populaire arménien de Midane, proche de l'ancienne ligne de front. Ils représenteraient aujourd'hui 20 % de la population du quartier. Les immeubles décatés, aux stores délavés, semblent ployer sous le poids des habitants. La vie déborde dans les rues jalonnées de petits commerces.

Dettes et insécurité

C'est à Midane que Marwa, son mari, Mohammed, et leurs trois enfants ont cherché refuge après avoir fui leur maison. Originaires de Khan Cheikhoun, localité sunnite de 70 000 âmes, à 100 kilomètres au sud d'Alep, ils sont partis avant que la rébellion s'en empare, en mai 2014. « Mon mari travaille dans l'armée, et il avait peur d'être arrêté par les rebelles qui possédaient des listes de soldats et d'alaouites [minorité religieuse à laquelle appartient le clan Al-Assad au pouvoir] », assure la couturière de 41 ans, vêtue d'une longue tunique fleurie, de sa création, et d'un voile rose. Ballottés d'appartement en appartement, au gré des hausses de loyer, la famille a fini par trouver, en 2021, un modeste logement que Marwa a égayé de deux cages à oiseaux et de rideaux de dentelle.

L'or de sa dot y est passé. La famille vit chichement des commandes de vêtements qu'elle obtient grâce au bouche-à-oreille, de la solde du mari, de l'aide des ONG et des emprunts ; pour payer les études des deux aînés, qui ont passé cette année le brevet pour l'un, le baccalauréat pour l'autre, elle s'est endettée de 4 millions de livres (267 euros). « Je ne me sens pas en sécurité, ma famille n'habite pas là », confie Mohammed. « Ta famille ne nous aide jamais !, le coupe Marwa. Moi, je me sens chez moi à Alep. Nos enfants ont l'école ici. On restera ! De toute manière, c'est partout pareil en Syrie, c'est l'argent qui fait la différence. »

Rentrer à Khan Cheikhoun n'est pas une option. [La ville rebelle, bombardée au gaz sarin en 2017, et reprise par les forces du régime, en août 2019, est inhabitable](#). Là encore, la plupart des habitants ont fui à Idlib, l'enclave rebelle dans le Nord-Ouest syrien, sous la coupe des djihadistes d'Hayat Tahrir Al-Cham. D'autres sont partis

en zone gouvernementale, à Alep et à Damas.

Un barrage contrôle l'entrée de Khan Cheikhoun. Des maisons ont été retapées, des antennes-relais et des panneaux solaires installés par les soldats syriens. Mais aussi par des miliciens chiites à la solde de l'Iran, encore nombreux sur le sol syrien, selon des habitants et des experts qui signalent le nom de localités ou de quartiers d'Alep et de Damas sous le contrôle de ceux-ci – sans qu'il ait été possible de le vérifier. Leur présence est visible près de la ligne de front avec l'enclave rebelle d'Idlib. Ainsi que celle de leurs chefs iraniens, comme le montre le grand drapeau de la République islamique, flottant, ostentatoire, au sommet d'une colline surplombant l'autoroute qui mène à Damas, près de Saraqeb, entre Alep et Khan Cheikhoun.

Entre 2011 et 2018, au moins 500 000 Syriens sont morts au cours de la guerre civile. Les dégâts dans le pays se chiffrent en centaines de milliards d'euros, selon l'ONU. L'absence de reconstruction et de réconciliation nationale condamne des millions de Syriens à l'exil. Plus de 6 millions d'entre eux sont réfugiés dans les Etats limitrophes et en Europe, et 7,2 millions sont déplacés à l'intérieur du pays, selon le HCR, dont la moitié dans les zones échappant au contrôle de Damas, à Idlib et dans le nord-est du pays sous contrôle kurde.

Déracinés et en perte de repères, les déplacés sont parfois considérés d'un œil méfiant dans leurs quartiers d'accueil. La guerre a laissé des souvenirs traumatiques et attisé la peur de l'autre. « Trois de nos voisins soutenaient la rébellion. L'un d'eux m'a dénoncé aux combattants, affirmant que je livrais des informations au régime, raconte Georges, un sexagénaire chrétien de Wadi Al-Sayeh, un quartier accolé à la vieille ville de Homs. Heureusement,



Un drapeau iranien, aperçu de l'autoroute reliant Alep à Damas, près de Saraqeb, durant l'été 2024. « LE MONDE »

je connaissais un combattant [de l'opposition] du quartier. J'ai été relâché. Puis ils m'ont de nouveau capturé. » Ses propos s'égarèrent, et son attention flancha. Les tortures qu'il a subies en détention ont laissé des séquelles.

Après ce second enlèvement, le 15 février 2012, il a fui avec son épouse, Michelle, et leur fille. Homs, la « ville aux pierres noires », située à 200 kilomètres au sud d'Alep, était surnommée « capitale de la révolution » au début du soulèvement syrien. Après la répression qui s'est abattue sur les manifestants, le centre historique et plusieurs quartiers de cette cité de 700 000 habitants, à majorité sunnite, ont basculé aux mains de la rébellion.

« Besoin d'un plan Marshall »

Assiégées par les forces loyalistes, les populations ont évacué les quartiers rebelles un à un, de Baba Amr, en mars 2012, à la vieille ville, en mai 2014, et jusqu'au dernier d'entre eux, Al-Waer, en mai 2017. Des immeubles ont été rasés à l'explosif. Homs a été lourdement endommagée, mais la reconstruction

piétine. Dans la vieille ville, plus de la moitié des habitants ne sont pas revenus. D'anciens quartiers rebelles demeurent dans le même état de désolation qu'au sortir de la guerre.

« Nous nous sentons impuissants face au niveau de destruction et à l'ampleur des besoins », témoigne Vincent Gellot, directeur des programmes en Syrie de L'Œuvre d'Orient, une association française qui soutient les missions locales des chrétiens au Moyen-Orient. « Depuis la fin des combats, nos modestes moyens nous ont permis de réhabiliter une petite centaine d'appartements pour permettre le retour des déplacés, mais c'est d'un "plan Marshall" et de l'aide d'Etats extérieurs que les gens ont besoin », plaide-t-il.

Lire l'enquête : Article réservé à nos abonnés [En Syrie, l'aide humanitaire en terrain miné](#)

Georges et Michelle ont décidé de rentrer à Wadi Al-Sayeh, début 2024. Ce qu'ils ont découvert à leur retour les a déconcertés. Le quartier est fantomatique. Partout des squelettes d'immeubles se dressent, criblés d'impacts de balle et d'obus. Les lieux ont

l'air inhabitables. Ici et là, pourtant, des jardinières sont accrochées aux balcons et du linge pend. Au coucher du soleil, des enfants descendent jouer au football. Des voisines sortent des chaises en bas d'un immeuble pour papoter et observer les passants : une femme en jogging rose, au maquillage soigné, promène son chien ; des amies, casquette sur leur voile, en balade ; un adolescent porte sur sa tête un panier en osier rempli de galettes de pain.

La cage d'escalier de l'immeuble de Michelle et Georges est lugubre, à nu, mais sa structure est intacte. Des icônes religieuses ornent les murs de leur trois-pièces, restauré et repeint en jaune coquille d'œuf par des associations chrétiennes. Ils ont récupéré quelques meubles pour remplacer ceux qui leur ont été volés. « Tout ce que je possédais a disparu, explique Michelle. On doit recommencer notre vie de zéro. » Seuls 20 % des habitants du quartier sont revenus, souvent parce qu'ils n'ont pas réussi à louer ailleurs. Le couple de retraités n'a pas retrouvé les sept autres familles chrétiennes de la rue.

« *Tous nos voisins ont changé, regrette l'enseignante à la retraite. Ceux d'avant sont partis à l'étranger ou dans les villages de la vallée des Chrétiens [située près de Homs]. Restaurer les maisons coûte cher, alors ils préférèrent les louer pour se faire un peu d'argent. Des appartements ont même été vendus, à bas prix, à de riches musulmans.* » Aujourd'hui, leurs voisins sont d'ailleurs tous musulmans. Georges ne peut s'empêcher de faire l'amalgame entre eux et ceux qui jadis l'ont séquestré. « *On n'a pas de relation avec eux, car ils ont des traditions différentes, dit-il. J'ai essayé de leur parler, mais ils ne m'ont pas répondu.* »

A deux rues de là, à Khalidiya, ancien quartier rebelle repris par les forces loyalistes, en juillet 2013, des déplacés vivent douloureusement leur ostracisation par les habitants de Homs, chrétiens comme musulmans. « *Je viens d'une société tribale, généreuse et hospitalière or, ici, j'ai passé plusieurs années sans aucune invitation de mes voisins, dit Khaled, 65 ans, originaire de Palmyre. L'un d'eux ne répondait même pas à mes salutations, c'est inconcevable chez nous ! Je ne me sens pas chez moi à Homs.* » L'homme à la carrure imposante dans son jogging anhracite retient des sanglots.

Drapée dans son abaya noire, son épouse, Samia, affiche un sourire poli en resservant du café, le regard voilé de tristesse. Le couple a tout laissé derrière lui – « *Une villa de 250 mètres carrés, trois climatiseurs, une voiture* » – pour fuir la cité antique de Palmyre, à 150 kilomètres à l'est de Homs, conquise par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), en mai 2015. Khaled survit grâce à une maigre retraite. Lui et Samia habitent depuis trois ans dans un rez-de-chaussée, à peine éclairé par un puits de lumière.

Présence russe

L'homme a peur de rentrer chez lui. Il avait essayé, en mars 2016, quand les combattants de l'EI avaient été chassés de la ville par les troupes loyalistes. Six mois plus tard, les djihadistes étaient de retour, et Khaled avait dû fuir de nouveau, avec les autres habitants, à pied, jusqu'à Homs. Certains sont morts en chemin. Palmyre a finalement été libérée, en mars 2017, mais de petites cellules djihadistes sont retranchées dans le désert de la Badiya, tout proche. « *Il n'y a pas de stabilité à Palmyre et l'EI y a commis des atrocités, dénonce Khaled. C'est triste de voir le site archéologique en ruine.* »

A Palmyre, la porte du temple de Bêl trône au milieu des décombres. Les djihadistes ont effacé toute représentation humaine, décapité les statues, badigeonné les fresques. Des miliciens chiites ont pris leurs quartiers près de la source d'Afqa, où les gamins des environs viennent se rafraîchir et exécuter leurs plus beaux plongeurs. Un bataillon russe est toujours posté dans la citadelle, à la vue imprenable sur le désert et ses champs de pétrole. A l'intention des soldats de Moscou, des panneaux en russe ont été placés au niveau de l'important barrage, à l'entrée de la ville. Dans les nouveaux quartiers, où seuls 2 000 des 40 000 habitants d'avant la guerre sont revenus, selon un témoin local, une échoppe discrète vend de la vodka, du whisky et du vin.

Les déplacements dans le pays sont étroitement surveillés. Les routes sont ponctuées de barages, où s'affichent les portraits du président Al-Assad, parfois aux côtés de son frère Maher, chef de la 4^e division de l'armée, la garde prétorienne du régime. Chacun des innombrables services de sécurité dispose de ses propres check-points. Mais ils sont de moins en moins nombreux, et un petit billet suffit, souvent, à faciliter le passage.

Même l'accès à la Ghouta orientale, dernière enclave rebelle reprise par les forces loyalistes en 2018, s'est fluidifié. Sur la route qui mène aux anciens vergers des faubourgs de Damas, seuls subsistent de petits barrages où des soldats, fatigués, tuent le temps, à l'ombre d'un arbre, un thé et une cigarette à la main. C'était pourtant l'un des principaux foyers de la rébellion, dès 2012, et le théâtre de combats acharnés. En moins de trente minutes de voiture, on passe de l'animation bouillonnante du vieux centre de la capitale, épargné par la guerre, à une succession de champs à l'abandon, de villages détruits et de mosquées éventrées.

L'animation des rues de Nachabiyé, petite bourgade de 12 000 habitants au cœur de la Ghouta, masque mal la pauvreté qui règne ici, comme partout en Syrie. Des efforts ont été déployés pour reconstruire les immeubles, l'hôpital et trois écoles, témoins du volontarisme des responsables municipaux. Pour venir en classe, des enfants des villages voisins doivent parcourir plusieurs kilomètres à pied. Mais beaucoup n'y vont pas, contraints de travailler dans les champs et les commerces, ou de trier les déchets au profit de mafias.

Déstructuration sociale

« *Les écoles publiques manquent de professeurs, décrit une travailleuse sociale. Leurs salaires sont si bas qu'ils ne se déplacent pas. Les élèves sont peu impliqués, souvent en proie à une intense détresse psychologique. Les garçons ont souvent des comportements violents et agressifs.* » Après avoir vu sa population décimée par la guerre, la Ghouta orientale a renoué avec une démographie galopante – comme ailleurs dans le pays, où le taux de croissance démographique, tombé à – 7 % en 2014, est remonté à 4,9 % en 2023, [selon la Banque mondiale](#).

« *Beaucoup d'enfants n'ont pas de papiers, précise-t-elle, car ils n'ont pas pu être enregistrés en l'absence du père [qui, seul, dans le droit syrien, transmet la nationalité]. Le gouvernement en dénombre 800 000 dans toute la Syrie.* » Privés d'enfance, ils ont été catapultés dans la vie adulte : « *Quand il n'y a pas de soutien de famille, les enfants pensent qu'ils doivent travailler. J'ai eu le cas d'un adolescent de 14 ans, dont le père est malade, qui parle à sa mère comme un adulte. Il est venu lui-même enregistrer ses frères et sœurs au soutien scolaire.* »

Cette déstructuration sociale revêt un caractère explosif dans les banlieues de Damas, devenues des localités refuges. A Jaramana, porte d'entrée de la Ghouta orientale, la population est passée de 500 000 habitants à 3 millions sous le nombre des déplacés. Des Druzes du sud du pays, ainsi que des sunnites des zones rurales alentour, ont afflué dans cette ville de marchands et d'ouvriers. Jaramana s'est tenue à l'écart du soulèvement de 2011, du fait de sa forte composante druze, une communauté restée majoritairement neutre.

« *De riches musulmans sunnites de Deir ez-Zor ont acheté des immeubles entiers pour y loger des familles, et cela crée des tensions avec la population druze* », constate l'assistante sociale. Nicole, une chrétienne de 61 ans, pense avec nostalgie à la maison familiale de Bab Touma, à Damas, où elle vivait enfant. « *On aimerait bien déménager, mais c'est trop cher de vivre ailleurs ; alors on s'est habitués au bruit, à la promiscuité, on est déjà contents d'avoir un toit sur la tête à Jaramana* », dit-elle avec philosophie, sans prêter attention au plafond mangé de moisissures.

Les déplacements et la pauvreté alimentent la criminalité. « *La plupart des familles sont*

si démunies qu'elles ont honte de vous faire entrer chez elles, insiste la travailleuse sociale. Beaucoup d'enfants ont basculé dans la drogue et la prostitution. » Maria, infirmière de 35 ans, qui ne travaille plus depuis la naissance de ses

filles âgées de 2 et 3 ans, se terre dans sa maison. Elle relate avec effroi : « Il y a beaucoup de problèmes avec les habitants venus d'ailleurs, du trafic d'enfants et des enlèvements contre rançon... C'est arrivé à la fille de la voi-

sine, qui a 5 ans. Heureusement, la police l'a retrouvée après une semaine. »

Face à une situation qui ne cesse de se dégrader, des habitants de Jaramana bravent la peur de la répression.

Autour de la place des Sabres, en juillet, des dizaines d'hommes ont manifesté, à scooter et en voiture, avec des pancartes portant une inscription lapidaire : « Fini les slogans, on veut manger ! »



sept 15, 2024

Kurdish man, 25, dies crossing English Channel: Official

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish man from Sulaimani province was one of the eight people who died after a migrant boat capsized while trying to cross the English Channel on Sunday, a local official told Rudaw.

“One of the migrants on the capsized boat who died is a young Kurd, a resident from Darbandikhan, who was with his father,” Sulaiman Mohammed, mayor of Darbandikhan, told Rudaw.

A vessel carrying nearly 60 people capsized early Sunday while attempting to cross the busy waters between France and England. At least eight people lost their lives, and six survivors were hospitalized including a 10-month-old, according to AFP.

The mayor identified the Kurdish victim as 25-year-old Diyari Kamaran, adding that his father survived the incident, and is awaiting coordination between French and Kurdish authorities to return the body.

“We have spoken to Diyari’s father, and he told us that in addition to his son and himself, there were other Kurds in the



An combined image showing Diyari Kamaran. Graphic: Rudaw via AFP, FB

dinghy, but it is yet unknown if any other of them have lost their lives apart from Diyari,” said Mohammed.

Tens of thousands of people from Iraq and the Kurdistan Region take on perilous routes towards Europe on a yearly basis in hopes of escaping endless crises, including the lack of employment, political instability, and corruption. Feryal Clark, Labour MP of the UK’s House of Commons

told Rudaw, told Rudaw in July that the United Kingdom needs better policies to deal with immigration.

“People who have taken the horrible of a journey and it is unacceptable, we need a fairer, better way of dealing with immigration, we need to have legal routes, as we had for Ukraine, as we had for Afghanistan, where people can apply in the country they are in, and travel without hav-

ing to take this perilous journey,” she said.

Around 20,000 people from Iraq and the Kurdistan Region migrated out of the country in 2023, with at least nine of them losing their lives on the dangerous and illegal smuggling routes, according to the Summit (Lutka) Foundation for Refugees and Displaced Affairs.

Malik Mohammed contributed to this report.



16 sept 2024

Paroles d'Iran : deux ans après la mort de Mahsa Amini, la lutte continue... en sourdine

L'annonce de la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs, marquait le début du mouvement « Femme, vie, liberté ». Plus de 500 manifestants ont été tués lors de ces contestations, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées. Certains des contestataires ont même été condamnés à mort par les tribunaux révolutionnaires d'Iran. Deux ans après, le régime iranien continue à menacer la population, laquelle bien qu'éprouvée, ne s'avoue pas vaincue.

« Je ne ressens que de la haine envers ce régime », affirme Mohammad* sans hésitation. Pour ce jeune homme de presque 18 ans, il y a deux ans, le régime a atteint un point de non-retour : « Dans la rue, parmi les personnes qui ont été tuées, il y avait nos amis, nos copains d'enfance et des connaissances. Les scènes qu'on a vues pendant cette période sont irréparables », ajoute-t-il. Vali, 19 ans, se souvient aussi. « Le message, c'était : « Si vous participez aux émeutes, on tire et on vous tue » [...] C'était une révolution très amère, c'étaient des jours très durs et très tristes », explique-t-il.

Deux ans après la mort de Mahsa Amini et le début du mouvement « Femme, vie, liberté », la répression féroce du régime est toujours dans les esprits, à Téhéran comme en province : « Nous avons un gouvernement très violent

pour qui les êtres humains n'ont pas d'importance et qui s'en fiche de tuer des personnes âgées ou jeunes ou encore **des enfants**... Et il doit sa victoire à ce moment-là [il y a deux ans, NDLR], à cette violence-là. Beaucoup de familles sont endeuillées et tout le monde a peur », raconte Lily depuis Shiraz.

Désobéissance civile

Selon le dernier **rapport de l'ONG Iran Human Rights** en date d'avril 2023, environ 537 manifestants ont été tués par les forces de sécurité lors des contestations il y a deux ans. Aujourd'hui encore, certains manifestants arrêtés risquent la peine de mort pour avoir osé protester contre le régime. Alors, pour montrer son opposition à ceux qui les gouvernent et à leur idéologie archaïque, la population utilise les seules armes qui lui restent : la désobéissance civile et le boycott.

« Aujourd'hui, je m'habille comme je veux », explique Mehrnoush depuis Ispahan. « Je peux rencontrer des remontrances de la part des partisans du régime ou de la police des mœurs, mais c'est ma façon de lutter. » Selon elle, si la répression des manifestations a effectivement fait peur à la population, les événements qui ont suivi la mort de Mahsa Amini ont également donné plus de courage à ceux qui souhaitent crier haut et fort leur opposition. Mehrnoush avait alors 21 ans, aujourd'hui, elle met son voile

uniquement dans sa voiture, afin d'éviter toute amende. Car les autorités peuvent retrouver la trace des contrevenantes grâce à leur plaque d'immatriculation. Ils peuvent même aller jusqu'à immobiliser le véhicule. D'ailleurs, un an après la mort de Mahsa Amini, les députés iraniens avaient voté une loi renforçant les sanctions en cas de non-port du voile : « Ils sont très sensibles sur ce sujet, ils savent que s'ils lâchent sur ce point, il leur faudra petit à petit lâcher sur d'autres points également », explique Lily. Et pourtant... « Je n'ai même plus de voile autour de mon cou », ajoute cette femme de 48 ans.

Elle se réjouit également d'une ouverture d'esprit nouvelle chez certains : « J'ai remarqué que la mentalité des hommes s'est beaucoup améliorée, à certains endroits, j'ai senti qu'on me regardait même avec plus de respect pour avoir choisi les vêtements que je souhaitais porter », explique-t-elle.

Même constatation pour Mehrnoush qui nuance tout de même : « Ceux dont l'esprit était pourri ont toujours cette même mentalité malsaine. » À l'ouest de l'Iran, à Tabriz, Reza, 28 ans, constate que la tradition résiste : « Plus les villes sont petites, plus la religion et la tradition y sont ancrées. À Téhéran, c'est différent, ne pas porter le voile est un pied de nez au régime. »

« La nouvelle génération est

un peu plus libre pour ce qui est du voile et des relations avec le sexe opposé, mais ce n'est pas forcément une bonne chose, car cette liberté est surtout le résultat d'un désespoir. Les gens n'ont plus rien à perdre. Cela ne reflète pas forcément un esprit plus ouvert », déplore pour sa part Samaneh, 29 ans.

Boycott des élections, des applications...

L'autre arme que la population utilise pour s'opposer au régime est le boycott. Après l'accident d'hélicoptère qui a coûté la vie au président conservateur **Ebrahim Raisi** en mai dernier, les Iraniens avaient lancé une campagne de boycott de l'élection présidentielle. L'objectif : ne pas permettre au régime de se légitimer grâce à un taux de participation élevé. « Je ne vais jamais voter pour un régime qui a brandi d'une main une épée, la potence, les armes et les prisons contre le peuple et qui, d'une autre main, place une urne de vote devant le même peuple », avait ainsi affirmé depuis sa prison la lauréate du prix Nobel de la paix 2023, Narges Mohammadi. La population a en partie réussi son pari, puisque le taux de participation au premier tour était de 40%, le taux le plus bas de l'histoire de la République islamique d'Iran.

Au quotidien, certains Iraniens ont également décidé de boycotter les applications iraniennes. *Snapp!*, le Uber iranien, en est un, par exemple.

« Pendant les manifestations, les gens ont compris que beaucoup ont été arrêtés et suivis grâce à cette application. [...] Ils collectaient les adresses grâce aux livraisons ou aux trajets des personnes », explique Lily. En plus de Snapp!, Lily boycotte également les chaînes de supermarchés d'État : « Je fais mes achats dans des supermarchés privés, même si ça me coûte plus cher. Je me sens mieux ainsi. »

Elnaz, musicienne de 37 ans, avait déjà décidé, pendant le mouvement « Femme, vie, liberté », de boycotter certains événements auxquels elle était invitée, et ce, même si cela représentait une opportunité pour elle. « J'avais l'impression que c'était pour faire croire que tout était normal alors que rien ne l'était », se

rappelle-t-elle. Aujourd'hui, Elnaz tente surtout, à son niveau, de normaliser le fait qu'une femme en Iran puisse jouer d'un instrument et faire de la musique rock ou métal sans passer pour une mauvaise fille.

« J'espère qu'ils se détruiront eux-mêmes »

Si l'opposition continue, l'espoir d'un changement, lui, n'est pas aussi vif. Pour Vali, depuis deux ans, « les jeunes sont devenus plus autonomes, plus mûrs, plus raisonnables et plus informés, mais il n'y a aucun doute que ce régime poursuit les restrictions et donne, sans contrepartie les ressources du pays à ses proxys de la région en nous appauvrissant », regrette-t-il. « Pour attaquer un pays, la première chose à faire, c'est

d'anéantir ses jeunes et leur faire perdre l'espoir quant à leur avenir, les conditions de leur vie et le progrès », estime Mohammad.

« Ma relation avec le régime n'a pas changé, je ne les aime pas avant et je ne les aime pas non plus aujourd'hui. À l'époque, je n'étais pas assez mûre, je voyais des choses, j'entendais les avis de chacun, mais aujourd'hui, je peux réfléchir par moi-même. Les gouvernants ne sont ni légitimes ni acceptables, et ce, dans aucun domaine. Ni dans le domaine économique, ni dans la politique, ni concernant l'environnement », tranche Mehroush. Pour elle, tant que la majorité de la population qui souhaite un changement ne s'unit pas, il ne se passera rien. Des propos que rejoint Reza : « La

patrie, c'est un endroit où il y a un « nous », mais le « nous » doit y être fort. Or, ici ce n'est pas le cas, ici chacun œuvre pour ses intérêts », regrette-t-il.

« Aujourd'hui, la plus grande conséquence, c'est que l'émigration des jeunes a largement augmenté et, au fond d'eux, certains se disent que rien ne va changer », regrette Samaneh qui souhaite elle-même partir : « J'aime beaucoup l'Iran, mais je suis sans espoir et j'ai sans cesse peur qu'autre chose de mauvais nous tombe sur la tête », explique-t-elle. « Moi, j'espère qu'ils se détruiront eux-mêmes. Sinon, malheureusement, la population non armée n'a aucun pouvoir contre ce régime si violent et au cœur de pierre », conclut tristement Lily.

Le Monde

16 sept 2024

Syrie : la lente implosion

Plus de dix ans après le début de la guerre civile menée avec une brutalité inouïe par le régime de Bachar Al-Assad, le pays est toujours ravagé par les ruines et une misère endémique et sa société n'en finit pas de se démembrer.

Que reste-t-il de la Syrie depuis la fin de la guerre civile qui avait débuté en 2011, lors de la vague des « printemps arabes » ? Les reportages publiés dans ces colonnes depuis le 15 septembre, comme ceux qui vont suivre, apportent des éléments de réponse d'autant plus précieux qu'il s'agit d'un pays plus que jamais fermé à double tour. Leurs leçons sont alarmantes. Après la déflagration d'une guerre livrée avec une brutalité inouïe par le régime de Bachar Al-Assad et les milices djihadistes qui avaient profité un

temps de son affaiblissement, ces reportages décrivent en effet un pays livré à une lente et désespérante implosion. Il ne s'agit pas seulement de ruines qui ne se relèvent pas et de la misère endémique, mais aussi du démembrement d'une société et de l'oblitération d'une génération tenaillée par la tentation de l'exil, lorsqu'elle n'a pas été broyée par la guerre. Les raisons en sont bien connues. La dynastie kleptocrate au pouvoir à Damas l'a emporté avec le soutien de pays, l'Iran et la Russie, mais par leurs propres intérêts stra-

tégiques. Le premier est concentré depuis sur sa survie et le second absorbé par la guerre qu'il a imposée à l'Ukraine. Aucun n'a les moyens de parachever la restauration totale de la mainmise de Bachar Al-Assad sur un territoire dont des pans continuent de lui échapper, et encore moins de financer une reconstruction coûteuse et de très longue haleine. L'influence acquise par le régime iranien durant une décennie de plomb, qui explique les bombardements israéliens à répétition sur un territoire qui a perdu une bonne partie

de sa souveraineté, ne peut que dissuader les pays du Golfe à s'engager. L'effet des sanctions imposées par de nombreux pays occidentaux, à commencer par les États-Unis, ajoute un dernier verrou. Le Caesar Syria Civilian Protection Act a été adopté en 2019 par le Congrès américain au nom de la lutte contre l'impunité. Il vise les crimes de guerre innombrables contre son peuple dont le régime syrien s'est rendu coupable, des bombardements chimiques à l'usage industriel de la torture.

Lassitude internationale

Bachar Al-Assad fait le calcul que la realpolitik finira par faire disparaître ces sanctions, une fois reconnu le seul pouvoir qui lui reste, la nuisance, illustré par son rôle délétère dans le trafic d'une drogue de synthèse dévastatrice à l'échelle de la région. Sans avoir concédé la moindre parcelle de pouvoir.

Ce calcul reste cependant vain. [La réintégration symbolique de la Syrie au sein d'une Ligue arabe impotente en 2023](#), à l'initiative de l'Arabie saoudite, n'a modifié en rien la situation d'impasse dans laquelle se trouve le pays. Ni le comportement du maître diminué de Damas. Les appels récents, au sein de l'Union européenne, à re-

nouer avec lui doivent être mis en regard avec ce précédent particulièrement décevant.

Cette impasse ne cesse d'engendrer une lassitude internationale, surtout de la part des pays qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés chassés par la guerre civile. Une partie d'entre eux, no-

tamment en Europe, sont désormais prompts à considérer que la Syrie est redevenue [un pays sûr vers lequel ces réfugiés pourraient être renvoyés](#). Les reportages que nous publions montrent qu'il n'en est rien. Bien au contraire. Sous une autre forme, moins bruyante mais tout aussi destructrice, le calvaire syrien se poursuit.

Le Monde

avec AFP
16 sept 2024

En Iran, le président promet d'empêcher la police des mœurs de « déranger » les femmes

Massoud Pezeshkian, élu en juillet, a tenu ces propos deux ans après la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour non-respect du code vestimentaire imposé aux femmes en Iran. Au cours de sa campagne électorale, M. Pezeshkian avait promis de retirer la police des mœurs des rues.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a promis, lundi 16 septembre, d'œuvrer à ce que la police des mœurs ne « déränge » pas les femmes ne portant pas le voile obligatoire en public, à l'occasion de sa première conférence de presse depuis son élection en juillet. « La police des mœurs n'est pas censée affronter [les femmes], je veillerai à ce qu'elle ne [les] déränge pas », a promis le président réformiste, devant les médias à Téhéran.

M. Pezeshkian a tenu ces propos deux ans après la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour non-respect du code vestimentaire strict imposé aux femmes en Iran. « Même le procureur général avait déclaré qu'ils n'avaient pas le droit d'affronter » les

femmes, a ajouté le président.

Lors de sa campagne, M. Pezeshkian avait déjà affirmé que son « gouvernement s'opposera[it] à la police des mœurs » et qu'il s'opposait « fermement à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain ; nous n'avons pas le droit de contraindre les femmes et les jeunes filles, et j'ai honte de ces comportements à leur égard ». Il avait aussi promis de retirer de la rue cette police des mœurs, l'unité chargée de surveiller le port du voile obligatoire pour les femmes.

Allègement des restrictions sur Internet et sur les réseaux sociaux

La mort de Mahsa Amini avait déclenché, en 2022, un vaste mouvement de contestation en Iran, qui a fait plusieurs centaines de morts et a pro-

voqué l'arrestation de milliers de personnes. Les autorités ont décrit les manifestations comme des « émeutes » orchestrées par les pays occidentaux. M. Pezeshkian, député du Parlement iranien à l'époque, avait vivement critiqué, en septembre 2022, la police pour la mort en détention de Mahsa Amini.

Lundi, le président iranien a également déclaré que son gouvernement s'efforçait d'alléger les restrictions draconiennes imposées sur Internet, notamment sur les réseaux sociaux. Lors des manifestations de 2022, l'Iran a bloqué Instagram et WhatsApp, les applications les plus utilisées depuis le blocage, ces dernières années, des plateformes YouTube, Facebook, Telegram, Twitter et TikTok. Toutefois, le nouveau président n'a que très peu de marge de manœuvre, alors que la justice et le Parlement

sont aux mains des plus durs, comme tous les autres centres du pouvoir, dont les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays). Tous ses prédécesseurs qui n'ont pas appartenu à l'aile dure ont été entravés dans leurs politiques internes et externes. « A l'intérieur, Massoud Pezeshkian peut négocier avec le noyau dur du pouvoir certaines revendications de la population qui ne sont pas considérées comme des lignes rouges, touchant aux libertés sociales, expliquait au Monde Meysam Sharifi, membre de la campagne électorale du président élu, relativement optimiste. Sans être radical, il a la capacité d'interagir avec le pouvoir et de se faire entendre. »

« Il est possible que l'Iran et la Russie aient coopéré militairement dans le passé »

Lors de sa conférence lundi, M. Pezeshkian a aussi évoqué les relations avec les Etats-Unis, ainsi que la coopération militaire de la République islamique avec son allié la Russie. « *Nous ne nous battons pas avec l'Amérique si elle respecte nos droits, nous ne nous battons avec personne ; nous voulons progresser en toute sécurité* », a déclaré le président iranien.

« *Nous ne recherchons pas d'armes nucléaires, nous avons respecté le cadre de l'accord* » conclu en 2015 entre l'Iran et les puissances mondiales pour encadrer le

programme nucléaire du pays, a-t-il ajouté. « *Nous cherchons toujours à maintenir ce cadre* », a assuré M. Pezeshkian, précisant que les Américains avaient rompu l'accord, les « *forçant* » ainsi à prendre des mesures en représailles. Depuis le départ fracassant des Américains de cet accord, décidé par l'ancien président républicain Donald Trump en 2018, la République islamique s'est affranchie progressivement de ses engagements.

Le président a également critiqué les Occidentaux pour avoir annoncé récemment de

nouvelles sanctions contre l'Iran, accusant Téhéran d'avoir livré des missiles balistiques à la Russie pour frapper l'Ukraine. « *Il est possible que l'Iran et la Russie aient coopéré militairement dans le passé car il n'y avait pas d'interdiction à l'époque* », a-t-il défendu, disant trouver injuste le « *boycott* » occidental. L'Iran avait rejeté les accusations et menacé de prendre des « *mesures* » en réponse aux sanctions. Les représentants diplomatiques britannique, néerlandais, français et allemand avaient d'ailleurs été convoqués.

M. Pezeshkian a aussi insisté sur le droit du pays à maintenir son programme de missiles au nom de sa stratégie de dissuasion contre Israël, son ennemi juré, engagé dans une guerre dans la bande de Gaza contre le mouvement islamiste palestinien Hamas, que Téhéran soutient. « *Ils [les Occidentaux] veulent que nous n'ayons pas de missiles ; c'est bien, mais il faut d'abord désarmer Israël* », a-t-il dit. Sinon, « *ils [les Israéliens] peuvent larguer des bombes sur nous quand ils le veulent, comme à Gaza* ».



Juliette Brossault
16 sept 2024

« Le régime tue quand il a peur » : en Iran, la peine de mort pour réprimer le soulèvement « Femme, vie, liberté »

Depuis la mort de Mahsa Amini et la naissance du mouvement «Femme, vie, liberté» en Iran, en septembre 2022, le nombre d'exécutions a doublé. La République islamique utilise la peine capitale pour tenter de réduire la population au silence et de garder la main-mise sur le pouvoir.

Il y a deux ans, le 16 septembre 2022, l'Iran s'embrasait. Des femmes et des hommes descendaient dans les rues du pays pour protester contre la mort de Mahsa Amini, jeune femme irano-kurde, morte en détention après son arrestation pour port «inapproprié» du hijab à Téhéran.

Le mouvement «Femme, vie, liberté» est né se dressant face à la République islamique d'Iran, à sa politique discriminatoire envers les femmes, à son oppression, à la situation économique du pays. Un mouvement

dont les flammes ont été étouffées par la répression du régime, pour ne laisser que des braises deux ans après.

Une des armes de la République islamique pour parvenir à ses fins? La peine de mort. En 2023, 853 personnes ont été exécutées dans le pays, soit une augmentation de 48% par rapport à 2022 et de 172% par rapport à 2021, selon un rapport d'Amnesty international publié le 4 avril dernier - le plus grand nombre d'exécutions documenté depuis huit ans. «Nous pensons que le nombre

réel d'exécutions est bien plus élevé», affirme Nassim Papyianni, chargée de campagne sur l'Iran pour l'ONG, interrogée par BFMTV.com. «Il n'est pas possible de recenser toutes les exécutions car les autorités iraniennes ne rendent pas ces données publiques.»

«Garder la mainmise sur le pouvoir»

Depuis le début de l'année, plus de 400 exécutions ont eu lieu selon des experts de l'ONU. Si en 2023 comme en 2024 la moitié d'entre elles concernait des infractions liées

à la drogue, les autorités iraniennes ont aussi eu recours à la peine capitale pour faire taire des personnes ayant osé défier la République islamique.

«Il est certain que les autorités iraniennes ont doublé leurs recours à la peine de mort à la suite du soulèvement», analyse Nassim Papyianni. Elles veulent «réduire le public au silence» et ainsi «garder la mainmise sur le pouvoir». «Le but n'est pas de punir un individu mais de montrer son plein pouvoir à la société. Comme partout, on punit pour faire

peur», souligne Mahnaz Shirali.

Cette politiste, sociologue et spécialiste de l'Iran pointe du doigt un «régime moyenâgeux qui fait appel à des moyens moyenâgeux».

«La République islamique a étouffé les Iraniens et le mouvement», déclare-t-elle. «Ils ont terrorisé l'opinion publique. Ils font peur aux parents pour qu'ils ne laissent pas leurs enfants manifester dans la rue.»

Des exécutions secrètes

Amnesty a listé dix personnes tuées pour avoir eu un [lien direct avec le mouvement](#) «Femme, vie, liberté» depuis septembre 2022. En 2022, [deux ont été exécutées](#) alors que les manifestations étaient encore en cours. En 2023, ils étaient au moins six: cinq ont été inculpés pour «inimitié à l'égard de dieu», un chef d'inculpation lié à la «sécurité nationale» ou «corruption sur terre».

Des motifs «qui n'ont aucune légitimité», des «mensonges», dénonce la spécialiste de l'Iran Mahnaz Shirali.

Selon un rapport d'Amnesty international, les autorités ont en outre «exécuté au moins deux utilisateurs de médias sociaux pour «apostasie» et «insulte au prophète de l'islam» et au moins six personnes appartenant à des minorités ethniques et/ou religieuses opprimées (notamment la minorité baloutche, NDLR) en raison de leur affiliation réelle ou supposée à des groupes politiques jugés «hostiles».

La dixième et dernière personne exécutée pour avoir participé au soulèvement était Reza Rasaei. À 34 ans, il a été «secrètement exécuté» le 6 août dernier «sans en informer au préalable sa famille ni son avocat», selon l'ONG.

Plus d'une dizaine de personnes risquent encore d'être exécutées ou condamnées à mort

en lien avec le mouvement, prévient [le dernier rapport d'Amnesty International](#), publié ce mercredi 11 septembre.

Une «guerre» permanente contre les femmes

Si sont majoritairement exécutés des hommes, plus actifs sur le plan politique, les femmes sont elles aussi ciblées. Récemment, la défenseure des droits humains Sharifeh Mohammadi et la militante de la société civile kurde Pakhshan Azizi ont été condamnées à mort par des tribunaux révolutionnaires pour «rébellion armée contre l'État», «uniquement en raison de leur militantisme pacifique».

Plus généralement, la «guerre contre les femmes» comme l'appelle Amnesty international, s'est renforcée. Depuis la mise en place d'une nouvelle campagne nationale baptisée Noor en avril, les forces de sécurité ont renforcé leur contrôle du [port obligatoire du voile](#) dans les espaces publics en soumettant les femmes et les filles à une surveillance constante, notamment via la vidéosurveillance et des patrouilles. Et ce, jusque dans leur véhicule.

Elles sont soumises à des violences sexuelles, à des flagellations, à des arrestations et détentions arbitraires et à d'autres formes de harcèlement. Mahnaz Shirali dénonce globalement les «multiples crimes contre l'humanité qui choquent», comme des actes de torture pour soutirer des aveux ou des [viols](#).

Des procès expéditifs et biaisés

Les procès lors desquels sont prononcées les peines de mort, souvent expéditifs, sont majoritairement tenus à huis clos, les membres des familles et les avocats indépendants se voyant régulièrement refuser l'accès à la salle d'audience. La grande majorité des accusés n'ont tout simplement pas accès à un avocat, ni aux pièces de leur dossier permettant de préparer leur défense.

La plupart sont tenus par les tribunaux révolutionnaires qui reçoivent des «ordres des organes de sécurité iraniens», selon Nassim Papayianni d'Amnesty international. L'ONU a de son côté constaté que «les juges des tribunaux pénaux et révolutionnaires faisaient preuve d'un parti-pris manifeste contre les manifestants et les membres de l'opposition politique réelle ou supposée».

Ces procès se tiennent aussi parfois après avoir obtenu des «aveux» forcés, diffusés dans des vidéos de propagande à la télévision d'État avant même le début des audiences, afin de diaboliser les individus aux yeux du public et de justifier les peines.

Une arme de longue date

Cette répression des autorités iraniennes est loin d'être nouvelle, et remonte bien avant la naissance du dernier soulèvement. «Les exécutions en Iran ont toujours été l'arme du régime», constate Mahnaz Shirali. Durant les périodes où la République islamique se sent menacée, elle exécute. Elle tue quand elle se sent en danger.»

Elles ont même été encore plus importantes par le passé. En 1988 par exemple, en l'espace d'un été, au moins 5.000 personnes sont «disparues de force» et «exécutées de manière extrajudiciaire en prison», [rapportait Amnesty international](#) en 2018. Mahnaz Shirali se rappelle que la moitié de ses camarades du lycée ont été arrêtés et nombre d'entre eux exécutés à cette période.

Iran : ces femmes qui ne veulent plus se taire

Aujourd'hui «le prix d'une condamnation» est plus élevé, estime-t-elle: la communauté internationale est plus facilement mise au courant. Lorsque les projecteurs sont braqués sur le pays en raison d'événements politiques internes ou d'événements extérieurs, les exécutions diminuent sur le mo-

ment. Comme après la mort du [président Ebrahim Raïssi](#) dans un crash d'hélicoptère en mai dernier ou encore lors des [élections présidentielles](#) tenues début juillet.

«Les autorités iraniennes savent qu'elles font l'objet d'une plus grande attention et veulent ainsi donner l'impression que le pays n'est pas en pleine crise des droits de l'homme», assure Nassim Papayianni.

«Mais dès que l'attention internationale se détourne, les exécutions reprennent de plus belle», ajoute-t-elle.

En août 2024, au moins 81 personnes ont été exécutées, soit environ deux fois plus que les 45 exécutions signalées en juillet, selon des experts de l'ONU.

«Plus on en parle, plus on protège les Iraniens»

«Plus on en parle, plus on protège les Iraniens», souffle Mahnaz Shirali. En l'absence «d'une réaction mondiale vigoureuse», Amnesty international craint que les autorités iraniennes ne continuent d'utiliser la peine de mort «comme instrument d'oppression et n'exécutent des milliers d'autres personnes dans les années à venir».

D'autant plus que le mouvement «Femme, vie, liberté» continue de frémir dans l'ombre.

«C'est un calme apparemment, mais ça pourrait rejaillir», estime la politologue Mahnaz Shirali. Le mouvement continue de vivre sous plusieurs formes. Des femmes continuent, en dépit des risques qu'elles encourrent, d'apparaître non-voilées en public. Les familles de celles et ceux tués par le régime tentent toujours de faire entendre leur voix malgré les menaces et intimidations qu'elles subissent. Pour Nassim Papayianni, tout cela montre «que le mouvement est toujours bien vivant».

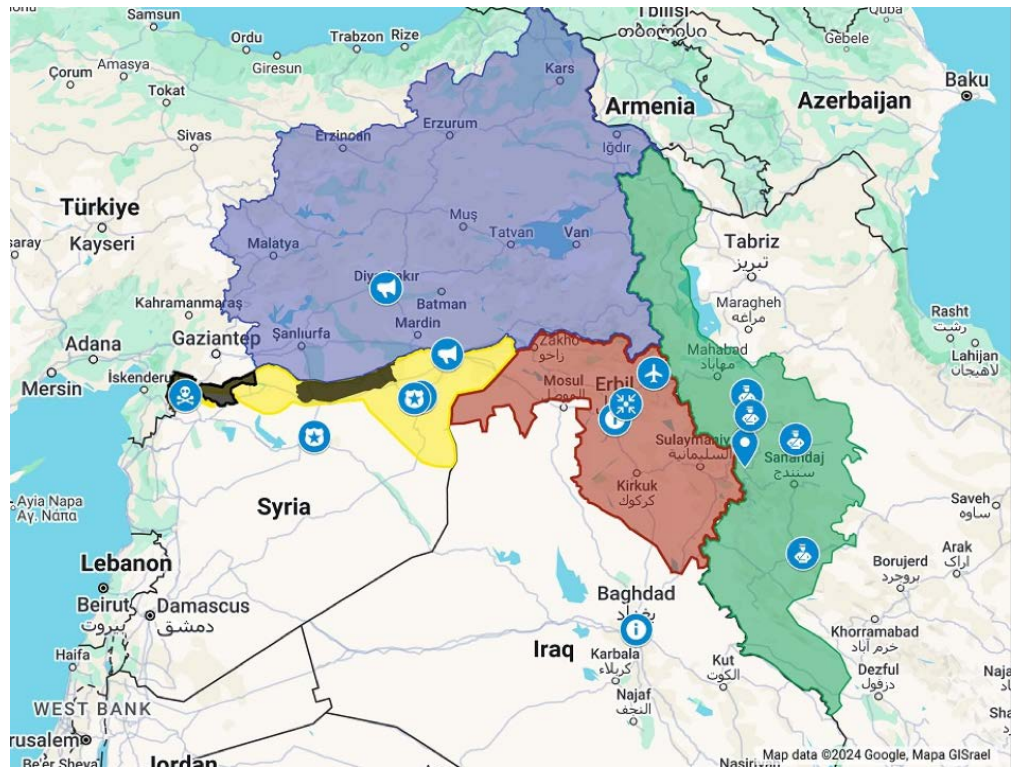


Kurdistan Digest | September 17, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On September 15, a large public strike to commemorate the second anniversary of the Kurdish woman Zhina Amini's death commenced across Iran's Kurdish region. Amini was murdered by Iran's morality police in 2022. In Amini's hometown of Saqqez, Iranian authorities placed her parents under house arrest and prevented her family from visiting her grave in Aichi Cemetery. The regime also released water from a dam to prevent others from accessing the cemetery. Simultaneously, the Hengaw Organization for Human Rights reported strikes in multiple cities, including Mahabad, Saqqez, and Sanandaj, were organized by civilians and Kurdish political parties. Authorities in many areas threatened shopkeepers who refused to open their stores and even broke into some closed stores. A significant regime military presence, including special forces and helicopters, was also observed in several cities. Amini's death initially sparked protests in 2022 that resulted in the deaths of at least **120 Kurdish citizens**. Meanwhile, Iranian authorities in Bokoan arrested **Ahmad Hassanzadeh**, father of Mohammad Hassanzadeh, who was killed during the "Woman, Life, Freedom" demonstrations. Regime forces also arrested eight Kurds in **Di-**



wandarah, two in **Piranshahr**, two in **Marivan**, and a teenager in **Dehghani**. The regime also cracked down on **activists** and civilians for social media posts commemorating Amini's death.

Iraq

On September 11, Iranian President Masoud Pezeshkian visited Iraq and met with several officials, including Prime Minister Mohammed Shia al Sudani. Al Sudani's media office **said** the two sides discussed boosting security ties, strengthening economic links, and implementing 120 memoranda signed between Iran and Iraq since 2003.

"This visit is important and represents a driving force for the growing path of bilateral relations, in light of the will and sincere desire to lead the two countries towards more cooperation and integration," read a statement from al Sudani's media office. Pezeshkian then traveled from Baghdad to Erbil and **met** with senior officials from Iraqi Kurdistan, including President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani. "President Barzani expressed the Kurdistan Region's desire to strengthen ties and expand cooperation with the Islamic Republic of Iran in various fields. He highlighted the profound respect and appreciation the

people of Kurdistan have for Iran's continuous support during challenging times," noted a statement from Barzani's office. The Iranian president also invited Kurdistan Democratic Party (HDP) head and former President of Kurdistan Region Masoud Barzani to **visit Iran**.

A Turkish airstrike killed a Kurdish shepherd and damaged several homes in a village in Erbil Governorate's Sidakan subdistrict. The Sidakan subdistrict has seen numerous recent clashes between Turkish forces and the Kurdistan Workers' Party (PKK). Community Peacemaker Teams (CPT) **told**

Rudaw that 12 civilians, including five from Sidakan, have been killed or injured by Turkish attacks in the Kurdistan Region this year. Turkish and Iranian attacks on Iraqi Kurdistan have killed 425 civilians and wounded 420 since 1991.

Iraqi Kurdistan's delayed parliamentary elections are now set for October 20. The head of the Independent High Electoral Commission's (IHEC) Erbil office announced campaigning for the elections will start this week. The campaigns will end 24 hours before the elections. October 20's parliamentary elections will be Iraqi Kurdistan's sixth since 1991, and 2.7 million of the region's approximately 2.9 million eligible voters have received their voting cards.

Iraq's Council of Representatives postponed voting on the "Returning Properties to Their Owners" law again. A final session addressing the bill is expected later this week after Iraq's Kurdish and Turkmen political parties, whose constituencies are most affected by the bill, agreed to the delay. A Kurdish lawmaker explained that the postponement is due to several unresolved issues that need further discussion before the law can be put to a vote. Turkish-backed Turkmen lawmaker Arashad al Salhi confirmed an agreement with the Kurdish blocs to delay voting on the cancellation of Revolutionary Command Council decisions concerning land until the end of the week. The Ba'ath regime's Revolutionary Command Council confiscated hundreds of thousands of acres of farmland

owned by Kurds and some Turkmen and gave them to Arab settlers and members of the security services. The Iraqi government has failed to implement several constitutional provisions calling for the reversal of the Ba'ath-imposed demographic changes. At the same time, Shia lawmakers are now seeking Kurdish and Turkmen support for several controversial civil status amendments in exchange for backing the "Returning Properties to their Owners" bill.

Syria

The U.S. State Department issued a statement opposing the Autonomous Administration of North and East Syria's (AANES) recent efforts to hold municipal elections over what the U.S. perceives as an absence of the necessary conditions for free and fair elections in northeastern Syria. "The United States has consistently stated that any elections that occur in Syria should be free, fair, transparent, and inclusive, in line with UN Security Council Resolution 2254," read the State Department's statement. This follows the AANES's decision to postpone elections scheduled for June in response to pressure from the U.S., Russia, and Turkey. That said, it remains unclear if the AANES will postpone elections again or hold them as originally planned.

The Syrian Democratic Forces (SDF) announced the arrest and elimination of several ISIS (Da'esh) terrorists in separate operations that received direct support from the U.S.-led

Coalition. On September 14, the SDF's Anti-Terrorism Units (YAT) raided a Da'esh lair east of Raqqa, killing four members of a terror cell and confiscating several weapons. The SDF also detained two Da'esh operatives in two simultaneous operations in the al Hasakah countryside. On September 6, the SDF revealed it captured 34 Da'esh terrorists and killed 5 across north-eastern Syria in July and August. Separately, U.S. air defenses shot down several drones targeting a military base in al Hasakah on September 15. Iranian-backed militias are suspected of perpetrating Sunday's attack and have attacked U.S. interests in Iraq and Syria hundreds of times since October 2023.

The Turkish proxy Sultan Suleiman Shah Brigade violently suppressed a women-led protest against the heavy taxes imposed by Turkish-backed militias in occupied Afrin. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Sultan Suleiman Shah Brigade members fired on protesters in Kashira village and injured at least eight women, some severely. Several local reports indicate one woman died from her injuries. Following the attack, the brigade imposed a curfew, cut off communications, and began arresting civilians. The protests were initially sparked by Turkish proxies' ongoing human rights abuses, criminality, and excessive taxation of olive farmers. The Sultan Suleiman Shah Brigade has demanded eight dollars per olive tree from displaced villagers, and other pro-Turkish factions have imposed

similar fees in nearby areas.

Turkey

Over 1,500 lawyers from 35 countries have signed a petition demanding an end to the isolation of imprisoned Kurdish leader Abdullah Öcalan, who has been held in complete isolation for over 42 months. Despite repeated requests, Öcalan has not been allowed to see his lawyers or family. International legal organizations held a press conference in Brussels to highlight the situation and call for action. The petition noted the violation of Öcalan's human rights and right to defense, demanding that Turkey allow him and his fellow prisoners to meet with their lawyers and communicate with the outside world. Simultaneously, the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM) criticized Turkey's policies, especially those under the ruling parties, highlighting Öcalan's isolation since 1999 and his complete isolation since 2015. The DEM Party argued that İmralı Prison had become a symbol of legal violations, reflecting broader issues in Turkey's political and international affiliations. The DEM Party's statement was released after the first edition of the party's "Central Organization Conference," where various topics were discussed, including the Kurdish issue. The DEM Party accused the government of an "insistence on war policies," which has "deepened the political crisis and caused an economic and social crisis accordingly."

Les chrétiens de Syrie, une communauté en voie d'effacement

Sept chrétiens habitent aujourd'hui Deir ez-Zor, une cité aux confins de la Badiya, le désert syrien, près de la frontière avec l'Irak. Un frère et une sœur septuagénaires, et une fratrie de cinq qui n'est plus très jeune non plus. Aucune autre des trois cents familles chrétiennes qui ont fui la ville, en 2013, lorsque ses quartiers orientaux sont tombés aux mains des djihadistes du Front Al-Nosra, puis de leurs rivaux de l'organisation Etat islamique (EI), ne sont revenues.

Les « carnets de Syrie » sont une série de reportages réalisés à l'été 2024. Pour des raisons de sécurité, certaines des personnes citées s'expriment sous pseudonymes. Pour ces mêmes raisons, le nom des auteurs de ces reportages n'est pas mentionné.

« Même si les églises et les maisons étaient reconstruites, les chrétiens ne reviendront pas : la vieille génération s'est éteinte et les plus jeunes ont refait leur vie ailleurs. La plupart d'entre eux ont vendu leurs maisons. Certains les ont conservées. Ils sont venus voir dans quel état elles étaient après la libération de la ville, le 15 septembre 2017. Et, depuis, ils réfléchissent », dit Michel (le prénom a été modifié), l'un de sept chrétiens de Deir ez-Zor.

Les responsables des diverses églises chrétiennes d'Orient ont fait l'aller-retour pour constater les dégâts. Aucun n'est revenu. Seul un prêtre capucin, installé au Liban, visite régulièrement la ville pour suivre l'avancée d'un projet qui lui tient à cœur : la reconstruction d'une église Art déco des années 1930, classée monument historique, et le monastère mitoyen, qui



ont été détruits par les djihadistes de l'EI. Il espère aussi récupérer l'école attenante, qui était tenue par les sœurs de mère Teresa avant d'être nationalisée par l'Etat dans les années 1980.

Sans église ni prêtre, il sera impossible de convaincre quiconque, au sein de la communauté chrétienne, de rentrer à Deir ez-Zor. Les djihadistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'en assurer. Tous les lieux de culte ont été pillés et détruits, jusqu'au mémorial arménien, qui accueillait des dépouilles de victimes du génocide de 1915, perpétré par les Jeunes-Turcs. « Les Turcs ont demandé à Nosra d'effacer toute trace du génocide », croit savoir Michel.

Tirs d'artillerie

Ceux qui ont rejoint l'Europe ne reviendront certainement jamais dans cette cité de 330 000 âmes, au milieu du désert. Cinquante familles chrétiennes, installées à Hassaké, dans le nord-est du pays sous administration kurde, ne se sont pas encore décidées. « Il reste un espoir. Ces familles n'ont

pas vendu leurs maisons. Mais pourquoi reviendraient-elles aujourd'hui ? Là bas, elles reçoivent l'aide des associations chrétiennes. A Deir ez-Zor, on ne reçoit quasiment rien », interroge l'habitant chrétien.

« Nous avons déjà fait face à ce type de défi en Irak, dans la plaine de Ninive et dans des villes comme Mossoul. Au départ, les déplacés disent qu'ils ne veulent pas rentrer chez eux. Mais quand ils voient que des chantiers de reconstruction démarrent et que des religieux sont prêts à revenir, ils changent parfois d'avis », dit Vincent Gelot, directeur du département Syrie de L'Œuvre d'Orient, une association française qui finance et accompagne le chantier des capucins à Deir ez-Zor.

La vie est revenue dans les quartiers ouest de la ville. Les restaurants aux guirlandes colorées des berges de l'Euphrate font le plein. Mais la guerre se rappelle encore, de temps à autre, au bon souvenir des habitants. Depuis l'autre rive du fleuve, les forces kurdes échangent des tirs d'artillerie avec les forces stationnées dans la cité : des soldats syriens et

russes, et des miliciens chiites proches de l'Iran.

Des cellules djihadistes menacent encore les voyageurs le long de la route qui relie Deir ez-Zor à Damas, à travers la Badiya, jonchée de carcasses de voitures calcinées, de maisons éventrées et de pylônes électriques défoncés. Des bus amènent des soldats dépenaillés sur les bases et les barrages routiers. De grands 4 x 4 noir avec mitrailleuses sur le toit ouvrent les convois de camions-citernes remplis d'essence.

« On a du mal à changer les mentalités »

« Les musulmans de Deir ez-Zor veulent que les chrétiens reviennent. Ils sont très gentils avec nous. On a toujours vécu parmi eux sans se sentir comme une minorité. Nous sommes les enfants de Deir ez-Zor », témoigne une chrétienne de la ville, qui a gardé de nombreuses amies musulmanes. L'arrivée de nouveaux habitants venus des campagnes alentour suscite néanmoins un peu de méfiance.

« Durant la guerre, les campagnes de Deir ez-Zor ont coo-

péré avec les djihadistes. Les gens ont retourné leur veste quand l'armée a repris la ville et ont acheté des maisons », s'inquiète Michel. Ce sentiment est partagé par un humanitaire qui travaille souvent à Deir ez-Zor : « La ville est devenue très conservatrice. Les plus jeunes ont grandi avec la mentalité de l'Etat islamique. On a du mal à changer les mentalités. »

A Deir ez-Zor plus qu'ailleurs, la disparition des chrétiens est une réalité. Dans le reste de la Syrie, les communautés se mobilisent pour stopper l'hémorragie provoquée par treize ans de guerre et de crise économique. « Nous étions une minorité qui avait du poids, moins aujourd'hui. La part de la présence chrétienne en Syrie est passée de 8 % à 2 %, de deux millions à 500 000 personnes. A Alep, nous ne sommes plus que 25 000 contre 200 000 avant la guerre », décrit Nabil Antaki, un notable chrétien d'Alep, qui a fondé l'Association des maristes bleus pour venir en aide aux démunis de toutes confessions. Aucun recensement officiel ne permet de confirmer cette estimation, nourrie par les observations de terrain des responsables de la communauté chrétienne.

Les nouvelles générations perdent la mémoire d'une Syrie plurielle. « Le problème aujourd'hui est que beaucoup de musulmans de la nouvelle génération n'ont jamais vu un chrétien de leur vie. Ils croient que l'on est tous venus lors du génocide arménien, alors que la Syrie est une terre chrétienne, un berceau du christianisme », poursuit-il. La guerre a balayé l'idéal de coexistence que certains défendaient avec ténacité, comme les moines du monastère de Mar Moussa, fondé au nord de Damas, près de la frontière libanaise, par le jésuite italien Paolo Dall'Oglio, enlevé le 29 juillet 2013 à Rakka et porté disparu depuis.

« Présence symbolique »

« Pendant cinquante ans, l'illu-



L'église de Deir ez-Zor (Syrie), avant et après sa destruction, à l'été 2024. LE MONDE

sion a été entretenue que la nation syrienne était unifiée autour d'un vécu commun. La guerre a montré le pire, la haine de l'autre, la peur de celui qui n'est pas comme moi, d'un point de vue religieux ou politique, car malheureusement tout est lié et a été instrumentalisé, estime le père Jihad Youssef, l'un des religieux de Mar Moussa. Je ne vois pas d'avenir radieux pour les chrétiens de Syrie. Beaucoup partent. C'est devenu une menace existentielle. Il restera peut-être une présence symbolique de chrétiens, déterminés à reconstruire, avec les musulmans, une amitié qui les protège. Mais ce sera fragile. »

« La disparition de cette communauté autochtone dans l'indifférence générale est un drame inacceptable, alerte M. Gelot. Par ses œuvres sociales et humanitaires, la communauté chrétienne soutient l'ensemble de la population. Elle sert de pont entre les communautés et joue un rôle moteur dans le dur et long

travail de reconstruction comme de réconciliation. »

Mais même les acteurs de l'action caritative chrétienne s'interrogent sur leur avenir. « On s'est battus pour rester et l'on se bat encore pour que les jeunes restent, mais ce n'est pas assez. Au fond de nous, on est déprimés et l'on perd espoir. On a vu partir beaucoup de gens de notre communauté. Beaucoup de jeunes chrétiens veulent se trouver une nouvelle terre pour eux et surtout pour leurs enfants », dit un chrétien d'Alep d'une quarantaine d'années, qui a fondé une association d'aide pour les étudiants et les jeunes diplômés de toutes confessions.

Créer des perspectives pour les jeunes

Les départs sont nombreux dans les zones rurales. Ils se multiplient au sein de la communauté chrétienne de d'Al-Souqaylabiyya depuis que ses 15 000 habitants ont été libérés du joug des djihadistes du Front

Al-Nosra, en 2017. Près de 500 familles étaient déjà parties pour l'Australie. Plus de 2 000 jeunes hommes ont rejoint, à leur tour, l'Europe par les routes de contrebande, du fait de la pauvreté qui s'est répandue dans la campagne de Hama. S'ils reviennent au pays, c'est pour trouver une fiancée et repartir aussitôt après. Chaque visite est une célébration autant qu'un drame pour la communauté locale.

« Le problème est qu'ils ne disent rien des difficultés qu'ils rencontrent en exil, se désolent un responsable chrétien de la ville. Ils vivent, difficilement, de petits boulots, et économisent pour organiser ici de grandes fêtes de fiançailles qui en mettent plein la vue aux autres jeunes. Du coup, certains veulent les imiter, croyant, qu'une fois arrivés en Europe, ils trouveront des valises remplies d'euros. Mais, une fois sur place, ils déchantent. Certains perdent leurs repères et tombent dans la drogue. » Quelques familles ont dû aller chercher leurs fils en Europe pour les sortir de la spirale de l'addiction.

La meilleure option est de créer des perspectives pour les jeunes dans la région, mais les usines ont fermé et il faut de l'argent pour ouvrir un commerce. Les plus éduqués espèrent trouver un emploi dans une ONG. « Ça ne nous dérange pas que les jeunes partent étudier ou travailler en Europe si leur projet est bien préparé. On ne peut pas les retenir ici sans perspective », ajoute le responsable d'Al-Souqaylabiyya.

C'est le cas de Mireille (le prénom a été modifié), une diplômée en pharmacie de 27 ans, qui a été acceptée dans un programme pour jeunes professionnels en Allemagne. Elle apprendra l'allemand et obtiendra son équivalence en un an et demi, à la condition de déposer 12 000 euros sur un compte bloqué. Elle y retrouvera son fiancé, un jeune d'Al-Souqaylabiyya déjà installé là-bas.

A Souweïda, fief des druzes de Syrie, le règne de l'anarchie

Reportage « Carnets de Syrie » (4/7). La ville proche de la frontière jordanienne, abandonnée par le pouvoir central, est gangrenée par le racket, les trafics en tout genre et les enlèvements.

Des stands de bidons d'essence de contrebande sont alignés le long des rues du centre de Souweïda. Jaune pour le carburant syrien, bleu pour le libanais. L'étalage, à la vue de tous, de ce marché noir est devenu une particularité de la ville druze du Sud syrien, comme les manifestations qui y sont organisées, chaque semaine, contre le pouvoir central. Ils sont les symptômes de la crise économique et de l'abandon dont souffre cette région frontalière de la Jordanie, devenue une terre de trafics en tout genre, et le royaume de gangs mafieux et criminels.

« *La Syrie va mal, mais, nous, loin de tout, on va encore plus mal* », résume un habitant. Ici, à plus d'une centaine de kilomètres au sud de Damas, au milieu des collines de roche volcanique noire et des vignes qui produisent un arak servi sur toutes les tables de la capitale, « *c'est le Far West. Tu peux tout dire, tout faire, c'est le bazar. Il n'y a pas de pouvoir à Souweïda* », abonde Walid (comme les

autres témoins cités, il n'a pas souhaité donner son nom, et son prénom a été modifié). Ce druze de 33 ans s'est lancé, il y a deux ans, dans la vente d'essence de contrebande.

Comme beaucoup de jeunes diplômés, après avoir terminé ses études d'électricien et donné six ans de sa vie à l'armée, lancée dans la reconquête des territoires tombés aux mains de l'opposition syrienne, Walid n'a pas trouvé de travail dans son domaine de qualification. Après treize ans de guerre civile (depuis 2011), en butte au boycott et aux sanctions des grandes puissances, la Syrie s'enfonce dans la crise économique. La province de Souweïda, 770 000 habitants, n'a pas échappé au chômage, qui touche 75 % des jeunes.

Le business de l'essence est un palliatif simple. Walid achète à des particuliers les quotas d'essence subventionnés qu'ils reçoivent de l'Etat, au taux de 23 000 livres syriennes (1,60 euro) le litre, et les revend à 25 000 livres syriennes le litre à ceux pour qui les 50 litres d'essence alloués chaque mois ne suffisent pas. Il empoche ainsi entre 1 million et 1,5 million de livres syriennes par mois, de quoi payer son loyer, ses fac-

tures, sa nourriture et ses cigarettes. « *Je ne mets rien de côté. Tout est devenu très cher depuis quatre ans* », dit Walid.

Affrontements et vendettas

Le business n'est pas sans risque. Il est tenu par les mafias qui ont fleuri dans la ville, livrée à l'anarchie, au crime organisé et à la violence. « *Il n'y a plus vraiment de forces de sécurité à Souweïda. Chacun fait sa loi. Tout le monde a une arme. Dès qu'une dispute éclate, il ne faut pas attendre longtemps avant que les pistolets sortent. On a peur de se prendre une balle perdue. On se sent en insécurité permanente. Ce sont 10 % des habitants qui génèrent toute cette criminalité, les autres ont peur et réclament le retour de l'ordre* », dit un habitant.

Le régime de Damas s'est désinvesti de cette province pour concentrer ses forces sur la reprise des territoires contrôlés par les rebelles. Lors du soulèvement de 2011, les druzes de Souweïda avaient fait le choix de la neutralité. Ils ont organisé leurs propres groupes armés pour défendre leur territoire des assauts de l'organisation Etat islamique. Une fois la menace repoussée, des groupes

de combattants désœuvrés, entraînés au maniement des armes, se sont alliés avec des milices liées aux forces de sécurité et avec des groupes criminels pour mettre la main sur les routes de contrebande.

Armes, essence, drogue... La province de Souweïda est au carrefour de tous les trafics. En l'espace de dix ans, ces gangs se sont structurés en réseaux criminels sophistiqués. L'enlèvement contre rançon est devenu l'une de leurs principales activités. Les riches déplacés syriens, qui ont trouvé refuge à Souweïda pendant la guerre, ont été, au début, des cibles faciles, n'ayant aucun appui au sein des tribus druzes de la région.

Ce juteux business, qui peut rapporter entre quelques centaines d'euros et plusieurs dizaines de milliers d'euros selon le statut de la victime, s'est étendu à la population locale. Des notables et des hommes d'affaires de Souweïda, mais aussi de simples habitants, ont été la cible de menaces. Plusieurs centaines de personnes ont été enlevées ces dernières années et torturées. La direction druze, fragmentée, n'a pas réussi à endiguer le phénomène, qui donne lieu aussi à des affrontements et des vendettas. En 2019,

après avoir repris la main sur les deux tiers de la Syrie, le régime de Damas a tenté de rétablir son contrôle sur ces groupes locaux, par le biais d'accords de réconciliation, mais avec un succès très relatif.

« Il n'y a plus de production locale »

La pauvreté pousse de plus en plus d'adolescents désœuvrés et de jeunes hommes dans la drogue et la criminalité. L'animation dans le souk du centre-ville de Souweïda, en cette journée d'été, est trompeuse. « *Ce sont des gens de l'extérieur, ceux qui sont partis travailler à l'étranger et peuvent se payer des choses. Le reste du temps, il n'y a pas de clients* », explique Nora, la gérante d'une boutique de tissu. Une bouche pulpeuse redessinée au rouge à lèvres, cette druze de 58 ans n'a nullement renoncé à la coquetterie malgré la crise.

Ses quarante ans d'ancienneté et ses responsabilités lui garantissent un salaire de 700 000 livres syriennes par mois. Des rentrées qui ne la mettent pourtant pas à l'abri du besoin. « *La situation était bien meilleure pendant la guerre. On pouvait tout s'acheter. Plus maintenant, tout est devenu trop cher* », poursuit-elle. Elle est ravie de sa nouvelle machine à compter les billets. Avec l'effondrement de la livre syrienne – de 47 livres syriennes le dollar avant la guerre à près de 15 000 aujourd'hui sur le marché noir –, il faut des

liasses de billets pour faire ses emplettes et un sac pour les transporter.

« *Avant la guerre, il y avait du travail, et, surtout, il n'y avait pas l'inflation qu'on a aujourd'hui. La raison en est que tout vient de l'extérieur, comme nos tissus, car il n'y a plus de production locale* », dit Soumeïya, une vendeuse de 45 ans, tout aussi coquette que sa patronne. Cette femme célibataire, qui vit avec sa sœur et ses quatre nièces, ne fait plus le marché qu'au moment où les étals s'appêtent à fermer, pour acheter à prix cassés les fruits et les légumes abîmés.

Une fois les factures payées, il ne reste plus grand-chose. Il n'y a que quatre heures d'électricité publique par jour et de l'eau tous les vingt jours. Il faut acheter des mètres cubes d'eau et du mazout pour actionner le générateur. Ceux qui en ont les moyens installent des batteries au lithium ou des panneaux solaires. « *Ça devient aussi difficile de payer les loyers. Ils ont augmenté avec l'arrivée des déplacés. Certains sont repartis, mais d'autres sont restés, car ils n'ont nulle part où retourner. Et il n'y a pas eu de nouvelles constructions à cause de la guerre et de la crise* », dit Soumeïya.

Manifestations hebdomadaires

Chaque famille de Souweïda a, au moins, un membre à l'étranger qui lui envoie de l'argent pour survivre. Parfois, des fa-

milles entières s'exilent parce qu'elles n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Les deux frères de Bachir, le seul homme de la boutique, sont partis il y a un an dans le Chouf, la montagne druze libanaise, pour faire des petits bouts. Agés de 21 et 27 ans, ils ont aussi voulu échapper au service militaire. Le gouvernement essaie de l'imposer de nouveau aux jeunes hommes de Souweïda après des années de laisser-faire.

Mais l'installation au Liban n'est pas une panacée. « *C'est difficile d'y aller. Il faut passer la frontière illégalement avec des passeurs. Vous pouvez être tué en chemin. Sur place, les salaires sont très bas, et les Syriens rencontrent de plus en plus de problèmes, comme l'imposition d'un couvre-feu dans certaines localités et des violences* », poursuit le vendeur de 24 ans. Chaymaa, une autre de ses collègues, a, elle, deux filles qui sont parties. L'une est coiffeuse en Irak, l'autre serveuse à Dubaï. « *J'ai même une cousine en Malaisie*, ajoute-t-elle. *Avant, les familles n'acceptaient pas que les filles partent, car la société est conservatrice. Mais il n'y a plus le choix.* »

Désormais seul soutien de sa famille, Bachir n'aura pas à faire l'armée. Sa vie à Souweïda le déprime. Comme beaucoup de jeunes hommes, il a dû arrêter l'école à 14 ans, à la fin du collège, pour prendre un emploi alimentaire. Tout son salaire part dans

ses cigarettes. Il ne lui reste rien, pas même de quoi sortir avec ses amis. « *Mon rêve est de reprendre mes études pour devenir avocat et analyste politique* », dit-il. Cet intérêt pour la chose politique est rare en Syrie, où la liberté d'expression est quasi inexistante. Il a été ranimé à Souweïda depuis plus d'un an, avec les manifestations hebdomadaires qui se tiennent autour de la place Al-Karama (« dignité » en arabe).

Ces protestations, sous les slogans « *Contre la pauvreté et l'humiliation* », ont pris, depuis août 2023, une tonalité plus politique. Le gouvernement venait de lever partiellement les subventions sur les carburants, après avoir revalorisé les salaires et les retraites de la fonction publique. Des mouvements de femmes, des personnalités religieuses, des employés, des résidents urbains et ruraux, des intellectuels et des politiciens de l'opposition participent aux rassemblements.

Des slogans réclamant la chute du régime et du chef de l'Etat syrien, Bachar Al-Assad, sont apparus, rappelant le soulèvement de 2011. Les manifestations sont restées pacifiques, à l'exception de quelques incidents meurtriers au cours de l'été. Le gouvernement, soucieux de ne pas braquer les druzes dans leur ensemble, tolère ces accès de colère, tant qu'ils ne font pas tache d'huile dans le reste du pays.



sept 17, 2024

Syrian militia group besieges Kurdish village, forces residents to abandon land

A Syrian militia group has besieged the Kakhire village near the Kurdish city of Afrin since Sunday, local sources told Rudaw, claiming the group has demanded villagers to sign documents potentially paving the way to seize their lands.

There are conflicting reports on the number of injuries. The UK-based war monitor Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported eight people were injured in the confrontation, but local sources speaking to Rudaw raised the toll to 15.

The sources told Rudaw on condition of anonymity that the Sulaiman Shah Brigade, a Turkish-backed militia group has demanded residents of the village to sign documents stating that their lands belong to the Kurdish authorities in northeast Syria (Rojava), providing the militia with justification to take over the land.

The resident of the village told Rudaw in a phone call that the group is asking for \$10 tax on each olive tree on their lands.

Clashes erupted when villagers staged a demonstration to protest the militia group's actions and refused to sign the documents. The gunmen opened fire to disperse the protesters.



Photo submitted to Rudaw shows militants in Kakhire village on September 15, 2024. Photo: Submitted

The Sulaiman Shah Brigade issued a joint statement with the Hamza Division, another pro-Turkey group operating in Afrin, claiming that they have dispatched forces due to a conflict arising between an Arab and a Kurdish family in the village. Local sources refute this claim.

Mustafa Shekho, a human rights activist, told Rudaw that the group has detained two men, Idris Haji Ali Ebo and Hasan Rashid Iso, in the village school and transferred them to the group's military bases.

Laman Khalil, another civil society member in Afrin, told Rudaw during a televised interview that the group had asked the detainees to say that the conflict was due to a fight between two neighboring families, which had escalated into violence.

Afrin is a Kurdish city that was taken over by Turkey and Turkish-backed Syrian rebels in a military operation against Kurdish fighters of the People's Protection Units (YPG) in January 2018. Most of the Kurdish population fled and Turkish authorities resettled Arabs displaced from

elsewhere in Syria into their vacated homes.

In August 2023, the US Department of the Treasury imposed sanctions on the Sulaiman Shah Brigade for alleged human rights violations committed against residents in Afrin.

Washington has accused the group of targeting the Kurdish residents of Afrin, saying that many of them "are subjected to harassment, abduction, and other abuses until they are forced to abandon their homes or pay large ransoms for return of their property or family members."

The New York Times

Farnaz Fassihi
Sept 17, 2024

Iran's Ambassador to Lebanon Is Injured in Apparent Pager Attack, State Media Reports

The ambassador, Mojtaba Amini, lost an eye, according to two members of Iran's Revolutionary Guards Corps who were briefed on the attack.

Iran's ambassador to Lebanon, Mojtaba Amini, lost one eye and severely injured his other eye when a pager he was carrying exploded in a simultaneous wave of blasts targeting wireless electronic devices, according to two members of Iran's Revolutionary Guards Corps briefed on the attack.

The Guards members, who had knowledge of the attacks and spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly, said Mr. Amini's injuries were more serious than Iran initially reported and that he would be medevacked to Tehran for treatment.

Hossein Soleimani, the editor in chief of Mashregh, the main Revolutionary Guards news website, confirmed the extent of Mr. Amini's injuries in a [post on X](#). "Unfortunately the injuries sustained by Iran's ambassador were extremely severe and in his eyes," Mr. Soleimani wrote.

A video of Mr. Amini being transported to the hospital, published by Iranian news media outlets, shows him on a chaotic Beirut street with his eyes covered by bandages and the front of his white shirt covered in blood.

Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, condemned the attack in a call with Lebanon's foreign minister and said Iran was ready to medevac the ambassador and other injured people to Iran for medical treatment if needed, according



Iran's ambassador to Lebanon, Mojtaba Amini, center, in Beirut, Lebanon, in July. Credit...Mohamed Azakir/Reuters

to a statement released by his office. He spoke to Mr. Amini's wife in Beirut and wished the ambassador a speedy recovery, the statement said.

The attacks appeared to mostly target members of Hezbollah, a political and militia group backed and supported by Iran. Hezbollah and Israel have engaged in intense clashes across their borders since the Hamas-led Oct. 7 attacks on Israel last year. Hezbollah accused Israel, which did not comment, of responsibility for the blasts.

Narges Ghadirian, the ambassador's wife, [said in a post on X](#) earlier on Tuesday that her husband "is slightly injured but thank God he is all right and the danger has

passed."

Iranian media reported that two of the ambassador's bodyguards were also injured because they were carrying pagers that exploded. Tasnim News agency, which is affiliated with the Revolutionary Guards, said similar devices also exploded in Syria.

One of the Guards members said the pagers, including the one used by the ambassador, beeped for about 10 seconds before exploding, prompting some victims to hold the devices close to their eyes and faces to check for a message. The two Guards members said the pagers were used only by Hezbollah members and operatives and not widely distrusted among ordinary citizens.

Iran appoints its ambassadors in Lebanon, Syria, Iraq and Yemen — allied countries that are known regionally as the "axis of resistance" — from the senior ranks of the Revolutionary Guards because they also serve as liaisons with militant groups backed by Iran.

The news of the explosions rattled many Iranian supporters of the government who took to social media to express what they feared was Israel's ability to cause widespread harm remotely. They also said the explosions had outed Hezbollah members, whose identities are typically secret, because video footage of the blasts and their aftermath went viral and victims were seen being

injured and seeking medical treatment at hospitals.

A former vice president of Iran, Mohammad Ali Abtahi, called the means of attack “a new phase in technological warfare replacing conventional war” on Telegram. Mr. Abtahi, a politician from the reformist faction, was stationed in Lebanon in the 1980s.

Israel has carried out a series of covert operations in Iran as

part of the shadow war between the two countries. [Israel assassinated Iran's top nuclear scientist and deputy defense minister, Mohsen Fakhrizadeh](#), in 2020 using an A.I.-assisted robot controlled remotely via satellite. In February, [Israel blew up two major gas pipelines](#) in Iran, disrupting service to several cities, and, in 2021, an Israeli hack of [Iran's oil ministry servers](#) disrupted gasoline distribution nationwide.

Tensions are already high between Iran and Israel after the assassination of Hamas's political leader, Ismail Haniyeh, in Tehran in July. Iran pledged to retaliate against Israel but so far has refrained from doing so after diplomatic efforts warned Tehran that responding risked an Israeli retaliation and wider war.

Some conservative Iranian pundits on Tuesday called on the government to act on its

pledge of retaliation against Israel, saying not doing so could embolden Israel to carry out more strikes.

Matthew Miller, the State Department spokesman, told reporters, “we would urge Iran not to take advantage of any incident, any instability, to try to add further instability and to further increase tensions in the region.”

LE FIGARO

avec AFP
18 sept 2024

Les grands-parents d'enfants de djihadistes détenus en Syrie exhortent la France à les rapatrier d'urgence

Ils n'ont qu'une envie, c'est de partir : sept grands-parents ont exhorté ce mercredi 18 septembre la France à rapatrier en urgence leurs petits-enfants détenus depuis six ans dans des [camps kurdes](#) dans le nord-est de la [Syrie](#). Ces grands-parents, membres du collectif des Familles unies, se sont rendus dans le camp de Roj, en février et août derniers, où au moins 120 enfants français et 50 femmes sont détenus.

Comment peut-on accepter qu'on condamne des enfants innocents pour des faits qu'ils n'ont pas commis ?», ont-ils déploré dans un communiqué, avant de témoigner, sous couvert d'anonymat, lors d'une conférence de presse organisée à Paris dans le cabinet

de leurs avocats. Avant le voyage, Patricia (prénom modifié), n'avait pas vu sa fille, «*partie en 2015 pour la Syrie*», depuis neuf ans. «*Quand je l'ai prise dans mes bras, elle était si maigre, je sentais ses omoplates*». Lors de ce voyage, elle a aussi rencontré pour la première fois ses petits-enfants de six et sept ans, nés dans les camps. «*Ils nous ont fait des dessins: des maisons avec des mains ouvertes et dans la main, il y a un avion. Ils n'ont qu'une envie, c'est de partir*

Des dizaines de milliers de femmes et d'enfants détenus

Cinq ans après la chute du «*califat*» du groupe [État islamique](#) (EI), des dizaines de

milliers de femmes et d'enfants proches de djihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des États-Unis dans des camps où règne la violence. La France a cessé à l'été 2023 les rapatriements collectifs après avoir mené quatre opérations en un an.

Actuellement, «*la France conditionne toute opération de rapatriement à une demande explicite de la part des femmes*» mais ces dernières «*n'arrivent pas*» à la formuler, a expliqué l'avocate Marie Dosé. Certaines sont «*trop radicalisées*», d'autres craignent des représailles dans les camps, nombreuses redoutent d'être séparées de leurs enfants en arrivant en France. «*Ce pays doit protéger les enfants de l'incapacité*

des mères à prendre la bonne décision», a insisté l'avocate. Le collectif a également visité les centres Orkesh et Hourri, ainsi que la prison d'Alaya pour rencontrer cinq jeunes majeurs et un mineur qui y sont incarcérés. «*Leur état de santé est catastrophique, les rapatrier est une question de vie ou de mort*», a alerté Me Dosé. Ces jeunes avaient déjà déposé des demandes de rapatriement, se disant prêts à s'expliquer devant la justice française. «*Je n'ai jamais eu de réponse*» des autorités françaises, «*ce qui est un refus implicite*», s'est indignée l'avocate. 364 enfants rapatriés de Syrie sont actuellement suivis par des juges des enfants en France, sans poser problème, selon le procureur antiterroriste Olivier Christen.

En cartes : le jeu des influences étrangères en Syrie

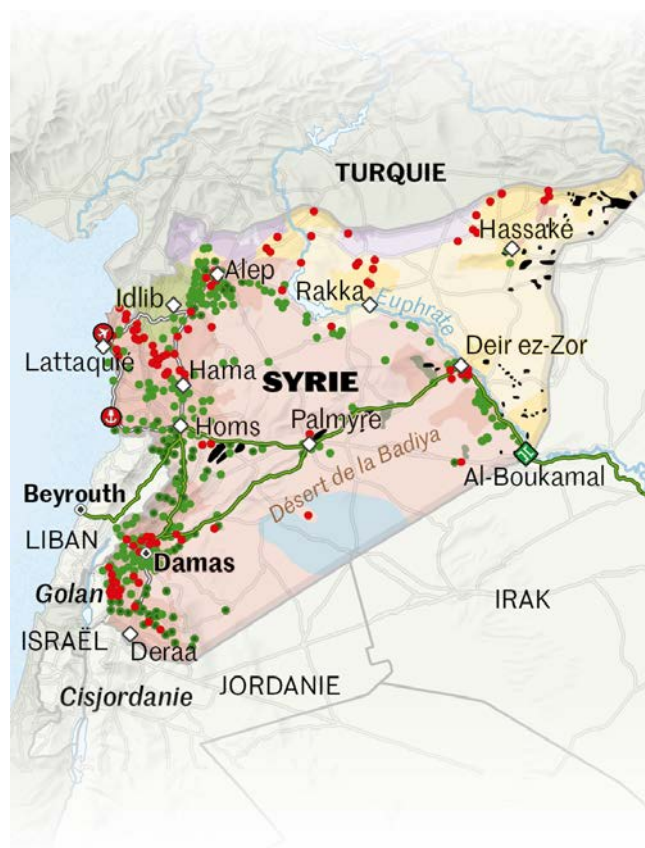
En graphiques De nombreux acteurs régionaux et internationaux continuent de peser sur le devenir du pays.

En 2018, après sept années de guerre civile dévastatrice, le président, Bachar Al-Assad, est parvenu à restaurer son contrôle sur l'essentiel du territoire syrien, grâce au soutien armé décisif de Moscou et de Téhéran. Depuis l'entrée en vigueur, en mars 2020, dans la poche rebelle d'Idlib (Nord-Ouest), d'un cessez-le-feu conclu entre la Russie et la Turquie, les lignes de front se sont stabilisées. Le pays reste toutefois divisé en quatre zones contrôlées par autant d'entités : le régime de Damas, l'opposition armée dominée par les islamistes à Idlib, les forces kurdes dans le Nord-Est et l'opposition armée pro-turque dans le Nord. Nombre d'acteurs régionaux continuent d'intervenir directement en Syrie : la Russie et l'Iran, qui fournissent au régime Al-Assad les moyens militaires de se maintenir ; la Turquie, qui a établi une zone tampon pour éloigner les autonomistes kurdes de ses frontières ; les Etats-Unis, qui conservent des troupes au sol dans le cadre de la lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) ; Israël, qui frappe régulièrement des unités combattantes pro-iraniennes proches de ses frontières. Retour en cartes sur ce pays morcelé et sur la myriade d'acteurs qui pèsent sur sa destinée.

1. LE RÉGIME DE BACHAR AL-ASSAD TIENT

LA PARTIE LA PLUS PEUPLÉE DU PAYS AVEC

LE SOUTIEN DE L'IRAN ET DE LA RUSSIE



Régime de Damas et ses parrains russe et iranien

Grâce au soutien décisif de l'aviation russe et des milices pro-iraniennes, le régime de Bachar Al-Assad est parvenu à reconquérir les deux tiers de la Syrie, avec les principales villes et les axes routiers stratégiques. Aujourd'hui, près de 10 millions de Syriens, sur un total de 16 millions d'habitants dans le pays, vivent sous son autorité. Plus de 9 millions de Syriens ont fui le pays depuis le début de la guerre, en 2011

RUSSIE : RENFORCER L'INFLUENCE DU KREMLIN SUR LE LITTORAL MÉDITERRANÉEN

Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la Russie a réduit son dispositif militaire en Syrie, mais continue d'apporter au régime de Bachar Al-Assad un soutien armé. Moscou recourt ainsi davantage à des mercenaires. Grâce à ses bases aérienne et navale la Russie dispose désormais d'un ancrage permanent sur le flanc sud-est de l'OTAN.

IRAN : PROTÉGER L'« AXE DE LA RÉSISTANCE » FACE À ISRAËL

Allié de Damas, Téhéran conserve le contrôle de l'auto-route internationale qui traverse le pays depuis le poste-frontière d'Al-Boukamal avec l'Irak, jusqu'à la frontière libanaise.

Des milices (syriennes, iraniennes, irakiennes, afghanes ou pakistanaises) sous commandement des gardiens de la révolution, ainsi que des unités du Hezbollah libanais, sont déployées à la limite des zones contrôlées par la rébellion et le long des multiples routes de contrebande. Leur présence dans le sud du pays permet aussi à l'Iran de menacer Israël à ses frontières.

2. LES REBELLES SYRIENS, RETRANCHÉS DANS

LA POCHE D'IDLIB, FONT FACE AU RÉGIME

ET À SES ALLIÉS

Forces rebelles, dominées par les djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC)

Organisation terroriste selon Damas, Washington et Bruxelles, HTC combat l'armée du régime soutenue par l'aviation russe, dans la zone qu'elle contrôle : une enclave de 3 000 kilomètres carrés, dans le nord-ouest du pays. HTC contrôle le passage de Bab Al-Hawa, dont il tire des revenus en taxant l'aide internationale qui y transite. On estime que plus de 4 millions de personnes vivent dans les zones tenues par l'opposition.

3. AU SUD, LES ISRAËLIENS BOMBARDENT

LES POSITIONS DU HEZBOLLAH POUR JUGULER

LA PRÉSENCE IRANIENNE EN SYRIE

Depuis le début du conflit syrien,

en 2011, Israël a mené des centaines de frappes visant les forces de Bachar Al-Assad et les groupes pro-iraniens qui le soutiennent. Les raids israéliens en Syrie se sont intensifiés depuis l'offensive lancée par Israël à Gaza, déclenchée par l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023.

4. L'ORGANISATION ÉTAT ISLAMIQUE (EI) S'EST RE-TRANCHÉE SUR DE PETITES LOCALITÉS ET FAIT FACE AUX ÉTATS-UNIS TOUJOURS PRÉSENTS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Djadistes de l'organisation Etat islamique (EI)

Des cellules de l'EI demeurent

actives, notamment dans le désert de la Badiya, près de la frontière

irako-syrienne.

ÉTATS-UNIS : LUTTE ANTI-TERRORISTE

Dans le cadre de la coalition internationale antidjihadiste, quelque 900 soldats américains sont déployés dans le pays, principalement dans les zones sous contrôle kurde. Si la défaite de l'EI a été proclamée en 2019, Washington maintient une présence armée pour lutter contre les cellules djihadistes toujours actives. L'US Army dispose notamment d'une base dans le champ pétrolier de d'Al-Omar, le champ gazier de Conoco et la base militaire stra-

tégique, à Al-Tanf, près des frontières jordanienne et irakienne.

5. LES KURDES OCCUPENT LA RIVE GAUCHE DE L'EUPHRATE ET FONT FACE À LA TURQUIE ET À L'EI

Forces kurdes

Soutenues par les **Etats-Unis**, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par des milices kurdes, se maintiennent dans le nord et l'est

du pays, où résident plus de 2 millions de personnes,

qui comprennent d'importants champs d'hydrocarbures

TURQUIE : MAINTENIR LES

FORCES KURDES LOIN DE SA FRONTIÈRE

L'armée d'Ankara occupe une bande de territoire discontinue dans le nord de la Syrie. Elle y exerce son contrôle avec des supplétifs syriens, ex-combattants

de l'opposition réunis au sein de l'ANS. En chassant les populations kurdes des territoires syriens sous son contrôle, Ankara a créé une zone tampon entre le sol turc et les forces kurdes – liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement autonomiste considéré comme « terroriste » par la Turquie) – qui administrent le tiers nord-est de la Syrie.



avec AFP
18 sept 2024

L'Iran annonce la libération d'un prisonnier autrichien

Un ressortissant autrichien détenu en Iran pour des raisons inconnues a été libéré d'une prison dans le nord-ouest du pays, a annoncé ce mardi 17 septembre l'organe de presse de la justice, Mizan Online. «L'Autrichien, Christian Weber, emprisonné dans la province de l'Azerbaïdjan occidentale, a été libéré de prison conformément aux principes de la clémence islamique», a ajouté Mizan Online. La justice n'a pas divulgué ni les raisons précises

de son incarcération ni la date de son arrestation, mais a précisé qu'il avait commis «des crimes».

En octobre 2022, l'Autriche avait annoncé l'arrestation d'un de ses ressortissants en Iran, sans donner plus de détails sur son identité, tout en précisant que sa détention n'était pas liée aux manifestations. À l'époque, le pays était le théâtre d'un vaste mouvement de contestation, déclenché par la mort en dé-

tentation de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment aux femmes le port du voile en public. La contestation a fait plusieurs centaines de morts et provoqué l'arrestation de milliers de personnes. Les autorités ont décrit les manifestations comme des «émeutes» orchestrées par les pays occidentaux.

Mardi, la justice a ajouté que le citoyen autrichien avait été «remis à l'ambassadeur d'Autriche pour procéder à son départ et à son transfert». La République islamique d'Iran retient plusieurs citoyens européens, affirmant que ces personnes sont détenues en vertu d'une décision judiciaire. Elle est cependant accusée d'arrêter sans motif des Occidentaux et de s'en servir comme monnaie d'échange. <Néant>

Dans « Les Graines du figuier sauvage », Mohammad Rasoulof filme l'horreur totalitaire au sein d'un foyer iranien

Le cinéaste décrit le fonctionnement intime de la pensée autocratique à travers le prisme d'une famille de la moyenne bourgeoisie.

Il y a plusieurs manières, pour un cinéaste iranien, de défier le pouvoir en place. Celle, subtile et feutrée, de feu [Abbas Kiarostami](#) (mort en 2016, à 76 ans), immense figure du cinéma mondial, pour cette raison même difficilement incarcérable. Celle, plus directe, de son ancien assistant et héritier [Jafar Panahi](#), 64 ans, auteur de films où l'engagement politique le dispute aux sortilèges de la fiction, ce pour quoi il fut emprisonné et empêché de tourner, ce contre quoi il déploie des trésors de courage et d'ingéniosité pour continuer à le faire malgré tout.

Il y a enfin celle de Mohammad Rasoulof, 51 ans, qu'on qualifiera, en souvenir de Bruce Lee et de Dominique Valera, de « full-contact » et qui lui vaut tous les ennuis possibles et imaginables. Inaugurée en 2002, son œuvre compte huit longs-métrages de fiction, réalisés pour la majorité d'entre eux de façon clandestine. Le dernier en date, *Les Graines du figuier sauvage*, inaugure ce qui devait, hélas, finir par arriver : l'exil pur et simple du cinéaste. On ira donc voir ce très bon film, sorte de précis de décomposition de l'autocratie iranienne, pour comprendre pourquoi. Car c'est bien le fonctionnement intime de la pensée totalitaire que tente de décrire cette fois Mohammad Rasoulof, ambition rendue très habilement possible à travers le prisme d'une famille de la moyenne bourgeoisie cuisant sur les braises d'un conflit intergénérationnel.

Lire la critique (à Cannes) : Article réservé à nos abonnés [Le pacte faustien d'un juge en Iran](#)

Le drame se noue au détour de deux événements concomitants. D'une part, la nomination d'Iman, le paterfamilias, à la fonction redoutée de juge au tribunal révolutionnaire de Téhéran. D'autre part, la naissance du mouvement de protestation sociale Femme, vie, liberté, né dans le sillage de l'assassinat, en septembre 2022, de la jeune Mahsa Amini, par la police des mœurs, qui l'estimait incorrectement voilée.

Changement de statut social

Une nette césure traverse le cocoon familial à cette double occasion, les deux filles du couple, Rezvan et Sana, prenant immédiatement fait et cause pour cette vague de protestation de la jeunesse, qu'elles suivent sur les réseaux sociaux, tandis que les parents feignent de s'informer par la télévision du cours des événements, tel que le pouvoir les distord. Le premier acte des hostilités est géré par la mère. Najmeh n'est ni une fanatique, ni une femme cruelle, mais elle se satisfait du changement de statut social, et, partant, d'appartenance, lié à la nomination de son mari.

Prenant à cœur la convenance, la discrétion et l'exemplarité attendues de la famille d'un juge du tribunal révolutionnaire, elle veille au grain avec ses adolescentes de filles, assumant cette discrète place médiane de génie

du foyer patriarcal, qui consiste d'un même mouvement à décharger son mari du soin de le faire et à protéger ses filles de la fêrule paternelle. Cela, naturellement, dans la limite de ses pouvoirs et de ses forces, qui sont singulièrement mis à mal le jour où les deux filles offrent l'hospitalité de l'appartement familial à une amie qui revient d'une manifestation avec l'œil crevé.

La peur bleue de la mère annonce le deuxième acte du film et la tonitruante entrée en scène du père dans les affaires mal assurées du foyer. La disparition de son domicile du pistolet confié par la magistrature à Iman en est l'événement déclencheur. Possiblement réprimandable pour la perte de cette arme, Iman, qui a déjà pu mesurer à quel point sa fonction est en vérité pipée, se met en devoir de la retrouver. Il applique, pour ce faire, ses remarquables capacités judiciaires auprès des principaux suspects, à savoir sa propre famille.

Polar psychologique

A ce stade des opérations, le film a changé de régime et une sorte de polar psychologique s'est mise en place. Qui conduit le père, d'abord doucereux, à monter rapidement d'un cran dans les investigations, en confiant notamment sa famille aux bons soins d'un expert qui sait extorquer les aveux des présumés coupables.

En fine, la maison familiale, isolée en province, paraît à Iman le lieu idéal pour faire avouer la ou les coupables. A ce stade, on aura

compris que le pistolet n'est plus vraiment l'objet recherché, mais qu'il s'agit de restaurer le principe d'autorité bafoué par la sourde résolution de ses filles et le tacite soutien de leur mère. Autant dire qu'on passe ici dans une autre dimension, celle de la violence nue du pouvoir autoritaire, pour lequel il n'est d'autre fidélité qu'à sa loi. Les incroyables séquences de cet épilogue, qui se déroule dans les sous-sols de la maison ou dans le décor argileux d'un jardin en plein air, nous font ainsi soudainement basculer dans l'horreur. Quelque part entre le mythe de Cronos et *Shining* (1980), de Stanley Kubrick.

Réduisant l'horreur totalitaire aux dimensions d'un microcosme familial, Mohammad Rasoulof fait montre d'une redoutable intelligence de mise en scène. Son huis clos à la fois irrespirable et récalcitrant (on y voit du conflit et des femmes en cheveux) semble ainsi nous dire : « Voilà ce qu'au maximum je peux filmer. » Son terrible montage d'archives des violences policières, « Voilà ce contre quoi je filme. » Son choix de ne pas représenter cette organisation de la terreur dont la figure paternelle n'est elle-même que le jouet : « Voilà ce qui, n'ayant pas de visage, ne saurait être filmé et autour de quoi pourtant tout s'ordonne. » Ce faisant, il nous montre par qui et pourquoi ce système perdure, quand bien même il ne cesserait, tel Cronos précisément, de dévorer ses enfants. Du moins sait-on, avec Rasoulof, que cette histoire aussi est censée avoir une chute.



19 septembre 2024

L'Iran a envoyé au camp Biden des informations volées à Trump, révèle le FBI

Cette révélation s'ajoute à une série d'avertissements des autorités concernant les efforts persistants de l'Iran pour perturber l'élection de 2024

Le FBI et d'autres agences fédérales américaines ont annoncé mercredi que des pirates informatiques iraniens ont tenté d'influencer la campagne présidentielle de 2024 en offrant des informations volées à la campagne de l'ancien président Donald Trump. Selon les autorités, des emails non sollicités ont été envoyés fin juin et début juillet à des personnes autrefois liées à la campagne de Joe Biden. Ces messages «contenaient un extrait de matériel non public volé à la campagne de l'ancien président Trump», précise un communiqué du gou-

vernement américain. US Vice President Kamala Harris at the presidential debate with former president Donald Trump AP Photo/Alex Brandon

Les destinataires n'ont pas répondu à ces emails, évitant ainsi la divulgation des informations piratées dans les derniers mois de la campagne électorale. Cette révélation s'ajoute à une série d'avertissements des autorités concernant les efforts persistants de l'Iran pour perturber l'élection de 2024. Le 10 août, la campagne de Trump avait révélé avoir été piratée, affirmant que des agents ira-

niens avaient volé et diffusé des documents internes sensibles.

Les enquêteurs pensent que les pirates iraniens ont d'abord infiltré le compte email personnel de Roger Stone, un allié de longue date de Trump, avant de tenter de pirater le compte d'un haut responsable de la campagne Trump.

«C'est une preuve supplémentaire que les Iraniens interfèrent activement dans l'élection pour aider Kamala Harris et Joe Biden car ils savent que le président Trump rétablira ses sanctions sé-

vères et s'opposera à leur règne de terreur», a réagi l'équipe de Trump.

Morgan Finkelstein, porte-parole de la campagne de Kamala Harris, a affirmé que la campagne a coopéré avec les forces de l'ordre dès qu'elle a appris que des personnes associées à l'équipe de Biden figuraient parmi les destinataires des emails. «Nous n'avons pas connaissance de matériel envoyé directement à la campagne ; quelques individus ont été ciblés sur leurs emails personnels avec ce qui ressemblait à une tentative de spam ou de phishing», a-t-elle précisé.



Sept 22, 2024

Oil association calls for immediate resumption of Kurdish oil exports

ERBIL, Kurdistan Region - Oil producers in the Kurdistan Region on Sunday called on Baghdad to immediately resume oil exports via the Iraqi-Turkey pipeline (ITP), over 18 months since exports were halted due to an arbitration row.

The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) is "encouraged by the public statements from Iraqi Prime Minister that the

ITP can be reopened by the end of 2024," it said in a statement, calling for the immediate resumption of exports through the pipeline ahead of the UN General Assembly in New York.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani late Saturday arrived in New York to attend the 79th session of the United Nations General Assembly (UNGA), his office announced.

Before his visit, al-Sudani told Bloomberg in a televised interview that "there are ongoing talks with the companies and with brothers in the Kurdistan Region. And we hope to reach a solution based on the legal paths." He called a solution by the end of 2024 "Possible".

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 2023 after a Paris-based arbitration court ruled in

favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

Before the halt, Erbil exported around 400,000 barrels per day through Ankara, in addition to some 75,000 barrels of Kirkuk's oil.

The IOCs and the Kurdistan Regional Government (KRG) are

bound by Production Sharing Contracts (PSCs). Under the Kurdistan Region's PSC model, the IOCs cover the entire cost of production while the KRG receives the lion's share of the profits from successful projects.

Baghdad has repeatedly said that the PSCs between the IOCs and the KRG are a violation of the Iraqi constitution, stressing that the contracts need to be amended into service contracts such as the ones

in federal Iraq before exports can resume.

The loss in oil revenues, the Kurdistan Region's main source of income, has worsened the financial situation and left the government unable

to pay its public sector without assistance from Baghdad.

Erbil and Baghdad have held numerous meetings since the halt but to no avail. In December, APIKUR said it had been excluded from the talks.



22 sept 2024

L'Iran annonce l'arrestation de 12 personnes pour collaboration avec Israël

DUBAI (REUTERS) - LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION IRANIENS ONT DÉCLARÉ DIMANCHE QUE 12 PERSONNES AVAIENT ÉTÉ ARRÊTÉES POUR AVOIR COLLABORÉ AVEC ISRAËL ET PLANIFIÉ DES ACTES CONTRE LA SÉCURITÉ DE L'IRAN.

«LE RÉGIME SIONISTE (ISRAËL) ET SES SOUTIENS OCCIDENTAUX, NOTAMMENT LES ÉTATS-UNIS, N'AYANT PAS RÉUSSI À ATTEINDRE LEURS SINISTRES OBJECTIFS CONTRE LES HABITANTS DE GAZA ET DU LIBAN, CHERCHENT À PRÉSENT À ÉTENDRE LA CRISE À L'IRAN PAR UNE SÉRIE D'ACTES PLANIFIÉS CONTRE LA SÉCURITÉ DE NOTRE PAYS», INDIQUE LE COMMUNIQUÉ.

LES TENSIONS AU MOYEN-ORIENT SE SONT ENCORE AGGRAVÉES APRÈS L'EXPLOSION QUASI SIMULTANÉE DE MILLIERS D'APPAREILS DE COMMUNICATION UTILISÉS PAR DES MEMBRES DU HEZBOLLAH AU LIBAN, MARDI ET MERCREDI, LORS D'UNE OPÉRATION ATTRIBUÉE À ISRAËL.

LE HEZBOLLAH ET ISRAËL ONT ÉCHANGÉ DIMANCHE LEURS PLUS INTENSES BOMBARDEMENTS EN PRÈS D'UN AN DE GUERRE, LE MOUVEMENT CHIITE LIBANAIS TI-



Le drapeau iranien flotte à Vienne, Autriche / Photo prise le 5 juin 2023 / REUTERS/ Leonhard Foeger

RANT UNE PLUIE DE MISSILES SUR LE NORD DE L'ÉTAT HÉBREU, DONT L'AVIATION A PILONNÉ LE SUD-LIBAN.

LES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION ONT AJOUTÉ QUE DES MEMBRES DU RÉSEAU DE 12 AGENTS AVAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS DANS SIX

PROVINCES IRANIENNES DIFFÉRENTES, MAIS N'ONT PAS PRÉCISÉ QUAND.

FIN JUILLET, LE CHEF POLITIQUE DU GROUPE ISLAMISTE PALESTINIEN HAMAS, ISMAIL HANIYEH, A ÉTÉ TUÉ À TÉHÉRAN DANS UN ASSASSINAT IMPUTÉ À ISRAËL PAR

LES AUTORITÉS IRANIENNES. ISRAËL N'A PAS REVENDIQUÉ CET ASSASSINAT.

(REPORTAGE DE LA RÉDACTION DE DUBAÏ, VERSION FRANÇAISE BENJAMIN MALLET)

En Iran, l'explosion d'une mine de charbon fait plus de cinquante morts

Cet accident a été provoqué par une fuite de méthane, qui a entraîné une explosion dans deux blocs de la mine, où se trouvaient alors soixante-neuf employés.

Plus de cinquante personnes ont été tuées et plus de vingt autres sont portées disparues, dimanche 22 septembre, après l'explosion d'une mine de charbon dans l'est de l'Iran, provoquée par une fuite de méthane. « *Le nombre d'ouvriers tués s'est alourdi à 51 et celui des blessés à vingt* » dans cet accident survenu dans la mine de Tabas, a annoncé l'agence de presse officielle Irna, alors qu'un précédent bilan faisait état de trente morts.

Cet accident a été provoqué par une fuite de méthane survenue samedi à 21 heures, heure locale (19 h 30, heure de Paris), qui a entraîné une explosion dans deux blocs de la mine, où se trouvaient alors soixante-neuf employés. Javad Ghenaat, gouverneur

de la province du Khorasan du Sud, où se situe la mine, a déclaré à la télévision d'Etat que les équipes de secours s'efforçaient de sauver vingt-deux personnes prises au piège. La télévision d'Etat a diffusé des images d'ambulances et d'hélicoptères transportant les blessés vers les hôpitaux de la province. Des images en ligne partagées par Irna montrent les corps de certaines victimes, en tenue de travail, évacués du site sur des chariots miniers.

Avant son départ pour l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le président, Massoud Pezeshkian, a présenté ses condoléances aux familles des victimes et ordonné une enquête. « *Nous avons malheureusement appris qu'un accident s'était produit dans*

l'une des mines de charbon de Tabas et qu'un certain nombre de nos compatriotes avaient perdu la vie. Je présente mes condoléances à leurs familles », a-t-il souligné.

Accumulation de gaz dans la mine

De son côté, le premier vice-président, Mohammad Reza Aref-Yazdi, s'est entretenu avec les membres du cabinet afin d'assurer un « *suiti d'urgence* » et un soutien aux victimes et à leurs familles, selon Irna.

Le Croissant-Rouge iranien a fait état d'opérations de recherche et de sauvetage en cours pour secourir les derniers travailleurs piégés. Ces opérations sont compliquées par « *l'accumulation de gaz*

dans la mine », a expliqué le procureur local, Ali Nesaei. « *Actuellement, notre priorité est d'aider les blessés et de libérer les personnes coincées sous les décombres* », a-t-il déclaré, cité par Irna. « *La négligence et la faute des agents concernés seront traitées* » ultérieurement, a ajouté le procureur.

En 2023, une explosion dans une mine de charbon à Damghan, dans le nord du pays, a fait six morts, probablement à cause d'une fuite de méthane, selon les médias locaux. En mai 2021, deux mineurs ont perdu la vie dans un effondrement sur le même site. En 2017, une explosion avait tué quarante-trois mineurs à Azadshahr, suscitant la colère des autorités iraniennes.

Explosion at an Iranian Mine Kills Dozens, State Media Says

A methane leak set off the explosion, the country's official media said, and a rescue effort was underway for those believed to be trapped in the mine.

A methane explosion at a coal mine in eastern Iran killed dozens of miners, and the

death toll was expected to rise, Iranian state media said on Sunday.

The miners died of suffocation from the rapid release of methane and carbon monoxide, according to a report by [Iran's state news agency, IRNA](#). IRNA, which said earlier Sun-

day that 51 miners had been killed, later put the figure at 34. Other state media had estimates of the number of people killed that ranged from 30 to 51.

At the time of the explosion on Saturday, in the eastern Iranian city of Tabas, there

were 69 workers in the mine, IRNA said.

Many may still be trapped, according to [Tasnim news agency](#), which is affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps.

It was not possible to inde-

pendently verify details of the incident.

Officials say they are trying to work quickly to rescue the workers trapped in the mine, which is operated by the Madanjo Company, according to the [Fars news agency](#), affiliated with the Revolutionary Guards.

President Masoud Pezeshkian of Iran ordered an investigation into the explosion, IRNA reported. Mohammad-Ali Akhondi, a crisis management official, urged caution about the rescue efforts, IRNA reported.

“The reality is that it is a difficult

task to rescue the injured,” he said, according to IRNA. The report said rescuers would need to go about 2,300 feet diagonally and 820 feet vertically underground to reach the trapped workers.

Industrial accidents are common in Iran, and many con-

struction and mining sites operate with outdated and inadequate materials.

In 2017, [dozens of miners were killed](#) and many were hurt after an explosion at a coal mine near the northern Iranian town of Azadshahr, in the Golestan Province.

l'Humanité

23 sept 2024

Scarlett Bain

Idris Kaplan, le militant kurde sous la menace d'une expulsion en Turquie

Idris Kaplan, militant de la cause kurde, a été libéré après avoir passé 24 h au centre de rétention administrative de Vincennes. Il est menacé d'être expulsé vers la Turquie, où il sera immédiatement incarcéré.

Idris Kaplan risque d'être envoyé vers la Turquie, où il sera immédiatement incarcéré. Son avocat a indiqué avoir saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour contraindre la France à suspendre son avis d'expulsion.

Samedi 21 septembre, ce militant de la cause kurde a été arrêté, puis transporté au centre de rétention administrative de Vincennes. Détenu arbitrairement, selon son avocat, maître Romain Ruiz, Idris Kaplan a été libéré après plus de vingt-quatre heures de rétention.

Mais l'homme, réfugié politique en France, reste toujours sous le coup de l'avis d'expulsion ordonné par la préfecture de police du Val-d'Oise. Des associations dénoncent sur les réseaux sociaux le sort qui lui est ré-



Idris Kaplan risque d'être envoyé vers la Turquie, où il sera immédiatement incarcéré. Son avocat a indiqué avoir saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour contraindre la France à suspendre son avis d'expulsion.

servé : « *En France, tous les Kurdes qui mènent des activités pour la cause kurde sont accusés de récolte de fonds, de financement d'une organi-*

sation terroriste. »

Idris Kaplan risque d'être envoyé vers la Turquie, où il sera immédiatement incar-

céré. Son avocat a indiqué avoir saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour contraindre la France à suspendre son avis d'expulsion.

La Suède accuse l'Iran d'une cyberattaque visant à « venger » les autodafés du Coran

Environ 15 000 messages « appelant à la vengeance » contre les profanateurs du livre saint de l'islam avaient été envoyés à l'été 2023. « L'enquête nous a permis d'établir l'identité des pirates iraniens », selon le ministère public suédois.

Les autorités suédoises ont accusé, mardi 24 septembre, les services de renseignement iraniens d'avoir piraté en 2023 un opérateur de SMS pour envoyer des messages encourageant les gens à se « venger » des profanateurs du Coran.

Quelque 15 000 messages « appelant à la vengeance contre les auteurs d'autodafé du Coran » avaient été envoyés à l'été 2023, en écho à une vague de profanations du livre saint de l'islam, selon un communiqué du ministère public. Il s'agissait de « créer des divisions dans la société suédoise ». « L'enquête pré-

liminaire montre que c'est l'Etat iranien, par l'intermédiaire du corps des gardiens de la révolution islamique iranienne (CGRI), qui a piraté les données d'une société suédoise exploitant un important service de SMS », a détaillé dans le communiqué le procureur Mats Ljungqvist.

« L'enquête nous a permis d'établir l'identité des pirates iraniens qui ont perpétré cette grave atteinte à la protection des données », a ajouté M. Ljungqvist. L'enquête est toutefois désormais close faute de pouvoir inculper les services iraniens.

Prédominance de la liberté d'expression

Les relations entre la Suède et plusieurs pays du Proche-Orient se sont détériorées à l'été 2023 quand des manifestations ont éclaté dans ces pays contre plusieurs autodafés menés dans le pays nordique, notamment à l'initiative de Salwan Momika, un réfugié irakien.

Le gouvernement suédois avait alors condamné les autodafés du livre sacré sur son sol, tout en rappelant la prédominance de la liberté d'expression et de rassemblement.

L'ambassade de Suède en

Irak avait été prise d'assaut à deux reprises, avec des débuts d'incendie dans son enceinte lors de la deuxième attaque.

Par ailleurs, la Suède et l'Iran entretiennent des relations tendues depuis plusieurs années, en particulier depuis l'arrestation, en 2019 en Suède, d'un ex-procureur iranien, Hamid Nouri, et sa condamnation à la perpétuité pour son rôle dans des exécutions de masse d'opposants ordonnées par Téhéran en 1988. Il a été remis à l'Iran en juin 2024 en échange de la libération de deux Suédois, dont celle d'un diplomate de l'Union européenne.

En Turquie, les chiens errants dans le viseur d'Erdogan

Adoptée cet été, la loi voulue par le président turc pour réguler la prolifération des chiens des rues suscite colère et critiques de la part des défenseurs des droits des animaux, qui y voient un « permis de tuer ».

Au sommet d'une colline, l'endroit domine la campagne vallonnée et agricole de la ville de Nigde, cité grise d'Anatolie, sans charme ni nuances, flanquée de maisons massives écrasées par le soleil de ce Sud profond turc. Un simple

panneau de la mairie, planté au bord de la piste, indique « cimetière pour animaux ». Il n'y a rien, excepté quelques monticules de terre et des trous en forme de tranchées. Au fond de l'une d'elles, un chien à la nuque brisée gisant sous une pelletée de chaux

blanche. Le sang est encore rouge vif. Tout autour, on discerne les contours d'autres corps nivelés par les gravats. C'est ici que deux militantes de la cause animale, Emine et Melis (les prénoms ont été modifiés), ont filmé, le 6 août, des agents de la mairie venus

déposer une demi-douzaine de chiens. Des corps inertes dans des sacs en plastique abandonnés au petit matin. Les images publiées sur les réseaux sociaux ont immédiatement suscité l'émotion. Elles venaient s'ajouter aux photos de charniers de chiens qui

surgissent d'un peu partout dans le pays : Altindag, un quartier d'Ankara, Edirne, en Thrace, Tokat, dans la région de la mer Noire, Sanliurfa, dans le Sud, ou Uzunköprü, une petite ville proche de la Bulgarie.

Surtout, ces images sont venues confirmer les craintes des défenseurs des animaux, qui s'étaient opposés à l'adoption, le 30 juillet, d'une loi controversée, visant à réguler la population des chiens errants, au nombre de quatre millions sur tout le territoire, selon les autorités. Ce texte, porté par la coalition islamo-nationaliste au pouvoir du président Recep Tayyip Erdogan, oblige les municipalités à recueillir les chiens errants et à les héberger dans des refuges où ils seront vaccinés et stérilisés avant d'être proposés à l'adoption. Il impose surtout l'euthanasie des chiens considérés comme « malades » ou « agressifs », selon des procédures non encore définies.

« Un danger pour nos enfants »

Les opposants à la loi y voient une forme de « licence pour tuer », comme l'a écrit l'auteur et poète Ahmet Ümit. « Comme il n'y a pas assez de places dans les abris, une voie a été ouverte pour l'abattage », affirmait le vétérinaire Turkan Ceylan, le jour du vote de la loi. *Nous, les défenseurs des droits des animaux, savons très bien que cela signifie la mort.* » La Turquie compte au total 322 refuges, soit une capacité d'à peine 105 000 chiens. Dans les villes, surtout dans les quartiers périphériques des grands centres urbains et les villes moyennes, les chiens des rues, comme on les appelle, font partie du quotidien et même de l'imaginaire. Dès l'apparition des premiers guides touristiques au XIX^e siècle, les chiens y sont mentionnés soit à la rubrique « nuisance », soit sous celle des « curiosités ».



Des enquêteurs sur un charnier d'animaux découvert dans une zone proche d'Ankara, en Turquie, en août 2024. SOPA IMAGES / LIGHTROCKET/ GETTY

A Nigde, Melis a longtemps vécu avec ses neuf chiens dans une maison en périphérie de la ville. Des animaux errants récupérés au fil des ans. Au printemps dernier, ses voisins ont rédigé une pétition pour lui demander de partir. Le propriétaire l'a expulsée. Melis a déménagé dans un petit appartement et s'est résignée à laisser ses chiens dans le chenil municipal.

Tous les jours, pendant des semaines, elle a fait le trajet pour les voir. Jusqu'à ce matin de juillet, où deux de ses chiens manquent à l'appel. Un employé du chenil affirme qu'ils ont fui dans la nuit. Melis n'y croit pas, cherche des réponses, s'enquiert auprès de la direction, de ses proches. Au même moment, un coup de téléphone anonyme l'informe que des animaux ont été enterrés sur les terrains vagues situés autour de l'établissement. L'homme affirme bien connaître la fourrière municipale et se dit consterné par les méthodes de la mairie, qui exige l'abattage quotidien de quatre à cinq chiens dans le refuge. Melis demande aux autorités de creuser plusieurs emplacements qu'elle suspecte de servir de fosse commune. En vain.

Emine, elle, effectue chaque soir depuis des années une tournée en voiture, dans quatre quartiers de la ville, pour nourrir, avec les restes de viande et d'abats donnés par différentes boucheries, une centaine de chiens. « Ils étaient cent trente exactement, avant le passage de la loi, précise-t-elle. Ici, comme ailleurs, cela fait des années que des chiens des rues disparaissent. Mais tout s'est accéléré avec la loi, excepté dans certaines mairies de l'opposition qui ont dit qu'elles ne l'appliqueraient pas. » Aujourd'hui, Emine ne nourrit plus que soixante-dix chiens. Les autres ont disparu.

Nigde est un fief conservateur, une ville de 400 000 habitants dominée depuis des décennies par les islamo-nationalistes du Parti de la justice et du développement (AKP) et les ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP), les deux formations au gouvernement. Alors que la majorité des villes turques ont voté pour l'opposition aux dernières municipales de mars, les électeurs sont, ici, restés fidèles à leurs dirigeants, certains arrondissements votant même à plus de 85 % pour les deux partis au pouvoir. Alors, quand le débat sur la loi a éclaté, Nigde s'est

rangée derrière les arguments officiels.

Au Parlement, Recep Tayyip Erdogan a souligné que « les chiens de garde et les chiens de berger de village font partie [des lieux], mais nous n'aimons pas et ne pouvons plus tolérer les chiens errants dans les villes, qui constituent un danger pour nos enfants ». Osant la comparaison avec le conflit israélien, il a ajouté que son gouvernement n'avait, sur ce sujet, de leçons de compassion à recevoir de personne, « surtout pas de ceux qui n'élèvent pas leur voix contre les massacres à Gaza », c'est-à-dire l'opposition, à ses yeux.

Pour renforcer le message, les médias progouvernementaux ont diffusé des reportages sensationnalistes de chiens se jetant sur des enfants ou poursuivant des vieilles dames. Sur les réseaux sociaux, les témoignages se sont multipliés. Certains membres de confréries religieuses ont rappelé qu'à leurs yeux le chien était considéré comme un animal « impur ». Le ministère de l'intérieur a rappelé, lui, ses statistiques : dix personnes ont été tuées depuis 2022 et plus de deux mille blessées dans

des attaques de chiens errants ou dans des accidents de la route provoqués par ceux-ci.

« Une loi politique »

« Bien sûr qu'il peut y avoir des problèmes et il faut faire des campagnes de stérilisation, répond Emine. Mais, si l'AKP avait mis en œuvre la loi sur les droits des animaux promulguée en 2004 et qui obligeait déjà à la vaccination et à la stérilisation, il n'y aurait pas eu une telle augmentation

de la population animale. » Rien qu'à Nigde, souligne la militante, le nombre de chiens errants est estimé entre 3 000 et 4 000, pour une fourrière d'à peine 400 places.

« Qui va payer pour agrandir et améliorer les abris ? Les municipalités en ont l'obligation, mais elles ne l'ont pas fait pendant toutes ces années, et elles le feront encore moins avec la crise économique que nous traversons », insiste Emine. Stériliser un chien dans un cabinet de vé-

térinaire coûte 4 000 livres turques (115 euros), un peu moins d'un quart du salaire minimum.

Pour Burcu Yagci, avocate au barreau d'Ankara, cette loi « est avant tout politique, elle ne règle rien et ne protège pas les animaux, au contraire ». La spécialiste des droits des animaux ajoute : « Ce texte embarrasse les maires de l'opposition qui risquent d'écoper d'une peine allant jusqu'à deux ans de prison s'ils ne respectent pas la loi. Il permet

également d'occuper l'actualité et de répondre à l'inquiétude des gens qui, avec le battage médiatique, voient de plus en plus ces chiens comme un danger. »

Un récent sondage fait apparaître que moins de 3 % des personnes interrogées sont en faveur d'un abattage des chiens des rues. Ils sont, en revanche, une large majorité à vouloir placer ces chiens dans les fourrières pour qu'ils soient pris en charge, avant une adoption.

The New York Times

Susan C. Beachy
Sept. 23, 2024

U.S. Inquiry Into N.Y. Mayor's Foreign Ties Said to Include 6 Countries

Federal prosecutors investigating Mayor Eric Adams and his campaign's ties to Turkey issued subpoenas in July for records related to 5 other countries.

Federal prosecutors investigating whether Mayor Eric Adams conspired with the Turkish government to funnel illegal foreign donations into his campaign have recently sought information about interactions with five other countries, people with knowledge of the matter said.

The demand for information related to the other countries — Israel, China, Qatar, South Korea and Uzbekistan — was made in expansive [grand jury subpoenas issued in July to City Hall](#), the mayor and his campaign, the people said. The prosecutors' focus on the other five countries has not been previously reported.

The full scope of the inquiry into the mayor is not publicly known, and it remains unclear why investigators were seek-

ing information about the additional countries or whether Mr. Adams has had dealings with them. But the investigation has focused at least in part on whether, in exchange for illegal donations, Mr. Adams pressured the Fire Department to approve a new, high-rise Turkish Consulate in Midtown Manhattan despite safety concerns. Investigators have also examined free flights and flight upgrades the mayor [received](#) from Turkish Airlines.

The New York Times first reported on the July subpoenas [last month](#), weeks before a burst of investigative activity focused on five of the mayor's highest-ranking aides.

On Sept. 4, federal agents conducted searches and [seized the phones](#) of the police commissioner, the first deputy

mayor, the schools chancellor, the deputy mayor for public safety and a senior adviser who is one of the mayor's closest confidants.

Those actions brought to four [the number of federal corruption inquiries swirling around Mr. Adams's administration](#), and prompted the resignations of the police commissioner, Edward A. Caban, and the mayor's chief counsel, Lisa Zornberg, who left the administration after Mr. Adams resisted her advice to clean house.

On Friday, [F.B.I. agents also searched](#) the homes of the interim police commissioner, Thomas G. Donlon, whom the mayor appointed on Sept. 12. Mr. Donlon disclosed the search in a statement late Saturday in which he said agents had taken 20-year-old

“materials.” But several people with knowledge of the matter said the materials were classified documents and that the search was unrelated to the four other investigations of the mayor and senior members of his administration.

Current and former prosecutors said the searches and seizures of phones of so many senior mayoral aides — and the seizure of the mayor's own devices 10 months ago — were highly aggressive steps that suggested investigators believe there is a significant level of corruption around the mayor.

But because no charges have been filed against the mayor, his aides or anyone else as a result of the investigations, prosecutors have not had to disclose anything about the

evidence they have collected or whether it might support bringing criminal charges.

A spokesman for the mayor's office, Fabien Levy, said City Hall officials had been asked not to comment on the content of the subpoenas, "but, as we have repeatedly said, we will continue to fully comply with any law enforcement inquiry."

The fund-raising investigation into the mayor and his campaign appears to have been going on the longest. It is being conducted by the office of the U. S. attorney for the Southern District of New York, Damian Williams, along with the F.B.I. and the city's Department of Investigation. Representatives of the three agencies declined to comment.

The July subpoenas in the fund-raising investigation sought communications and other information related to the five nations, as well as records related to tickets to the 2022 World Cup in Qatar, which the mayor [attended](#), and additional information about Turkey.

The subpoenas demanded information about the Police Department's placement of security booths, which are sometimes installed outside foreign consulates, and the mayor's use of the encrypted messaging app Signal, several of the people said.

Investigators also sought information related to a number of people, including the former Turkish consul general in New York, Reyhan Özgür, whom Mr. Adams, during a [flag-raising](#) ceremony for Turkey in 2022, [described](#) as a "good friend" he has known for years.

A year earlier, the Turkish consulate's Instagram account [posted a photo of Mr. Özgür](#) clasping the mayor's hand



Federal prosecutors have been investigating whether Mayor Eric Adams and his campaign conspired with the Turkish government to receive illegal foreign donations. Karsten Moran for The New York Times

during a tour of the consulate's new Midtown high-rise.

Mr. [Özgür](#), when he was deputy consul general, was on the guest list for a December 2017 dinner Mr. Adams was hosting for Turkish officials and executives from Turkish Airlines at a Brooklyn seafood restaurant run by Mr. Adams's close friends, according to emails reviewed by The New York Times.

Mr. [Özgür](#) later served as consul general in New York from August 2020 until last month. He could not be reached for comment.

Another person named in the subpoenas was Arda Sayiner, a self-described brand adviser, influencer and journalist who does business in Turkey and whose website [touts](#) an interview he once conducted with Mr. Adams.

"I have known New York Mayor Eric Adams for nearly 10 years," Mr. Sayiner wrote in the Turkish newspaper [Hurriyet](#) last year. He added that the two had met while Mr.

Adams was Brooklyn borough president and that he had accompanied Mr. Adams "on many of his trips to Turkey."

Mr. Sayiner was involved in arranging Mr. Adams's itinerary for a December 2015 trip he made to Turkey while he was borough president, his second official visit to the country in four months.

Among his stops on the trip, [Mr. Adams](#) met with a developer and promised to introduce him to contractors in Brooklyn, according to a Turkish news report.

Emails show that Mr. Sayiner forwarded Turkish Airlines ticketing information for Mr. Adams to Rana Abbasova, who was Mr. Adams's liaison to the Turkish community in the borough president's office at the time and went to work for him when he became mayor. Since then, Ms. Abbasova has [turned against Mr. Adams](#) and is cooperating with the investigation.

Federal prosecutors are examining whether Mr. Adams

pressured the Fire Department to sign off on the opening of a new high-rise consulate building for the Turkish government. Spencer Platt/Getty Images

At least once, Mr. Sayiner attended a private dinner with Mr. Adams, members of his staff and the Turkish community in New York to discuss travel to the country, according to a person who was at the dinner.

Mr. Sayiner could not be reached for comment.

The July subpoenas were issued eight months after the investigation into the mayor first spilled into public view. In November, federal agents searched the homes of Mr. Adams's chief fund-raiser, Brianna Suggs, Ms. Abbasova, who was an aide in his international affairs office, and a former Turkish Airlines executive who served on the mayor's transition committee, Cenk Öcal.

The New York Times

Steven Erlanger
Sept 24, 2024

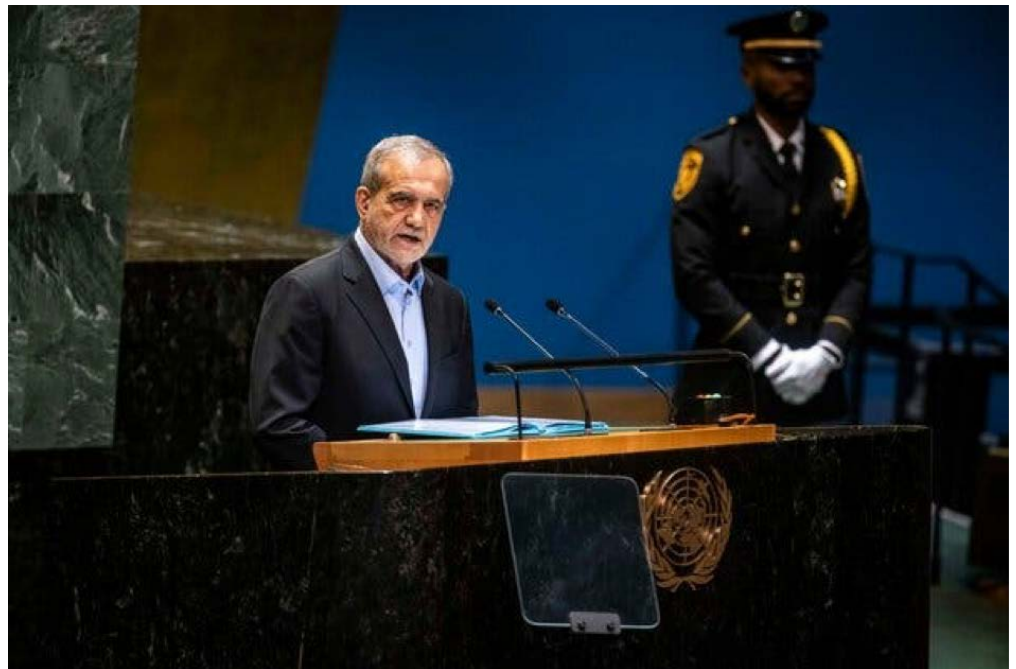
Iran's Dilemma: How to Preserve Its Proxies and Avoid Full-Scale War

Iran says Israel wants to trap it into a direct conflict by bombing Hezbollah, even as a new Iranian president tries outreach to the West.

Israel's war against Hezbollah in southern Lebanon is another embarrassment for Iran and its new president, raising the pressure on him to strike back at Israel to defend an important ally.

Iran has so far refused to be goaded by Israel into a larger regional war that its supreme leader, Ali Khamenei, clearly does not want, analysts say. Instead, President Masoud Pezeshkian is at the United Nations hoping to present a more moderate face to the world and meeting European diplomats in the hopes of restarting talks on Iran's nuclear program that could lead to vital sanctions relief for its hobbled economy.

In New York this week, Mr. Pezeshkian was blunt. Israel was seeking to trap his country into a wider



President Masoud Pezeshkian of Iran told the United Nations General Assembly on Tuesday that Israel was seeking to trap his country into a wider war. Dave Sanders for The New York Times

war, he said. "It is Israel that seeks to create this all-out conflict," he said. "They are dragging us to a point where we do not wish to go."

After a series of humiliations, heightened by Israel's intensified attacks

on Hezbollah, Iran faces clear dilemmas.

It wants to restore deterrence against Israel while avoiding a full-scale war between the two countries that could draw in the United States and, in combination, destroy the Is-

lamic Republic at home.

It wants to preserve the proxies that provide what it calls forward defense against Israel — Hezbollah, Hamas and the Houthis in Yemen — without going into battle on their behalf.

Une djihadiste française renvoyée devant les assises pour sa participation au génocide des yézidis

Sonia Mejri, mariée à un émir de l'organisation Etat islamique en Syrie, a disposé pendant plusieurs semaines d'une esclave yézidie à son service. Exploitée, maltraitée et violée, Rafida Naif s'est portée partie civile. Ce procès sera une première concernant une Française.

Pour la première fois de l'histoire de la justice en France, une citoyenne française est renvoyée devant une cour d'assises spéciale pour le « crime des crimes », celui de « génocide ». Se profile ainsi le tout premier procès portant spécifiquement sur ce chef d'accusation pour un citoyen français, Maurice Papon ayant été jugé en 1997 pour « crimes contre l'humanité ».

Outre sa participation à « un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, (...) en l'espèce la communauté yézidie », en portant des « atteintes graves à son intégrité physique ou psychique », Sonia Mejri, une « revenante » de Syrie, est aussi accusée de « participation à une association de malfaiteurs terroriste », « crimes contre l'humanité » (« réduction en esclavage », « emprisonnement », « torture », « persécution » et « autres actes inhumains »). Sa défense peut encore faire appel de l'ordonnance de mise en accusation en date du 24 septembre.

Sonia Mejri, 35 ans, a quitté la France, où elle gérait un snack à Romans-sur-Isère (Drôme), le 19 septembre 2014, pour se rendre en Syrie dans le territoire du



Rafida Naif, ancienne esclave de la djihadiste française Sonia Mejri, et son fils, chez elle, à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, le 23 novembre 2020. DELIL SOULEIMAN / AFP

pseudo-califat de l'organisation Etat islamique (EI). Elle y a épousé, peu après son arrivée, un émir de l'EI, Abdelnasser Benyoucef, connu sous le nom de guerre d'Abou Al-Mouthana, avec lequel elle avait deux enfants.

Benyoucef, né en 1973 en Algérie, a grandi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Parti étudier la religion au Caire puis à Damas, il est allé en Afghanistan dans les années 1990 se former au maniement des armes. Impliqué dans un faux braquage en France, il fuit en Algérie,

où il effectue deux peines de prison avant d'être libéré en 2013, date à laquelle il s'envole pour la Syrie.

Crimes de masse

Membre fondateur de la cellule des opérations extérieures de l'EI, qui a notamment planifié les attentats de Paris et de Saint-Denis du 13 novembre 2015, il devient, à partir d'avril 2015, chef d'une katiba. Il trouve vraisemblablement la mort dans des combats en mars 2016. Son corps n'ayant jamais été retrouvé, il a été condamné

en son absence en France pour avoir commandité l'attentat manqué de Villejuif, en 2015, durant lequel une femme, Aurélie Chatelain, a été assassinée par Sid Ahmed Ghlam, originaire du même village que lui en Algérie. Dans le cadre de l'information judiciaire sur le génocide des yézidis, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt émis le 26 juin 2023.

Après la mort d'Abdelnasser Benyoucef, Sonia Mejri s'est mariée avec un autre combattant de l'EI, Rabir Gherbi, alias Oussama Al-Jazairi, ori-

ginaire des Yvelines. Elle a eu un autre enfant. Le couple a été arrêté à Baghouz, dernière place forte du pseudo-califat, en mars 2019. Rabir Gherbi est détenu, jusqu'à ce jour, par les forces kurdes en Syrie. Sonia Mejri, elle, a réussi à passer clandestinement en Turquie avec ses trois enfants. Emprisonnée puis expulsée vers la France, elle y est mise en examen dès son interrogatoire de première comparution, le 28 janvier 2020. Mais il n'est pas encore question de crimes contre l'humanité ni de génocide ou d'esclavage. L'information judiciaire est sur le point d'être close le 8 octobre 2021. Toutefois, comme le précise le juge d'instruction, « *il apparaissait à la lecture du rapport du service pénitentiaire et de probation (...) que Sonia Mejri avait évoqué (...) la présence dans son foyer syrien d'une esclave yézidie appartenant à son mari* ».

Le juge décide alors d'enquêter sur ce point obscur. L'or-

donnance de mise en accusation rappelle les crimes de masse endurés par la communauté yézidie – kurde et considérée comme impie par l'EI –, dont plus de 400 000 membres ont été déplacés, au moins 5 000 tués et 5 000 autres réduits en esclavage, essentiellement des femmes et des filles, sans compter les petits garçons destinés à se transformer en kamikazes. Corollaires de l'esclavage des femmes : les viols, les grossesses forcées, les avortements forcés, les mariages forcés, les conversions forcées, etc. L'EI a justifié et codifié l'asservissement des femmes yézidies, dont l'achat faisait l'objet de taxes perçues par le pseudo-califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi.

Enquête en sources ouvertes

Grâce à des recherches en sources ouvertes menées par le parquet national antiterroriste, le juge d'instruction a réussi à identifier Rafida Naif,

26 ans, vendue à quatre djihadistes successifs qui l'avaient réduite en esclavage et violée. Entendue le 7 février par les magistrats et enquêteurs français au Kurdistan d'Irak, où elle réside, la jeune femme a déclaré avoir passé cinq à six semaines au foyer de Benyoucef et Mejri, dans un appartement à Rakka, au printemps 2015. Elle a raconté les viols à répétition pratiqués par Benyoucef et les énervements de Sonia, qui, bien que jalouse, venait lui dire de se préparer aux visites de son mari. « *Elle était d'accord que je sois là comme esclave, pas comme esclave sexuelle* », avait déjà déclaré Rafida Naif à des juges belges venus la voir dans le cadre d'autres dossiers. A un juge irakien, elle avait aussi dit : « *Sonia me traitait de manière inhumaine, elle me violentait, me torturait et me laissait mourir de faim.* » Sonia Mejri détenait la clé de l'appartement et portait une arme pour dissuader la yézidie de fuir, selon sa

captive. Ces dépositions ont été versées au dossier.

Confrontée au témoignage de Rafida Naif, Sonia Mejri assure qu'elle était libre de se nourrir et de se laver quand elle le voulait et qu'elle n'était contrainte à aucune tâche. Elle confirme un seul viol et minimise son rôle. Sollicité, l'avocat de Sonia Mejri n'a pas répondu. M^e Romain Ruiz, conseil de Rafida Naif, qui s'est portée partie civile, estime que « *ce procès doit permettre la création d'un fonds d'indemnisation des victimes de crimes contre l'humanité* ». Enfin, M^e Clémence Bectarte, avocate de la Fédération internationale des droits de l'homme, voit dans ce renvoi aux assises « *une véritable avancée. Nous militons depuis 2017 pour que la justice française élargisse le champ de ses qualifications, au-delà des infractions terroristes, aux crimes contre l'humanité. C'est une manière de restituer leur place aux victimes.* »

Le Monde

avec AFP
25 sept 2024

Donald Trump évoque de « grandes menaces » pour sa vie venant de l'Iran

L'équipe de campagne du candidat républicain à la présidentielle affirme que les services de renseignements américains avaient averti l'ancien président des menaces de l'Iran visant à l'assassiner. Téhéran rejette ces accusations.

Donald Trump a évoqué sur son réseau social Truth Social, mercredi 25 septembre, « *de grandes menaces* » pour sa vie venant du régime de Téhéran. « *L'Iran a déjà pris des mesures qui n'ont pas fonctionné, mais ils vont réessayer. (...)* Je suis entouré de plus d'hommes, de fusils et

d'armes que je n'en ai jamais vu auparavant », a-t-il écrit.

L'équipe de campagne du candidat républicain à la présidentielle de novembre a affirmé mardi que les services de renseignements américains avaient averti l'ancien président des menaces de l'Iran visant à l'assassiner. « *Les*

responsables du renseignement ont identifié que ces attaques (...) se sont intensifiées au cours des derniers mois, et les responsables de l'application des lois de toutes les agences s'efforcent de garantir que l'ex-président Trump soit protégé et que l'élection soit exempte de toute ingérence », a affirmé

le directeur des communications de la campagne, Steven Cheung, dans le communiqué.

Donald Trump a échappé à une tentative d'assassinat le 13 juillet lors d'un meeting en Pennsylvanie. L'agresseur, Thomas Matthew Crooks, 20 ans, a été abattu par un tireur d'élite

du Secret Service. Quelques jours plus tard, les médias américains ont rapporté que les autorités avaient reçu des renseignements sur un prétendu complot iranien contre le républicain.

Le Conseil de sécurité nationale américain avait réagi à ces informations en affirmant qu'il suivait « depuis des années les menaces de l'Iran contre l'ancienne administration de Donald Trump », Téhéran ne cachant pas sa volonté de revanche après la mort de Qassem Soleimani, ex-architecte des opérations militaires iraniennes au Moyen-Orient, tué par une attaque de drone américaine en janvier 2020 à Bagdad. C'est Donald Trump, alors à la Maison Blanche, qui avait ordonné l'élimination de Qassem Soleimani. L'enquête sur la tentative d'assassinat du 13 juillet « n'a pas identifié de liens entre le tireur et d'éventuels complices ou conspirateurs, étrangers ou intérieurs », avait toutefois précisé le Conseil de sécurité nationale.

L'Iran avait rejeté les accusations américaines, les jugeant « infondées » et « malveillantes ».

Deuxième tentative d'assassinat

L'ancien président a été la cible d'une autre tentative d'assassinat le 15 septembre : il se trouvait alors au Trump International Golf Club, à West Palm Beach, en Floride, [quand des coups de feu ont été tirés.](#)



Le candidat républicain à l'élection présidentielle américaine de novembre, Donald Trump, lors d'un meeting à Savannah, en Géorgie, le 24 septembre 2024. BRANDON BELL / AFP

Déjà poursuivi pour détention illégale d'arme, Ryan Routh, 58 ans, l'homme suspecté d'avoir essayé de tirer sur le républicain a été inculpé mardi de tentative d'assassinat d'un candidat à l'élection présidentielle.

Le nouvel acte d'accusation a été émis par un « grand jury » – commission de citoyens investie de pouvoirs d'enquête – à Miami, en Floride, a précisé le ministère de la justice dans un communiqué. Le dossier a été assigné aléatoirement à la juge Aileen Cannon, [qui a rendu, en juillet, une décision très favorable à l'ex-président républicain dans un autre dossier.](#) Un juge fédéral a décidé lundi le maintien en détention de Ryan Routh.

Selon l'analyse par le FBI du bornage de ses téléphones, il se trouvait depuis le 18 août en Floride. Ses

appareils ont été localisés à de multiples reprises entre cette date et le 15 septembre près du golf de Donald Trump et de sa résidence de Mar-a-Lago. Avant d'être repéré et mis en fuite, il avait également passé près de douze heures aux environs du club de golf de Donald Trump, avait dit l'accusation la semaine dernière.

Cette dernière a annoncé lundi qu'elle allait demander l'inculpation pour « tentative d'assassinat », passible de la réclusion à perpétuité. Les procureurs ont dit avoir reçu d'une connaissance de Ryan Routh une boîte laissée au domicile de cette personne il y a plusieurs mois. Cette boîte contient notamment une lettre manuscrite adressée au « monde » sur laquelle on peut lire : « Ceci était une tentative d'assassinat contre Donald Trump, mais je suis désolé, j'ai failli à

ma tâche ». « Il vous appartient maintenant de finir le travail, et j'offrirai 150 000 dollars à quiconque le terminera », ajoute le suspect dans le document, reprochant apparemment à l'ex-président d'avoir provoqué le chaos au Moyen-Orient en sabordant en 2018 l'accord international avec l'Iran sur son programme nucléaire.

Les procureurs n'ont pas précisé si la tentative évoquée dans la lettre est celle qui a échoué le 15 septembre ou si elle se référait à un projet antérieur. Dans un livre publié, en février 2023, à compte d'auteur sur la guerre en Ukraine, Ryan Routh évoquait également un projet « d'assassiner Trump », ont-ils ajouté. La boîte contenait aussi des munitions, un tuyau en métal et quatre téléphones, selon la même source.

L'embarras de l'Iran face à l'offensive israélienne contre le Hezbollah

Téhéran se garde, pour l'instant, de réagir aux coups portés à son protégé libanais, redoutant un piège dans lequel Israël voudrait l'entraîner.

L'ambiguïté de la stratégie iranienne, en réponse à l'escalade militaire d'Israël au Liban, est apparue en filigrane dans l'adresse, mardi 24 septembre, de Massoud Pezeshkian, à la tribune de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), à New York. Le nouveau président iranien n'a pas eu de mots assez durs pour condamner les « crimes contre l'humanité » et la « barbarie désespérée » d'Israël, estimant que ses attaques contre le Liban, qui ont fait au moins 560 morts depuis lundi, « ne pouvaient rester sans réponse ».

Mais, plutôt que de menacer l'Etat hébreu de représailles cinglantes, comme le font régulièrement l'aile dure du régime et les gardiens de la révolution iraniens, le président Pezeshkian en a appelé à la responsabilité de la communauté internationale pour « ne pas permettre que le Liban devienne un autre Gaza ». Israël mène dans l'enclave palestinienne une offensive qui a fait plus de 41 000 morts, en riposte à l'attaque perpétrée par le Hamas palestinien, allié de l'Iran et du Hezbollah, sur le sol israélien le 7 octobre 2023.

Alors que le Hezbollah subit revers sur revers, la République islamique ne donne aucun signe de vouloir voler au secours de son protégé libanais, estimant que c'est exactement le piège dans lequel Benyamin Netanyahu espère l'entraîner. Le premier ministre israélien agit à intervalles réguliers la menace d'une opération militaire contre l'infrastructure nucléaire ira-

nienne. Téhéran ne veut pas, par une aventure militaire contre Israël, gâcher le rendez-vous onusien, où ses émissaires sont venus plaider auprès des Occidentaux pour « une nouvelle ère » dans leurs relations et la fin de l'isolement de leur pays.

S'ils ont ouvert un front contre Israël en soutien à la bande de Gaza, le 8 octobre 2023, l'Iran et le Hezbollah restent déterminés à éviter une guerre ouverte avec l'Etat hébreu. Téhéran n'a, pour l'instant, pas riposté à l'assassinat imputé à Israël, fin juillet, à Téhéran, du chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Les missiles qu'il avait envoyés en direction de l'Etat hébreu en réponse à l'attaque de son consulat à Damas, le 1^{er} avril, n'avaient, de toute manière, pas créé l'effet de dissuasion escompté. L'Iran n'a pas la capacité à venir en aide au Hezbollah, sur le terrain libanais, au-delà de l'envoi d'armes et de conseillers de la force d'élite Al-Qods.

« Etat de choc »

L'Iran et le Hezbollah croient encore pouvoir empêcher un élargissement du conflit, quand bien même Israël s'attelle désormais à détruire l'infrastructure militaire que le Hezbollah a construite en deux décennies, avec l'aide de Téhéran. Le sabotage de ses systèmes de télécommunication, la décapitation de son commandement militaire et la destruction de milliers de lanceurs de roquettes et de missiles ont porté un coup très rude au Hezbollah, sidérant ses alliés au sein de l'« axe de la résistance ».

« L'Iran et les autres composantes de l'axe de la résistance » ne sont toujours pas sortis de leur état de choc. Ils n'ont pas encore eu le temps d'élaborer une stratégie pour affronter cette nouvelle donne », estime Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Seules les milices chiites irakiennes ont lancé quelques drones et missiles de croisière sur Israël, qui les a interceptés. Ni les rebelles houthistes ni les forces loyales à l'Iran en Syrie ne sont entrés en action.

Le président syrien, Bachar Al-Assad, s'est, lui, illustré par un silence abyssal, le même qu'il oppose aux frappes israéliennes qui visent régulièrement, sur son territoire, les sites militaires liés au Hezbollah et aux gardiens de la révolution. Fragilisé, le dictateur est tétanisé depuis qu'Israël l'a averti, en octobre 2023, par le biais de la France et des Emirats arabes unis notamment, qu'il serait une cible facile s'il entraînait en guerre.

Le Hezbollah et l'Iran ne lui en demandent pas tant. « L'Iran et le Hezbollah veulent que le statu quo soit maintenu en Syrie et qu'Assad reste au pouvoir. Le plus important est qu'après la guerre l'Iran puisse, à travers la Syrie, réarmer le Hezbollah et même la Cisjordanie », explique Hamidreza Azizi.

Un tir de missile vers Tel-Aviv

Même le Hezbollah semble retenir ses coups. Sa riposte s'est, jusqu'à présent, avérée assez indolore pour Israël. La dés-

organisation dans ses rangs peut l'expliquer en partie. Il peut y avoir aussi une part de prudence et de stratégie de la formation chiite, qui se sait vulnérable face à la supériorité technologique écrasante d'Israël, et redevable auprès de la population libanaise, qui redoute une extension du conflit à Beyrouth. En tirant, mercredi matin, un missile de longue portée en direction de Tel-Aviv, facilement intercepté par Israël, le Hezbollah a signalé cependant sa capacité à aller à l'escalade grâce à son arsenal de missiles balistiques.

Dans son édition du 24 septembre, le quotidien ultraconservateur *Kayhan*, proche du Guide suprême, Ali Khamenei, vante la « ferme » et « vaste » riposte du Hezbollah contre Israël, une façon de sous-entendre que l'intervention de Téhéran n'est pas indispensable. « Si l'Iran arrive à la conclusion qu'il n'y a pas d'autre issue que d'entrer dans la guerre, il le fera. Mais il en est encore très loin », estime M. Azizi.

L'attention de la République islamique se concentre sur les coulisses de l'ONU, où ses émissaires cherchent à relancer les négociations sur le nucléaire contre une levée des sanctions avec leurs homologues occidentaux. L'ayatollah Khamenei a donné son feu vert, en août. L'heure tourne, alors que l'élection présidentielle américaine approche, et que le scénario d'une réélection de Donald Trump – qui était, en 2018, sorti de l'accord signé trois ans plus tôt – est redouté par Téhéran.



Karwan Faidhi Dri
Sept 27, 2024

Yazidis build new Shingal in America's Midwest

The first Yazidi family is believed to have moved to the city in the late nineties. They faced many challenges, primarily when learning English and finding jobs. Those who fled ISIS atrocities struggled with the additional challenge of overcoming the trauma they experienced.

Mastto was in the town of Khanasor, on the north side of Mount Shingal, when ISIS attacked. He was displaced to a camp in Duhok's Zakho district before moving to the US along with his wife and four children in 2016. Working as a translator for the US army in 2004 paved his path of immigration to Nebraska.

His aunt and her family were kidnapped by ISIS. She was able to escape, but her husband and their son remain missing.

Asked why he chose to live in Lincoln, Mastto replied, "because the largest Yazidi community is here and we practice our religion freely and we do whatever we did back in Shingal." He said Yazidis are also treated with a lot of respect by the local community.

Lincoln Mayor Leirion Gaylor Baird told Rudaw English that they are "proud" to host the largest Yazidi community in the US.

"In Lincoln, Nebraska, we are proud to be home to the largest community of Yazidi refugees in the United States. Through years of collaborative efforts by local organizations and individuals, we have created strategies to ensure that refugees are fully included in our community's economic, social, civic, and cultural life," she said.

"We believe that, by fostering a welcoming and inclusive community, we create new opportunities for everyone in our capital city," added the mayor.

She visited Bashar and other Yazidi farmers in 2021.

Lincoln Mayor Leirion Gaylor Baird (2nd from right) visits Shahab Bashar (1st from left) and other Yazidi farmers in the town on July 10, 2021. Photo: Leirion Gaylor Baird/Facebook

Community Crops has helped Yazidis wanting to farm.

"Our nonprofit program has worked with New American families from all over the world in our garden program for many years. Many Yazidi were gardeners with us. As they asked for more and more land and we learned more about their backgrounds, we realized this community had many experienced farmers that might want to create new farm businesses here in Nebraska. From this, the Yazidi Farmers Project was born," Megan McGuffey, Community Crops program coordinator, told Rudaw English.

Bashar has been working with them as a translator and interpreter since the early days of the project. It was through this program that he and his wife decided to become farmers. Bashar has become "an integral part" of the organization, McGuffey said.

About ten Yazidis have participated in the Yazidi Farmers Project over several years.

Bashar said farmers from Shingal grow vegetables in large quantities, including several types of produce that are new to Lincoln markets such as

varieties of pepper, eggplant, and cutting celery.

"We are trying to help farmers to sell their vegetables through Yazidi markets or Arab markets. We are building our relationship to sell to other American markets too," he said.

McGuffey said that although farming requires extremely hard work and marketing the products is a challenge, Yazidi farmers have "shown real resilience in pursuing their farm business dreams."

Some of the Yazidis, who used to farm on Mount Shingal before the ISIS attack, have transferred their experience to Lincoln.

"The knowledge and skill of the Yazidi farmers we work with is impressive. They are constantly experimenting to improve their farms and are always willing to learn new skills and ideas to improve their farm businesses," McGuffey said, adding that a "bright" future awaits them.

Farm of a Yazidi farmer in Lincoln, Nebraska. Photo: submitted/file Murad Ismail, a prominent



Left: Lincoln Mayor Leirion Gaylor Baird poses with a sign reading 'Welcome to Lincoln,'; Top right: Yazidi Cultural Centre in Lincoln; Bottom right: Shahab Bashar (right) and another Yazidi farmer pose for a photo at a farm in Lincoln, Nebraska. Photos: submitted and Mayor's office

Yazidi activist, told Rudaw English that the United States is one of the most hospitable countries and that American people respect Yazidi faith and culture, "something we lacked in our environment back home."

He recently visited Bashar and other Yazidi farmers and was impressed by their work. He explained why most Yazidis prefer Lincoln to other American cities.

"The main reason people settled here is that when the first group of Yazidis came in the '90s, they were Yazidi Iraqis who became refugees in Syria. A group of them settled in Lincoln randomly by the resettlement agency; others were sent to other states, but the Lincoln group became a kind of at-

traction for them. Lincoln makes sense as it is a small town, easier to live in than big cities, and it's economically doing well too. When new Yazidis arrived after 2007, it was natural for them to come to Lincoln because a large community was already here," he stated.

He explained that preservation of the Yazidi culture and faith is one of the advantages of living where there is an existing community.

"There are weddings here every month, Yazidis have a cemetery where they bury their dead, and people come together all the time. In many ways, they have recreated the life they once had," said Ismail, who co-founded Yazda.

There are challenges as

well, he noted, including how much Yazidis can integrate into American society and accept American norms.

Murad Ismail (1st from left) and Shahab Bashar (2nd from left) and two other unidentified individuals pose for a photo at a farm in Lincoln, Nebraska in August 2024. Photo: Murad Ismail/X.

Khalida Shamo was only a baby when ISIS attacked her home in Shingal. Her family fled and moved to Nebraska when she turned four.

Now 16, Shamo told Nebraska Public Media on the tenth anniversary of the genocide that she teaches her school peers about the massacre. "It was really scary. Even though it didn't impact me

directly, it still did because it was my family... It's hard hearing your grandma cry over the phone because she doesn't want to leave the place that she grew up in," she said.

Her grandmother finally joined them in the US, but her grandfather chose to stay in Shingal.

Matthew Miller, spokesperson for the US State Department, said on the tenth anniversary of the genocide on August 3 that the survivors "bear the painful scars" of that catastrophic day.

"We urge continued implementation of the Yazidi Survivors' Law and full application of the security, reconstruction, and administrative provisions of the 2020 Sinjar Agreement, in consultation with

the communities that call Sinjar home,” he said in a statement.

Iraq’s parliament passed the Yazidi Survivors Bill in 2021, after it languished in the legislature for two years. It offers reparations to the survivors of ISIS, but implementation has been criticized as flawed.

“Implementation of the law will need to be focused comprehensively support-

ing & sustainably reintegrating survivors,” Nadia Murad, one of the survivors of the genocide said in a post on X (then Twitter). She is a prominent Yazidi activist and Nobel Peace Prize laureate.

The 2020 agreement Miller referred to was signed between the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG) in a bid to normalize the situation in

Shingal, especially its security. Both sides have accused the other of not implementing it.

The presence of several armed groups, including ones linked to Baghdad and Erbil, has hindered efforts to restore life in the town, making many Yazidis sheltering in the Kurdistan Region reluctant to return to their homes, despite pressure from the Iraqi government.

Bashar still considers Shingal his home, but does not plan to return.

“I see Lincoln as my second home after Shingal,” he said, adding that he prefers living in Lincoln. “I have a normal life now.”

He hopes for better lives for his relatives who have chosen to remain in Shingal or have not yet had a chance to leave.



27 sept 2024

Turquie : un entrepreneur condamné à plus de 800 ans de prison pour un immeuble effondré

C’était le 6 février 2023, ce jour-là un séisme particulièrement violent frappait le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, faisant près de 60 000 morts, pour la grande majorité côté turc. L’une des pires catastrophes naturelles de l’histoire du XXI^e siècle. Un bilan en partie dû à la mauvaise qualité des constructions, bon nombre d’immeubles ne respectaient pas les normes antisismiques en vigueur. Ce vendredi 27 octobre, un entrepreneur a même été

condamné à 856 années de prison.

96 personnes avaient péri après l’effondrement de l’immeuble de 14 étages où ils vivaient à Adana, à moins de 200 kilomètres de l’épicentre. Un seul résident avait survécu.

La ville avait été pourtant relativement épargnée par les secousses, mais l’enquête a révélé les nombreuses irrégularités dans la construction du bâtiment, des colonnes

censées soutenir l’immeuble à la qualité du béton utilisé.

L’homme s’était d’ailleurs enfui le jour même vers la partie turque de l’île de Chypre avant de se rendre aux autorités. Sa condamnation exemplaire à plus de 800 ans de prison est à la hauteur de l’émotion suscitée par le séisme, comme lui plus de 250 personnes ont été arrêtées dans les semaines qui ont suivi la catastrophe.

Des entrepreneurs, des pro-

moteurs, des inspecteurs... Mais quasiment aucun fonctionnaire, aucun responsable politique, aucun élu local, pourtant, eux aussi, pointés du doigt pour avoir accordé des permis à tour de bras.

L’homme condamné ce vendredi s’était d’ailleurs défendu en affirmant que la construction avait été approuvée par les autorités. Mais dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, pas question visiblement de pointer les responsabilités du pouvoir.

The New York Times

David French
Sept. 29, 2024

Iran Is Losing. That May Matter More Than Israel's Mistakes.

Military defeats matter. Israel's inexcusable complacency on Oct. 7, 2023, allowed Hamas, a terrorist force with a [small fraction](#) of the military strength of the Israel Defense Forces, to kill more Israeli civilians than the vast armies of Egypt and Syria and their allies did at the height of the Arab-Israeli wars of 1967 and 1973.

But as demonstrated by Israel's stunning airstrike on Friday on Hezbollah's underground headquarters near Beirut, which killed the group's leader, Hassan Nasrallah, the fortunes of war have shifted against Israel's enemies since Oct. 7. Hamas is losing. Hezbollah is losing. And most important: By extension, Iran is losing. If those losses continue Iran will exit this conflict as a diminished force, less capable of harming Israel and weaker in the eyes of its other regional foes.

To say that Iran and its proxies have faced battlefield reversals is not to minimize the terrible costs to Israel. Parts of the north have been depopulated by Hezbollah rocket fire. Israel is facing a storm of international condemnation for the violence of its response to Hamas. And there are obvious internal strains on the [nation](#) and the [military](#). Even if Israel ultimately wins this war, it will have paid a dreadful price.

But my own military experience in Iraq taught me that public understanding often lags behind battlefield realities. An understandable focus on politics and diplomacy can distract the public from the battlefield — and the battlefield

is telling a different story than it did at the beginning of this fight. Israel's enemies have made profound mistakes and taken terrible losses. These military reversals may well end up having more enduring consequences for them than for Israel.

Hamas, which receives considerable military and financial support from Iran, has been gutted as a fighting force. Precise casualty numbers are [difficult to discern](#), but they are significant. As of [late last month](#), Israel claimed it has killed as many as 17,000 Hamas fighters and "dismantled" 22 of its 24 battalions, while [losing fewer](#) than 1,000 soldiers in action in almost a full year of war.

Hamas isn't defeated, and there is some evidence that some of its battalions are [attempting to reconstitute](#). But the damage to the group is undeniably extensive, and Hamas has been unable to inflict significant losses on the Israeli military.

I [share](#) my colleague Thomas Friedman's [concerns](#) that Israel will probably face an insurgency after it defeats Hamas's military formations. But the present reality is clear: Hamas is a shell of its former self.

Hezbollah also still maintains a very substantial fighting force in Lebanon, but Israel's strike against Nasrallah is but one of a series of devastating attacks on Iran's most powerful proxy army. On Sept. 17, Israel reportedly orchestrated an attack in which thousands of pagers [detonated](#) in the hands

and pockets of Hezbollah operatives. The next day Israel reportedly [detonated](#) handheld radios that Hezbollah also used to communicate, and then executed a [devastating airstrike](#) on an in-person meeting of Hezbollah leaders, killing several of its senior officials.

Then, on Sept. 23, Israel carried out a [series of attacks](#) on what it said were Hezbollah positions that killed more than 500 people. Israel claimed that the attacks [damaged or destroyed](#) thousands of Hezbollah rockets and missiles, and Hezbollah's response was ineffectual.

And what of Iran? It has suffered a string of defeats and humiliations. In April, Israel bombed the Iranian Embassy compound in Damascus, Syria, [killing](#) three senior Iranian commanders. When Iran responded by [firing](#) a barrage of more than 300 drones and ballistic missiles at Israel, Israel and its allies shot almost all of them down. Damage from the strike was minimal. Israel responded with an attack of its own that [easily evaded](#) Iranian air defenses.

The message was clear: Israel can directly strike Iran, but Iran will struggle to strike Israel.

But the humiliations for Iran weren't over yet. In July, Israel assassinated Ismail Haniyeh, the chairman of the Hamas political bureau, reportedly by [smuggling a bomb](#) into an Islamic Revolutionary Guards Corps guesthouse in Tehran, a shocking penetration of Iranian security. Israel hasn't defeated its en-

emies. Hamas is diminished, but it still exists. Hezbollah reportedly still possesses tens of [thousands of rockets](#) and missiles, and it still menaces the Israeli north. Iran also possesses an extensive missile arsenal and retains its influence over proxy forces across the Middle East. The fortunes of war can certainly change once again.

Also, one can certainly argue that Iran and its proxies have advanced several nonmilitary objectives in their fight against Israel. Israel's diplomatic momentum in the Middle East has stalled. Its hoped-for rapprochement with Saudi Arabia is on hold. And it appears to be more isolated on the world stage.

But consider the ways in which Israel has improved its military position since Oct. 7. Before the war, it lived essentially with two cocked pistols at its borders: Hamas and Hezbollah. Now one of those forces is largely smashed and the other has lost many members of its senior leadership and many of its rockets, missiles and rocket launchers.

In addition, I question whether Iran's nonmilitary successes are as real as they seem. Given the enmity between Saudi Arabia and Iran, it's presumptuous to say that Oct. 7 actually extinguished (rather than postponed) an Israeli-Saudi diplomatic breakthrough. And one wonders how isolated Israel truly is when its allies and neighbors — including not just the United States but also [Britain](#) and, reportedly, [Jordan](#) — helped Israel defend itself against Iranian attack.

There's no question that the Biden administration has been harshly critical of Israel on many occasions, but its actions indicate little daylight between the two countries — especially in its confrontation with Iran.

In August, the Biden administration approved a \$20 billion arms deal with Israel that will allow it to [purchase](#) 50 new F-15A fighters from the United States (helping ensure its qualitative military edge for a generation). And there is currently a huge American [naval buildup](#) in the region. The American Navy is [fighting](#) Iran-backed Houthi rebels in the

Red Sea and attempting to deter Iran from launching fresh attacks against Israel.

During my deployment, I learned an important lesson about the West's jihadist enemies: Defeat demoralizes them. It's not that their resistance collapses entirely, but jihadism waxes and wanes depending on its battlefield success.

When the United States turned the tide during the surge in Iraq in 2007 and 2008, Al Qaeda in Iraq struggled to replace its losses and ultimately diminished to a fraction of its former strength. By the end

of my deployment in 2008, there were Qaeda terrorists who eagerly surrendered to our forces in the field. (One Qaeda commander even walked to the gate of our base and turned himself in.) Far fewer people are flocking to the ISIS banner after its caliphate was [crushed](#) in 2017. After Hezbollah's bloody 2006 war with Israel, Nasrallah even [expressed regret](#) for the kidnappings that ignited the conflict.

While military success doesn't always bring true peace, it can preserve societies. South Korea thrives, for example, in spite of a decades-old frozen

conflict with North Korea. A military shield has kept Taiwan free. Israel's victories haven't brought permanent peace, but they have preserved the nation and enabled its extraordinary prosperity.

I'm sobered when people I respect [lament](#) the condition of Israeli society (especially its settler movement in the West Bank) and the dysfunction of its politics. I grieve the staggering loss of innocent life. But one year after perhaps Israel's worst military failure, its military success is guaranteeing that Israel, not Iran, remains the captain of its fate.

Le Monde

Madjid Zerrouky, Ghazal Golshiri
29 sept 2024

Le dilemme de l'Iran après la mort de Hassan Nasrallah

Depuis plusieurs mois, Téhéran subit une série de revers infligés par l'Etat hébreu sans être en mesure d'y riposter. Le régime islamiste pourrait être amené à se servir à nouveau de la menace nucléaire.

Bien avant que l'armée israélienne ne confirme la mort du chef du Hezbollah, le Libanais Hassan Nasrallah, samedi 28 septembre, les déclarations officielles en Iran laissaient peu de place au doute. Dans deux entretiens distincts, l'ancien chef du Parlement Ali Larijani et l'ancien ministre de l'intérieur, le commandant des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du régime) Ahmad Vahidi, ont insisté sur le fait que chaque figure de « l'axe de la résistance » assassinée pourrait être remplacée par d'autres. Une manière pour les deux dignitaires de préparer l'opinion publique à l'annonce de la mort de

Hassan Nasrallah et de minimiser les conséquences de sa disparition.

Même tonalité dans les premières déclarations du Guide suprême, Ali Khamenei, samedi. « *Les criminels sionistes doivent savoir qu'ils sont trop petits pour causer des dommages importants au Hezbollah* », a affirmé la plus haute autorité de la République islamique d'Iran, sur le réseau social X, sans citer le nom de Hassan Nasrallah et sans promettre une réponse directe de la part de Téhéran. Quelques heures plus tard, Ali Khamenei a publié un nouveau message rendant hommage, cette fois, à Hassan

Nasrallah et promettant que, après sa mort, « *la structure* » qu'il a fondée au Liban « *non seulement ne disparaîtra pas, mais deviendra encore plus solide* ».

Ayant subi, ces derniers mois, de nombreux coups de son ennemi numéro un, Israël, la République islamique d'Iran semble aujourd'hui mise au pied du mur. Le 13 avril, lorsque le régime a voulu répondre à [l'attaque contre son consulat à Damas](#), en Syrie, survenue le 1^{er} avril, la majorité [des centaines de missiles envoyés d'Iran vers Israël](#) ont été interceptés. Téhéran a échoué dans son intention d'imposer une dissuasion.

« **L'Iran n'a aucune bonne option** »

En juillet, le chef du bureau politique du mouvement palestinien Hamas, [Ismail Haniyeh](#), a été tué dans la capitale iranienne alors qu'il venait d'assister à l'intronisation du nouveau président, Massoud Pezeshkian. Depuis, l'Etat hébreu a multiplié les assassinats ciblés de hauts cadres du Hezbollah et détruit l'infrastructure militaire que le mouvement chiite libanais avait construite en deux décennies, avec l'aide de l'Iran.

« *Aujourd'hui, l'Iran n'a aucune bonne option dans la*

nouvelle donne », explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. « *Que l'Iran décide de répondre ou pas, Israël ira encore plus loin pour affaiblir "l'axe de la résistance" sans se soucier des conséquences éventuelles de ses actions, comme il l'a démontré ces derniers temps. Dans les deux cas, une confrontation directe entre Israël et l'Iran semble possible* », ajoute-t-il.

Le Hezbollah et d'autres composantes de « l'axe de la résistance » à Israël, aujourd'hui affaiblis, sont les pions essentiels placés par Téhéran pour se confronter à l'Etat hébreu, pays géographiquement distant et doté d'une technologie très avancée. « *Sans les groupes membres de l'axe, Téhéran ne peut pas mener une guerre contre Israël. Et le stock des missiles de longue portée de l'Iran n'étant pas assez important, le pouvoir est incapable de se lancer dans une guerre sans limite* », soutient M. Azizi. La République islamique n'a pas non plus le pouvoir de venir en aide au Hezbollah sur le territoire libanais, au-delà de l'envoi d'armes et de conseillers de la force d'élite Al-Qods. Là encore, sa capacité pourrait être limitée par l'offensive tous azimuts israélienne, qui bombarde les accès terrestres au Liban et contrôle ses espaces maritime et aérien.

Prudence des officiels iraniens

Le corps des gardiens de la révolution se trouve également dans une impasse. Hassan Nasrallah et le haut commandement du Hezbollah, en grande partie éliminé, avaient la main sur les choix tactiques et stratégiques du mouvement en cas de conflit. Leur mort pourrait amener les conseillers iraniens à s'exposer davantage, et donc à être pourchassés par Israël ou, au contraire, les contraindre à se plier à un cessez-le-feu et à



Une femme tient un drapeau iranien, drapée dans le drapeau jaune du Hezbollah, lors d'une manifestation anti-israélienne sur la place de Palestine, à Téhéran le 28 septembre 2024. ATTA KENARE / AFP

un retrait des zones frontalières, et ainsi enterrer la victoire d'Israël.

D'où la prudence affichée, pour le moment, dans leurs déclarations par les officiels iraniens. Dans un courrier adressé, samedi, au Conseil de sécurité de l'ONU, et demandant une réunion d'urgence, l'ambassadeur iranien, Amir Saeid Iravani, appelle à « *prendre des mesures immédiates et décisives pour stopper l'agression israélienne et empêcher d'entraîner la région dans une guerre totale* ». Seuls à élever le ton, les plus radicaux, jusqu'ici minoritaires, mettent en garde contre les conséquences, pour le régime, d'une éventuelle défaite totale du Hezbollah : « *La bande criminelle de Nétanyahou ne s'arrêtera pas à de simples condamnations et, après le Liban, elle attaquera Damas, puis Bagdad (...)* Elle pourrait même s'en prendre à l'Iran. *C'est pourquoi les gouvernements d'Irak, de Syrie et d'Iran devraient prendre une décision majeure le plus rapidement possible* », écrivait, sur X, l'ancien commandant des gardiens de la révolution et candidat malheureux à deux reprises à l'élection présidentielle Mohsen Rezaï. Sa-

medi, les médias iraniens ont confirmé la mort, dans les bombardements israéliens de la veille, de l'Iranien Abbas Nilforoushan, chef de la force Al-Qods au Liban.

Au sein de « l'axe de la résistance » demeure le pouvoir de nuisances, réel, des rebelles houthistes du Yémen. Si leurs tirs de missiles balistiques en direction du territoire israélien – régulièrement interceptés avant d'atteindre leur cible – ne constituent pas, pour le moment, un danger existentiel pour Tel-Aviv, leur capacité d'action en mer Rouge et le risque qu'ils font peser sur cette voie majeure du commerce maritime international sont un joker pour Téhéran et ses alliés.

Dans les prochains jours, la République islamique pourrait également brandir la carte de son programme nucléaire. Jusqu'ici, le mouvement armé libanais et la menace qu'il était censé représenter pour les intérêts vitaux de l'Etat hébreu étaient une carte maîtresse dans les mains de Téhéran, l'assurance que l'Iran ne serait pas attaqué directement par Israël. Mais un an après le 7 octobre, Téhéran se retrouve pris au piège. « **Si vous nous frappez,**

nous vous frapperons »

Pour le régime iranien, l'option de la construction d'une force nucléaire militaire – longtemps rejetée dans le discours officiel – pourrait se révéler d'autant plus nécessaire qu'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche éloignerait toute perspective d'accord avec l'Occident sur la question des activités nucléaires de Téhéran.

Quel poids peut avoir, aujourd'hui, une telle menace ? Dans le passé, de nombreux incidents ont démontré la fragilité et les défaillances des services de renseignement iraniens dans lesquels, selon toute vraisemblance, Israël a su trouver des interlocuteurs. En novembre 2020, l'auteur-clé du programme nucléaire de Téhéran, **le scientifique Mohsen Fakhrazadeh, a été assassiné en plein jour**, non loin de la capitale iranienne. Avant lui, au moins quatre autres scientifiques nucléaires ont été tués à Téhéran.

L'Iran est également victime, à intervalles réguliers, d'incendies, d'explosions et de feux mystérieux touchant ses installations pétrolières, nucléaires et militaires. Ses na-

vires de guerre sont de temps en temps attaqués, notamment depuis 2019. Certains incidents ont été imputés par Téhéran à l'Etat hébreu. Dans d'autres cas, le rôle d'Israël a

été confirmé par des sources israéliennes à des médias américains et israéliens.

Vendredi, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanya-

hou, n'a pas hésité à rappeler la supériorité de ses services d'espionnage lors de sa prise de parole à la tribune des Nations unies, à New York. « J'ai un message pour les tyrans

de Téhéran : si vous nous frappez, nous vous frappons (...) Il n'y a aucun endroit en Iran que le long bras d'Israël ne peut atteindre », a-t-il affirmé.

Le Monde

avec AFP
28 sept 2024

En Irak, la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique prendra fin en 2025

Washington et Bagdad ont fait cette annonce conjointe, vendredi, sans préciser ce qu'il adviendra des troupes américaines déployées en Irak. L'alliance comprend des effectifs de plusieurs pays, dont la France et le Royaume-Uni

La mission de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre le groupe djihadiste Etat islamique (EI) en Irak prendra fin « au plus tard à la fin de septembre 2025 », ont annoncé Washington et Bagdad dans une déclaration conjointe, vendredi 27 septembre.

L'annonce survient après des mois de discussions entre les Etats-Unis et l'Irak sur l'avenir de cette alliance, créée en 2014, qui comprend des effectifs de plusieurs pays, dont la France et le Royaume-Uni. La coalition continuera ses opérations en Syrie.

Les deux parties se sont mises d'accord sur un « plan

de transition en deux phases », a fait savoir un responsable américain. La première durera jusqu'à la fin de septembre 2025 et elle impliquera la « fin de la présence des forces de la coalition dans certaines parties de l'Irak ». « La deuxième phase, entre septembre 2025 et septembre 2026, concerne le Kurdistan » irakien, région autonome dans le nord du pays, avait déclaré, au début de septembre, le ministre de la défense irakien, Thabet Al-Abbassi.

Le communiqué ne détaille pas ce qu'il adviendra des troupes américaines déployées en Irak (environ 2 500 militaires). « Nous n'allons pas parler de nos plans concernant l'emplacement de

bases spécifiques ou du nombre de militaires, a déclaré un responsable de la défense américaine. On a été et on continuera d'être en contact avec le gouvernement irakien sur la manière dont nos relations bilatérales évolueront. »

Des cellules djihadistes toujours actives

Les négociations concernant l'avenir de la coalition ont commencé à l'hiver 2023, pour désamorcer les répercussions sur l'Irak des tensions régionales. Des frappes de drones et des tirs de roquettes revendiqués par des groupes armés pro-Iran ont visé la coalition internationale en Irak mais aussi en Syrie, avec, en toile de fond, la guerre à Gaza. En repré-

sailles, les Etats-Unis ont mené des frappes meurtrières contre les factions pro-Iran.

L'Irak a proclamé sa « victoire » contre l'EI à la fin 2017, mais des cellules djihadistes restent actives dans le pays et continuent d'attaquer sporadiquement les effectifs de l'armée et de la police, particulièrement dans les zones rurales et reculées, hors des grandes villes.

Pour justifier le retrait de la coalition, Bagdad assure que ses forces de sécurité sont désormais capables de mener seules la bataille contre l'EI, estimant que le groupe djihadiste, affaibli, ne représente plus la même menace qu'auparavant.

L'Iran dans une impasse stratégique après l'assassinat du chef du Hezbollah

Depuis plusieurs mois, Téhéran assiste quasiment sans réagir à l'affaiblissement de son protégé libanais. Après la mort d'Hassan Nasrallah, Téhéran a mis en garde contre un risque de guerre régionale, sans toutefois évoquer de riposte.

Plus de vingt-quatre heures après l'annonce officielle de la mort du chef du Hezbollah, le Libanais Hassan Nasrallah, le 28 septembre, la République islamique d'Iran ne semble toujours pas être sortie de sa réserve, malgré ce grand revers infligé par Israël. Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a parlé dimanche du « *risque d'une vraie guerre dans la région* ». « *Nous sommes véritablement en état d'alerte. Les pays de la région et au-delà doivent savoir que la situation est critique et qu'à tout moment tout peut arriver* », a-t-il dit à la presse avant de quitter New York, où il avait assisté à l'Assemblée générale des Nations unies.



Une photo du leader libanais du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est exposée sur un bâtiment à Téhéran, le 29 septembre 2024. MAJID ASGARIPPOUR / VIA REUTERS

Cette fois, personne n'a promis une « *vengeance ferme* », contrairement à ce qu'on avait l'habitude d'entendre après chaque assassinat ciblé des figures de l'« *axe de la résistance* » contre Israël. Le ton martial et vindicatif était également absent des deux messages du Guide suprême iranien, Ali Khamenei. Samedi, il s'est voulu rassurant en promettant que la disparition de Hassan Nasrallah, un allié proche de Téhéran, n'affectera pas la « *structure* » qu'il a fondée au Liban : « *Non seulement elle ne disparaîtra pas, mais elle deviendra encore plus solide.* »

Ayant subi, ces derniers mois, de nombreux coups de la part d'Israël, la République islamique d'Iran semble aujourd'hui dans une impasse stratégique. Le 13 avril, lorsque le régime a voulu répondre à l'attaque contre son consulat à Damas, en Syrie, survenue le 1^{er} avril, la majorité des centaines de missiles envoyés d'Iran vers Israël a été interceptée. Téhéran a échoué dans son intention d'imposer une dissuasion.

« **Aucune bonne option** »

En juillet, le chef du bureau

politique du mouvement palestinien Hamas, **Ismail Haniyeh, a été tué dans la capitale iranienne** alors qu'il venait d'assister à l'intronisation du nouveau président, Massoud Pezeshkian. Depuis, l'Etat hébreu a multiplié les assassinats ciblés de hauts cadres du Hezbollah et a détruit l'infrastructure militaire que le mouvement chiite libanais avait construite en deux décennies avec l'aide de Téhéran.

« *Aujourd'hui, l'Iran n'a aucune bonne option dans la nouvelle donne* », explique

Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. « *Que l'Iran décide de répondre ou pas, Israël ira encore plus loin pour affaiblir l'axe de la résistance sans se soucier des conséquences éventuelles de ses actions, comme il l'a démontré ces derniers temps. Dans les deux cas, une confrontation directe entre Israël et l'Iran semble possible* », ajoute-t-il.

Le Hezbollah et d'autres composantes de l'« *axe de la résistance* » à Israël, aujourd'hui affaiblis, sont les

pions essentiels placés par Téhéran pour se confronter à l'Etat hébreu, pays géographiquement distant et doté d'une technologie très avancée. « *Sans les groupes membres de l'axe* », Téhéran ne peut pas mener une guerre contre Israël. Et, le stock des missiles de longue portée de l'Iran n'étant pas assez important, le pouvoir est incapable de se lancer dans une guerre sans limite », soutient M. Azizi. La République islamique n'a pas non plus le pouvoir de venir en aide au Hezbollah sur le territoire libanais, au-delà de l'envoi d'armes et de conseillers de la force d'élite Al-Qods. Là encore, sa capacité pourrait être limitée par l'offensive israélienne, qui bombarde les accès terrestres au Liban et contrôle ses espaces maritime et aérien.

Prudence des officiels

Le corps des gardiens de la révolution se trouve également dans une impasse. Hassan Nasrallah et le haut commandement du Hezbollah, en grande partie éliminé, avaient la main sur les choix tactiques et stratégiques du mouvement en cas de conflit. Leur mort pourrait amener les conseillers iraniens à s'exposer davantage, et donc à être pourchassés par Israël ou, au contraire, les contraindre à se plier à un cessez-le-feu et à un retrait des zones frontalières, et ainsi entériner la victoire d'Israël.

D'où la prudence affichée, pour le moment, dans leurs déclarations par les officiels iraniens. Dans un courrier adressé, samedi, au Conseil de sécurité de l'ONU, et demandant une réunion d'urgence, l'ambassadeur iranien, Amir Saeid Irvani, appelle à « *prendre des mesures immédiates et décisives pour stopper l'agression israélienne et empêcher d'entraîner la région dans une guerre totale* ». Seuls à élever le ton, les plus radicaux, jusqu'ici minoritaires, mettent en garde contre les conséquences, pour le régime, d'une éventuelle défaite totale du Hezbollah : « *La bande criminelle de Nétanyahou ne s'arrêtera pas à de simples condamnations et, après le Liban, elle attaquera Damas, puis Bagdad. (...) Elle pourrait même s'en prendre à l'Iran. C'est pourquoi les gouvernements d'Irak, de Syrie et d'Iran devraient prendre une décision majeure le plus rapidement possible* », écrivait, sur X, Mohsen Rezaï, l'ancien commandant des gardiens de la révolution et candidat malheureux à deux reprises à l'élection présidentielle. Samedi, les médias iraniens ont confirmé la mort, dans les bombardements israéliens de la veille, de l'Iranien Abbas Nilforoushan, chef de la Force Al-Qods au Liban.

Dans les prochains jours, la République islamique pourrait également être tentée de mener à son terme le volet

militaire de son programme nucléaire. Jusqu'ici, le mouvement armé libanais et la menace qu'il était censé représenter pour les intérêts vitaux de l'Etat hébreu étaient une carte maîtresse dans les mains de Téhéran, l'assurance que l'Iran ne serait pas frappé directement par Israël. Mais un an après l'attaque du 7 octobre 2023, Téhéran se retrouve pris au piège.

Espionnage israélien

Pour le régime iranien, l'option de la construction d'une force nucléaire militaire – longtemps rejetée dans le discours officiel – pourrait se révéler d'autant plus nécessaire qu'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche éloignerait toute perspective d'accord avec l'Occident sur la question des activités nucléaires de Téhéran.

Quel poids peut avoir, aujourd'hui, une telle menace ? Dans le passé, de nombreux incidents ont démontré la fragilité et les défaillances des services de renseignement iraniens, dans lesquels, selon toute vraisemblance, Israël a su trouver des interlocuteurs. En novembre 2020, l'architecte-clé du programme nucléaire de Téhéran, [le scientifique Mohsen Fakhri-zadeh, a été assassiné en plein jour](#), non loin de la capitale iranienne. Avant lui, au moins quatre autres scientifiques nucléaires ont été tués à Téhéran.

L'Iran est également victime, à intervalles réguliers, d'incendies, d'explosions et de feux mystérieux touchant ses installations pétrolières, nucléaires et militaires. Ses navires de guerre sont de temps en temps attaqués, notamment depuis 2019. Certains incidents ont été imputés par Téhéran à l'Etat hébreu. Dans d'autres cas, le rôle d'Israël a été confirmé par des sources israéliennes à des médias américains et israéliens.

Vendredi, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, n'a pas hésité à rappeler la supériorité de ses services d'espionnage lors de sa prise de parole à la tribune des Nations unies, à New York. « *J'ai un message pour les tyrans de Téhéran : si vous nous frappez, nous vous frapperons. (...) Il n'y a aucun endroit en Iran que le long bras d'Israël ne peut atteindre* », a-t-il affirmé.

Au sein de l'« axe de la résistance » demeure le pouvoir de nuisance, réel, des rebelles houthistes du Yémen. Si leurs tirs de missiles balistiques en direction du territoire israélien – régulièrement interceptés – ne constituent pas, pour le moment, un danger existentiel pour Israël, leur capacité d'action en mer Rouge et le risque qu'ils font peser sur cette voie majeure du commerce maritime international sont un joker pour Téhéran et ses alliés.

Les dépêches de l'afp de septembre 2024

1 septembre 2024

Recensement en Irak : deux jours à la maison pour compter la population

Bagdad, 1 sept 2024 (AFP)

— Pour vous compter, restez à la maison: l'Irak va imposer un couvre-feu de deux jours en novembre afin d'organiser le recensement général de sa population, ont annoncé dimanche les autorités dans le pays de 43 millions d'habitants.

Le dernier recensement du genre s'était tenu en 1997. Dans un Irak multiconfessionnel et multiethnique, ravagé par des décennies de conflits et de violences, le recense-

ment général avait été depuis plusieurs fois reporté.

Ces dernières années, le pays a toutefois retrouvé un semblant de stabilité, malgré des violences sporadiques et les soubresauts de la vie politique.

“Un couvre-feu de deux jours sera imposé dans toutes les provinces d'Irak, les 20 et 21 novembre prochains, pour procéder au recensement de la population”, a annoncé un communiqué du Premier mi-

nistre Mohamed Chia al-Soudani, qui présidait dimanche une réunion portant sur les préparatifs de l'évènement.

Le dernier recensement avait été organisé dans 15 provinces irakiennes, excluant à l'époque les trois provinces du Kurdistan autonome dans le nord.

Pour organiser le recensement de 2024, les autorités irakiennes ont signé un partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population

(UNFPA).

L'initiative “jouera un rôle crucial pour doter l'Irak d'informations démographiques précises, faciliter l'élaboration des politiques publiques efficaces, et promouvoir une croissance inclusive”, se félicitait en juillet l'agence onusienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 septembre 2024

Plus de 400 personnes exécutées en Iran en 2024 selon des experts de l'ONU

Genève, 2 sept 2024 (AFP)

— Plus de 400 personnes, dont 15 femmes, ont été exécutées cette année en Iran, ont affirmé lundi des experts de l'ONU, inquiets face à la recrudescence des exécutions en août.

Au moins 81 personnes ont été exécutées en août, soit environ deux fois plus que les 45 exécutions signalées en juillet, ont indiqué ces experts indépendants dans un communiqué, sans citer leurs sources.

Le nombre d'exécutions signalées cette année s'élève à plus de 400 personnes, dont 15 femmes, ajoute ce groupe d'experts, constitué de six Rapporteurs spéciaux et des cinq membres du Groupe de travail de l'ONU sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Ces experts mandatés par le

Conseil des droits de l'homme de l'ONU ne s'expriment pas au nom de l'organisation.

Ils se disent “profondément préoccupés par cette forte augmentation du nombre d'exécutions”.

Environ la moitié (41) des exécutions concernaient des infractions liées à la drogue, précise le communiqué, qui rappelle que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est partie, “limite l'application de la peine de mort aux +crimes les plus graves+, c'est-à-dire aux homicides volontaires”.

“Les exécutions pour infraction à la législation sur les stupéfiants viole les normes internationales”, ont déclaré les experts.

L'ONU a appelé à de multiples reprises l'Iran à imposer un moratoire sur les exécutions, en vue

d'abolir à terme la peine de mort.

Ils soulignent que le nombre d'exécutions concernant des infractions liées à la drogue a fortement augmenté en Iran depuis 2021, avec plus de 400 exécutions en 2023, et constatent que cette augmentation s'est produite malgré des révisions apportées à la loi qui visaient à limiter l'application de la peine de mort pour ce type d'infractions.

Des militants pour les droits humains accusent l'Iran d'utiliser la peine de mort comme moyen d'intimidation face au mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

Dans leur communiqué, les experts de l'ONU affirment que

Reza Rasaei, un manifestant kurde, a été exécuté le 6 août à la prison de Dizel Abad. “Sur la base d'aveux qui auraient été obtenus sous la torture, Rasaei a été condamné à mort pour avoir assassiné un membre du Corps des gardiens de la révolution islamique alors qu'il participait à une cérémonie (...) en brandissant des pancartes sur lesquelles étaient écrites +Femme, vie, liberté+”.

Selon les experts, la Cour suprême a confirmé sa condamnation à mort bien que les coaccusés soient revenus sur leurs témoignages concernant son implication dans le meurtre, et bien qu'un médecin légiste ait fourni un témoignage contestant aussi son implication.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2024

Nouvelles frappes turques contre les combattants kurdes en Irak

Istanbul, 3 sept 2024 (AFP) — La Turquie a mené lundi de nouvelles frappes aériennes contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du nord de l'Irak, a annoncé le ministre turc de la Défense.

“Conformément à nos droits à l'autodéfense (...), une opération aérienne a été menée contre des cibles terroristes dans le nord de l'Irak dans les

régions de Metina, Zap, Gara, Hakurk, Qandil et Asos”, indique le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

Ankara affirme avoir détruit “20 cibles composées de grottes, de bunkers, d'abris, d'entrepôts et d'installations” utilisées par les combattants du PKK, qui mènent une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984, un conflit qui a fait plus de 40.000 morts, dont de

nombreux civils.

L'armée turque, dont les incursions sur le sol irakien sont régulièrement dénoncées par Bagdad, dit avoir “neutralisé de nombreux terroristes”.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé samedi la volonté de la Turquie d’“éliminer les scélérats séparatistes qui constituent une source de menace pour

notre nation et nos frères irakiens”.

Les combattants kurdes turcs du PKK disposent de bases arrières au Kurdistan autonome, qui accueille aussi depuis 25 ans des bases militaires turques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2024

Syrie: un important chef des forces de sécurité kurdes tué dans un attentat

Beyrouth (Liban), 3 sept 2024 (AFP) — Un important chef des forces de sécurité kurdes affiliées à l'Administration autonome dans le nord-est de la Syrie a été tué mardi dans un attentat visant son véhicule près d'une prison, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon l'ONG, “un chef des forces de sécurité kurdes a été tué et une autre personne blessée” dans “une explosion près de la prison d'Oum Farsan, près de Qamichli”, coïncidant avec “le survol d'un drone turc”.

“Le dirigeant a joué un rôle de premier plan dans la direction

des opérations contre le groupe Etat islamique (EI) dans la région de Raqqa”, ancienne “capitale” du groupe jihadiste, selon l'ONG basée au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

L'agence de presse locale kurde, Hawar, a rapporté “une forte explosion”, précisant qu'une voiture avait été visée.

L'armée turque, qui déploie des soldats dans le nord de la Syrie, mène régulièrement des frappes dans le nord de la Syrie contre les zones contrôlées par les Kurdes, qui avaient défait territorialement

l'EI en 2019 avec le soutien de Washington.

Ankara considère la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, comme une extension des rebelles kurdes turcs qu'elle combat. Les FDS contrôlent des territoires adjacents à ceux tenus par la Turquie et ses supplétifs syriens.

Après la défaite de l'EI, les forces kurdes ont progressivement étendu leur contrôle en Syrie où elles tiennent près du quart de la superficie du pays, établissant une administration autonome.

En octobre 2023, la Turquie

a mené une vaste campagne aérienne visant des dizaines de sites militaires et infrastructures dans le nord de la Syrie après un attentat visant le siège du ministère de l'Intérieur à Ankara, revendiquée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Entre 2016 et 2019, la Turquie a lancé trois opérations militaires de grande envergure en Syrie, visant principalement les combattants kurdes, qu'Ankara déclare vouloir chasser de ses frontières.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 septembre 2024

Kurdistan d'Irak: trois morts dans une frappe de drone (responsable)

Souleimaniyeh (Irak), 4 sept 2024 (AFP) — Trois personnes ont été tuées mercredi en Irak dans une frappe de drone visant leur véhicule au Kurdistan autonome, a indiqué à l'AFP un responsable local dans cette région du nord où l'armée turque mène régulièrement des bombardements contre les combattants kurdes turcs du PKK.

Ankara confirme épisodiquement ses frappes en territoire irakien, où elle poursuit une campagne militaire avec des opérations terrestres et aériennes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation

“terroriste” par la Turquie et ses alliés occidentaux.

“Cet après-midi, un drone a bombardé une voiture sur la route de Dokan-Khalakan, tuant trois personnes”, a indiqué mercredi à l'AFP Sirwan Sarhad, gouverneur du district de Dokan, secteur où a eu lieu la frappe.

“Il y a trois personnes brûlées dans la voiture”, a-t-il précisé, assurant que deux d'entre elles avaient pu être identifiées: “un père et son fils, des habitants du district de Ranya”, a-t-il précisé, en référence à une autre région du Kurdistan autonome, dans le

nord de l'Irak.

Menant une lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, les combattants du PKK disposent de bases arrières dans la région autonome du nord de l'Irak, frontalière de la Turquie. Le secteur accueille également depuis vingt-cinq ans des dizaines de bases militaires turques.

Alors que depuis plusieurs mois Ankara pressait l'Irak d'adopter une position plus ferme sur ce dossier du PKK, Bagdad avait discrètement classé en mars le groupe comme “organisation inter-

dite”.

A la mi-août, la Turquie et l'Irak ont d'ailleurs signé un accord de coopération militaire portant sur l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

Le 23 août, une frappe de drone imputée à l'armée turque a coûté la vie à deux journalistes affiliés au PKK.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 septembre 2024

Irak: deux militaires tués dans l'explosion d'une bombe (sources locales)

Kirkouk (Irak), 4 sept 2024 (AFP) — Deux militaires ont été tués et quatre soldats blessés mercredi en Irak dans l'explosion d'une bombe, ont indiqué à l'AFP deux responsables de l'armée et de la santé dans la province septentrionale de Kirkouk, sporadiquement touchée par des attaques jihadistes.

L'Irak a proclamé sa “victoire” contre le groupe Etat islamique (EI) fin 2017, mais des cellules jihadistes restent actives dans le pays et continuent d'attaquer sporadiquement l'armée et la police, particulièrement dans les zones rurales et reculées.

L'attaque de mercredi n'a pas

été revendiquée dans l'immédiat. Elle a eu lieu dans un secteur reculé du nord de l'Irak, près du district de Dibz, entre la ville de Kirkouk et Erbil, capitale du Kurdistan autonome.

“Deux officiers, dont un colonel, ont été tués et quatre soldats blessés”, a indiqué à l'AFP un responsable de l'armée irakienne dans la province de Kirkouk, s'exprimant sous couvert de l'anonymat. “Une bombe a ciblé leur véhicule”, a-t-il précisé.

Une source médicale a aussi fait état de deux officiers tués et quatre soldats blessés.

Cette attaque intervient moins d'une semaine après

une opération de grande envergure conjointement menée par les forces irakiennes et l'armée américaine dans le désert de l'ouest du pays contre des jihadistes.

Environ 15 combattants de l'EI y ont été tués et sept soldats américains ont été blessés, selon le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

Après sa montée en puissance fulgurante en 2014 et la conquête de vastes territoires en Irak et en Syrie, l'EI a vu son “califat” autoproclamé s'écrouler sous le coup d'offensives successives dans ces deux pays.

Un rapport d'expertise de l'ONU sur l'EI, publié en juillet, évalue le nombre actuel de jihadistes en Irak et en Syrie “de l'ordre de 1.500 à 3.000 combattants.”

En Irak, les “activités” de l'EI restent “largement contenues”, souligne le rapport tout en précisant que le groupe “reste capable de mener des attaques sporadiques et percutantes. Il opère en petits détachements, n'excédant pas cinq membres dans les zones au relief difficile”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 septembre 2024

Kurdistan d'Irak: un militant kurde d'Iran extradé vers son pays

Souleimaniyeh (Irak), 7 sept 2024 (AFP) — La police de Souleimaniyeh, au Kurdistan autonome d'Irak, a extradé vers l'Irak voisin un militant kurde iranien appartenant à l'un des partis d'opposition historiques installés de longue date dans la région, a confirmé samedi sa formation.

La version des faits rapportée par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) diverge de celle annoncée vendredi soir par les Assayech, les services de sécurité de Souleimaniyeh, ville du nord de l'Irak où les autorités locales entretiennent traditionnellement de bons rapports avec Téhéran.

Comme d'autres formations kurdes iraniennes installées depuis des décennies en Irak et qui dénoncent les discriminations dont souffre leur

communauté en République islamique d'Iran, le PDKI est dans la ligne de mire de Téhéran, qui qualifie ces organisations de "terroristes" et les accuse de lancer des attaques sur son territoire.

Dans leur communiqué, les Assayech indiquent avoir arrêté le citoyen iranien Behzad Khosrawi "car il n'avait pas de résidence" en règle dans la région autonome.

Assurant que M. Khosrawi n'a "aucun lien" avec tout "militantisme politique", les forces de sécurité affirment qu'il "a demandé à retourner en République islamique d'Iran", et a signé un document le stipulant.

Samedi, le PDKI a réagi en assurant que M. Khosrawi, originaire du Kurdistan d'Iran, était bien "un membre" de la formation. Après une

deuxième convocation par les services de sécurité, il a été arrêté et remis "au renseignement iranien", selon le communiqué du parti.

"Behzad Khosrawi vivait avec sa mère et sa soeur à Souleimaniyeh depuis plus de dix ans, ils avaient obtenu un permis de séjour (...) et leur résidence était en règle", assure la formation, précisant que l'homme avait aussi un statut de réfugié auprès du HCR.

"Il est membre d'un parti politique d'opposition (...) et bénéficie du droit d'asile en tant que réfugié politique", déplore le mouvement qui condamne son extradition.

En Irak, les partis kurdes iraniens disposaient jusqu'à très récemment de combattants en treillis, s'apparentant à des "réservistes" qui s'entraî-

nent au maniement des armes.

Fin 2023, après plusieurs bombardements menés par l'Irak en Irak, les autorités irakiennes se sont engagées à désarmer ces factions et à les évacuer de leurs bases près de la frontière iranienne pour les transférer vers des campements.

Téhéran avait notamment accusé ces mouvements d'encourager les manifestations ayant secoué l'Irak après la mort en septembre 2022 de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 septembre 2024

Irak: calendrier en vue pour un "retrait" de la coalition internationale antijihadiste

Bagdad, 8 sept 2024 (AFP) — Bagdad et Washington sont parvenus à une entente concernant un calendrier de "retrait" des troupes de la coalition internationale antijihadiste stationnées en Irak, a indiqué dimanche le ministre de la Défense irakien, précisant que l'accord devait encore être signé.

Les Etats-Unis déploient environ 2.500 militaires en Irak et près de 900 en Syrie, au sein de la coalition internationale créée en 2014 pour combattre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). L'alliance

comprend des effectifs de plusieurs autres pays, notamment la France ou la Grande-Bretagne.

Bagdad réclame une "fin de mission" de la coalition et le "retrait" des conseillers étrangers, et compte remplacer ce dispositif en consolidant les partenariats bilatéraux dans le domaine militaire, notamment avec les Etats-Unis.

"L'accord" trouvé avec les Etats-Unis prévoit un "retrait" des effectifs de la coalition "en deux étapes", a assuré le ministre de la Défense Tha-

bet al-Abbassi, dans un entretien diffusé dimanche par la télévision panarabe Al-Hadath.

La "première phase", qui aurait dû débuter ce septembre, devrait se poursuivre jusqu'à septembre 2025 et concernerait le personnel de la coalition stationné sur des bases militaires irakiennes à Bagdad et ailleurs en Irak fédéral, notamment la base d'Aïn al-Assad.

"La deuxième phase, entre septembre 2025 et septembre 2026, concerne le Kurdis-

tan" autonome, dans le nord de l'Irak, a-t-il ajouté.

Le ministre irakien a aussi reconnu que le secrétaire américain à la Défense avait lors d'une réunion estimé que "deux ans ce n'était pas suffisant". "Nous avons refusé la proposition d'une troisième année", a-t-il précisé.

"Peut-être que dans les prochains jours nous signerons l'entente qui a été trouvée à Washington", a précisé le ministre, reconnaissant un "report" initial de l'accord à cause de la situation régio-

nale explosive, mais aussi "les élections aux Etats-Unis" qui pèsent, a-t-il estimé.

Les négociations concernant l'avenir de la coalition ont été amorcées à l'hiver 2023, pour désamorcer les répercussions sur l'Irak des tensions régionales: frappes de

drones et tirs de roquettes revendiqués par des groupes armés pro-Iran ont visé la coalition internationale, en Irak mais aussi en Syrie, avec en toile de fonds la guerre à Gaza.

En représailles, les Etats-Unis avaient mené des

frappes meurtrières contre les factions pro-Iran.

L'Irak a proclamé sa "victoire" contre l'EI fin 2017. Pour justifier le retrait de la coalition, Bagdad assure que ses forces de sécurité sont désormais capables de mener seules la bataille contre l'EI,

estimant que le groupe jhdiste est désormais affaibli et ne représente plus la même menace qu'auparavant.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 septembre 2024

Nouvelles frappes turques contre le PKK en Irak

Istanbul, 9 sept 2024 (AFP) — La Turquie a annoncé lundi avoir mené de nouvelles frappes aériennes contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du nord de l'Irak.

"Une opération aérienne a été menée (...) dans les régions de Metina, Gara, Ha-

kur et Qandil", indique le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

Ankara affirme avoir détruit "21 cibles composées de grottes, de bunkers et d'abris" utilisées par le PKK, classé organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

L'armée turque, dont les incursions sur le sol irakien sont régulièrement dénoncées par Bagdad, affirme également avoir "neutralisé de nombreux terroristes".

La Turquie admet bombarder les montagnes nord de l'Irak, mais nie mener des frappes de drones dans d'autres zones du nord du pays,

comme elle en est accusée.

Depuis 1984, le conflit entre le PKK et l'Etat turc a fait plus de 40.000 morts, dont de nombreux civils.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 septembre 2024

Aux confins du Kurdistan d'Irak, l'insoluble diplomatie de l'eau avec l'Iran voisin

Qaladiza (Irak), 10 sept 2024 (AFP) — Aux confins du Kurdistan d'Irak, la pittoresque ville de Qaladiza se dresse près du Petit Zab. Cette rivière arrive de l'Iran voisin et par endroit son lit est exposé, illustrant les pénuries d'eau pesant depuis des années sur le quotidien des 90.000 habitants.

Enfermée par des collines, Qaladiza est à une trentaine de kilomètres de la frontière iranienne. Le Petit Zab serpente dans la vallée, bordé de terres agricoles, mais aussi des bacs en damier des fermes piscicoles.

"Quotidiennement nous surveillons le niveau de l'eau", indique à l'AFP Marf Karim,

directeur de la station d'épuration: "A l'oeil nu, on constate une baisse d'environ 80%".

Naguère, la rivière apportait annuellement sept milliards de mètres cubes d'eau. La crise a commencé en 2017, explique-t-il: en amont sur le Petit Zab, l'Iran a construit le barrage de Kolsa.

"C'est une catastrophe pour l'environnement de notre région", déplore le responsable, citant les répercussions sur "les puits d'eau et les nappes phréatiques".

Pour sécuriser l'eau potable de Qaladiza, un barrage artisanal retenant le débit de la rivière a été érigé à la station

d'épuration. Mais cela ne résout pas "le problème de la qualité de l'eau. Il nous faut plus de produits pour filtrer les impuretés", regrette M. Karim.

Enchaînant les sécheresses, confronté à l'inexorable hausse des températures et au recul des précipitations, l'Irak est considéré par l'ONU comme un des cinq pays au monde les plus exposés à certains effets du changement climatique.

Mais à Qaladiza, c'est aussi une diplomatie de l'eau qui est en jeu, mettant au jour lignes de fracture et tensions régionales, inévitables à mesure que les pays doivent gérer des conditions clima-

tiques toujours plus extrêmes.

- "Négociations géopolitiques" -

Affluent du fleuve Tigre, le Petit Zab prend sa source en Iran, aussi frappé par la sécheresse.

A l'été 2023, le département météorologique de la province iranienne de l'Azerbaïdjan occidentale, frontalière d'Irak, assurait ainsi que "56%" de son territoire vivait une "sécheresse très sévère".

Malgré plusieurs barrages érigés dès les années 1990, "l'Iran a réalisé en 2017 qu'il perdait encore les deux tiers

de ses eaux vers l'Irak, ce qui pourrait conduire à des pénuries en Iran même, d'ici 2036", indique à l'AFP Banafseh Keynoush, chercheuse à l'Institut Kroc de l'université américaine Notre-Dame.

Téhéran s'est donc lancé dans la construction d'une centaine de barrages supplémentaires "pour rediriger ce débit d'eau allant en Irak vers ses propres réservoirs", ajoute-t-elle.

Sur son sol, l'Irak veut aussi construire des barrages et encourage les agriculteurs à abandonner des méthodes d'irrigation ancestrales consistant à inonder les champs. Bagdad veut également obtenir de son grand allié un partage des eaux.

Mais l'Iran a fait de "la dispute de l'eau une sous-catégorie au sein des discussions géo-

politiques entre les deux pays. Tout progrès pour résoudre cette question est aussi conditionné à des négociations politiques et géopolitiques" tant avec Bagdad qu'avec le Kurdistan autonome, ajoute M. Keynoush.

Elle rappelle qu'en novembre, l'Iran libérait plus d'eau du Zab "pour minimiser certaines tensions avec le gouvernement régional du Kurdistan".

"Il y avait certainement des facteurs politiques derrière (ce geste), outre des considérations environnementales", souligne-t-elle. Car il est "vital" pour l'Iran d'éviter "tout bouleversement majeur à ses frontières".

- "Les poissons vont mourir" -

En aval sur le Petit Zab, le directeur du barrage de Dukan,

Kochar Jamal, minimise l'impact des "coupures" du voisin iranien sur ses propres réserves. Cette année, elles ont augmenté par rapport à 2023, mais c'est surtout "en raison des quantités de pluies à l'hiver et au printemps", dit-il.

Bakr Baez, gouverneur de Qaladiza, explique que ses agriculteurs n'ont pas assez d'eau pour irriguer leurs champs. Et sur les 257 bacs des fermes piscicoles, 200 ont grandement souffert du manque d'eau.

Juché près d'un énorme trou sur sa propriété, Ali Hassan observe une pelleteuse creusant laborieusement une terre boueuse, gorgée de cailloux. Pour sauver sa ferme piscicole, il faut de l'eau. Alors il espère approfondir son puits pour accéder à une nappe phréatique.

"Cela fait trois jours que l'on n'arrive pas à changer l'eau des bacs", déplore le quin-quagénaire: "Sans cela, l'eau sera chaude, les poissons mourront. Il leur faut de l'eau fraîche."

Aux commandes du bulldozer, Omar Mohamed est aussi agriculteur. "Avec le manque d'eau on reste parfois trois, quatre jours sans irriguer", déplore l'homme de 48 ans.

"J'avais des vergers, ils sont perdus", regrette-t-il: "Un voisin a tenté de planter des bamias, un autre des pastèques, tous ont échoué".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 septembre 2024

Le président iranien au Kurdistan d'Irak

Erbil (Irak), 12 sept 2024 (AFP) — Le président iranien Massoud Pezeshkian est arrivé jeudi à Erbil, la capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, au deuxième jour d'une visite chez le voisin irakien visant à consolider un partenariat stratégique.

A sa descente d'avion à l'aéroport d'Erbil, M. Pezeshkian a été reçu par le président de la région autonome Nechirvan Barzani, lors d'un accueil en grande pompe des Peshmergas, les forces armées kurdes, en position de garde à vous avec leur fusil le long du corps.

Il doit s'entretenir avec Nechirvan Barzani mais aussi le Premier ministre du Kurdis-

tan, Masrour Barzani. Il se rendra ensuite dans la deuxième ville du Kurdistan, Souleimaniyeh, où le pouvoir local est tenu par le clan Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les relations entre le Kurdistan irakien et Téhéran sont au beau fixe depuis plusieurs mois notamment grâce aux efforts engagés par les autorités irakiennes pour neutraliser les groupes armés de l'opposition kurde iranienne, installés depuis des décennies dans la région.

Ces dernières années, Téhéran a bombardé à plusieurs reprises des positions de ces groupes armés au Kurdistan. Mais après un accord signé

en mars 2023 avec Téhéran, le gouvernement fédéral irakien a désarmé les groupes iraniens et les a éloignés des zones frontalières, en les transférant vers des camps.

Car jusqu'à très récemment, ces groupes iraniens disposaient de combattants en treillis, s'apparentant à des "réservistes" qui s'entraînaient au maniement des armes.

"Nous avons réussi à réguler la situation sécuritaire dans les zones frontalières", s'est félicité mercredi le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani, après avoir rencontré le président iranien à Bagdad. Il a rappelé que

l'Irak refuse le lancement depuis son territoire de toute "agression, action armée ou menace contre la République islamique d'Iran".

L'Iran a accusé l'opposition kurde d'introduire clandestinement des armes en provenance d'Irak et de lancer des attaques contre les forces iraniennes. Il avait aussi accusé ces mouvements d'encourager les manifestations ayant secoué l'Iran après la mort en septembre 2022 de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini pendant son arrestation par la police des mœurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 septembre 2024

“Les graines du figuier sauvage”, film symbole deux ans après la révolte en Iran

Paris, 13 sept 2024 (AFP) — Deux ans après la mort de Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne arrêtée par la police des mœurs, la sortie mercredi du film “Les graines du figuier sauvage” tourné en clandestinité en Iran est tout un symbole.

Le film a été l’un des chocs du dernier Festival de Cannes et est reparti avec un prix spécial du jury.

Pour sauver sa peau, le réalisateur Mohammad Rasoulof a dû fuir l’Iran secrètement après avoir tourné ce thriller paranoïaque sur un enquêteur en pleine répression du mouvement “Femme, vie, liberté”.

On y suit Iman, un enquêteur au service du régime iranien, qui va être promu juge d’instruction, alors que la révolte gronde après la mort de Mahsa Amini, arrêtée fin 2022 pour ne pas avoir respecté le strict code vestimentaire islamique.

Sommé de signer des ordres

d’exécution de manifestants arrêtés, il choisit sa conscience plutôt que sa carrière.

Rezvan et Sana, ses deux filles, suivent depuis la maison les soubresauts de la jeunesse, obéissant à leur père tout en aidant en cachette leurs camarades. Leur mère, Najmeh, épouse soumise à son mari, tente de maintenir un pont entre eux.

Mais la pression augmente sur le régime. Les juges, comme Iman, redoublent de paranoïa envers les jeunes. On lui confie une arme pour se protéger. Quand le pistolet disparaît de sa table de nuit, le poison du soupçon s’immisce dans la famille et finit par la faire exploser.

Au-delà du thriller, le film est une radiographie d’une société iranienne écrasée sous le poids de la religion et d’une répression qui ne cesse de croître. C’est un plaidoyer pour la liberté et un hommage au mouvement “Femme, vie, liberté”, qui a

secoué l’Iran après la mort de Mahsa Amini.

Le cinéaste a d’ailleurs entremêlé son film de nombreuses images amateurs et issues des réseaux sociaux montrant les rassemblements d’étudiantes et d’étudiants, les femmes brûlant leur foulard en public, et les brutalités policières.

Indissociable de ses conditions de fabrication, le film est aussi un tour de force à la réalisation brillante, avec même une scène de course-poursuite en voiture, tournée avec les moyens du bord.

Setareh Maleki, qui joue l’une des filles d’Iman, a raconté à Cannes qu’elle ne connaissait pas d’emblée l’identité du réalisateur. “Je suis un peu folle, donc choisir ce rôle n’était pas un problème pour moi”, a-t-elle déclaré.

“J’étais la première ou la deuxième personne à rejoindre l’équipe et pendant des mois, les gens ne m’ont pas dit qui était le réalisateur afin

de garantir la sécurité du film”, a-t-elle raconté. “Mais j’ai deviné que c’était Mohammad Rasoulof. Qui d’autre aurait ce courage ?”.

Même restreinte, l’équipe a mis des mois à être réunie et a dû travailler discrètement pour contourner la censure.

Le titre du film s’inspire d’une variété de figuiers, dont les graines sont digérées par les oiseaux, avant d’être rejetées dans leurs déjections sur d’autres arbres.

Lorsqu’elles germent, leurs branches enlacent jusqu’à l’étrangler l’arbre sur lequel elles se fixent, permettant au nouveau figuier de se fixer et de croître, libéré.

Une métaphore transparente des espoirs des dissidents iraniens.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

16 septembre 2024

La Nobel de la Paix iranienne Narges Mohammadi appelle à “sortir du silence” face à l’oppression des femmes

Paris, 16 sept 2024 (AFP) — La Prix Nobel de la paix iranienne emprisonnée Narges Mohammadi a appelé lundi la communauté internationale à “sortir du silence et de l’inaction” face à l’oppression des femmes en Iran, deux ans exactement après le déclenchement du mouvement “Femme Vie Liberté”.

“J’appelle les institutions internationales et les peuples à agir. J’exhorte les Nations unies à sortir de leur silence et de leur inaction face à l’oppression dévastatrice et la discrimination perpétrées par les gouvernements théocratiques et autoritaires contre les femmes, en criminalisant l’apartheid de genre”, a dé-

claré Mme Mohammadi dans ce message relayé par ses proches sur les réseaux sociaux.

Il y a deux ans, le 16 septembre 2022, le décès de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée par la police des mœurs iranienne pour non respect du strict code

vestimentaire islamique, a déclenché en Iran une révolte populaire inédite, brutalement réprimée par le pouvoir.

Dénonçant le port obligatoire du voile et le conservatisme religieux, les manifestants, menés par des femmes, ont défié le pouvoir pendant des mois. Au moins 551 per-

sonnes ont été tuées, donc certaines exécutées, et des milliers d'autres arrêtées, selon des ONG de défense des droits humains.

Evoquant "ces deux années terribles" et "la route qui reste à parcourir", Mme Mohammadi affirme dans son message que "rien ne sera plus comme avant" et que le "changement fait vaciller les

fondements de la tyrannie religieuse".

"En ce deuxième anniversaire de Femme Vie Liberté, nous réaffirmons notre engagement à réaliser la démocratie, la liberté, l'égalité, et à vaincre le despotisme théocratique", ajoute Mme Mohammadi, qui dimanche avait annoncé la grève de la faim de 34 prisonnières politiques

afin de "commémorer" la contestation depuis deux ans et le "meurtre" de Mahsa Amini.

D'après la Fondation Narges, interrogée par l'AFP, cette grève, "symbolique" et à laquelle la Nobel de la paix participait, devait durer "24 heures".

La militante de 52 ans a reçu

cette distinction en 2023, notamment pour son combat contre la peine de mort. Elle est emprisonnée à Téhéran depuis novembre 2021 et a passé une large part de la dernière décennie en prison.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 septembre 2024

Irak: un mort dans la frappe d'un "drone turc" visant le PKK (officiel)

Erbil (Irak), 16 sept 2024 (AFP) — Une personne a été tuée et deux autres ont été blessées lundi en Irak dans un bombardement "de l'armée turque" sur un camp de réfugiés, selon les services antiterroristes du Kurdistan autonome, assurant qu'un responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) figurait parmi les victimes.

Depuis des décennies, la lutte opposant la Turquie aux combattants kurdes turcs du PKK, mouvement classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, a débordé dans le nord de l'Irak. Les deux camps y disposent de positions militaires ou de bases arrières, principalement dans la région irakienne du Kurdistan autonome.

Le bombardement, mené lundi matin, a visé "un lieu de réunion

du Parti des travailleurs du Kurdistan dans le camp de Makhmour", situé dans le nord de l'Irak, dans un territoire que se disputent le gouvernement de Bagdad et le Kurdistan autonome.

Le communiqué des services antiterroristes du Kurdistan assure que la frappe menée par "un drone de l'armée turque" a "tué une personne et en a blessé deux autres", assurant que parmi ces victimes figure "un cadre du Parti des travailleurs du Kurdistan".

Le texte ne précise pas si le responsable a été blessé ou tué.

Considéré par Ankara comme un fief du PKK et régulièrement ciblé par l'armée turque, le camp de Makhmour se trouve dans la province de Ninive, à

une soixantaine de kilomètres au sud-ouest d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien.

Historiquement, ses résidents sont des personnes ayant fui le sud de la Turquie au milieu des années 1990 pour trouver refuge de l'autre côté de la frontière, dans le nord de l'Irak.

Le camp accueille plus de 10.000 résidents et dispose de sa propre administration locale, avec son propre service de sécurité armé. Mais depuis la fin 2023 la sécurité tout autour du camp est elle directement assurée par les forces de sécurité irakiennes.

Ankara confirme épisodiquement ses frappes en territoire irakien, où elle poursuit des opérations terrestres et aériennes contre le PKK.

Alors que depuis plusieurs mois Ankara pressait l'Irak d'adopter une position plus ferme sur ce dossier du PKK, Bagdad avait discrètement classé en mars le groupe comme "organisation interdite".

A la mi-août, la Turquie et l'Irak ont d'ailleurs signé un accord de coopération militaire portant sur l'installation de centres de commandement et d'entraînement communs dans le cadre de la lutte contre le PKK.

De longue date, Bagdad et Erbil sont accusées de détourner le regard pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 septembre 2024

La Turquie et la Suède entament mercredi une coopération en matière de sécurité

Ankara, 17 sept 2024 (AFP) — La Turquie et la Suède tiennent mercredi la première réunion d'un mécanisme de coopération en matière de sécurité entre les deux pays, décidé lors du sommet de Vil-

nius où Ankara a finalement donné son feu vert à l'adhésion de Stockholm à l'Otan.

La ministre suédoise des Affaires étrangères Maria Malmer Stenergard et le ministre

de la Justice Gunnar Strömmer se rendent mercredi à Ankara pour discuter de "la lutte commune contre le terrorisme et de la criminalité transnationale organisée", a annoncé le gouvernement

suédois dans un communiqué.

"Les questions de sécurité bilatérales, régionales et internationales, notamment la lutte contre le terrorisme, seront

abordées” lors de la réunion où le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan et son homologue de l’Intérieur Ali Yerlikaya seront présents, a de son côté précisé le ministre turc des Affaires étrangères.

Selon une source diplomatique turque, Ankara souhaite à cette occasion discuter “des mesures supplémentaires” contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme organisation terroriste par la Turquie, l’Union euro-

péenne et les Etats-Unis, ainsi que contre le mouvement gu-léniste, que le gouvernement turc accuse d’être derrière la tentative de coup d’Etat de juillet 2016, ce qu’il a toujours nié.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

18 septembre 2024

Enfants de jihadistes détenus en Syrie: leurs grands-parents veulent un rapatriement urgent de la France

Paris, 18 sept 2024 (AFP) — “Ils n’ont qu’une envie, c’est de partir”: sept grands-parents ont exhorté mercredi la France à rapatrier en urgence leurs petits-enfants détenus depuis six ans dans des camps kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Ces grands-parents, membres du collectif des Familles unies, se sont rendus dans le camp de Roj, en février et août derniers, où au moins 120 enfants et 50 femmes français sont détenus, selon eux.

Ils ont témoigné mercredi, sous couvert d’anonymat, lors d’une conférence de presse organisée à Paris dans le cabinet de leurs avocats.

Avant le voyage, Patricia (prénom modifié), n’avait pas vu sa fille, “partie en 2015 pour la Syrie”, depuis neuf ans. “Quand je l’ai prise dans mes bras, elle était si maigre, je sentais ses omoplates”.

Pendant deux jours, elle a aussi vu pour la première fois ses petits-enfants, âgés de six et sept ans, nés sur place. “L’hiver, ils dorment enrubannés d’écharpes, de bonnets et de mouffles”. L’été, la chaleur les écrase. “Comment peuvent-ils résister à de telles conditions de vie ?”

En puisant dans leur imagination ou leurs souvenirs, sans doute. Leurs chambres sont tapissées de dessins représentant des tours Eiffel ou “des maisons avec des mains ouvertes”. “Dans la main, il y a un avion. Ils n’ont qu’une envie, c’est de partir”, traduit Patricia.

D’autres jeunes se projettent et s’interrogent, ont raconté leurs grands-parents. S’ils rentrent, que se passera-t-il pour leur mère ? Où vivent leurs oncles, leurs tantes, en France ? Où iront-ils à l’école ? “Je vais aller dans une classe de petits, si j’ai pas le niveau ?”, s’est inquiété son petit-fils auprès de Marc (prénom modifié).

“C’est pratiquement impossible pour moi de décrire ce qui nous submerge quand on rentre dans le camp, que surgit une foule d’enfants” et que parmi eux, “on les a reconnus: nos petits-enfants”, a confié Marc.

- “La honte de la France” -

Cinq ans après la chute du “califat” du groupe Etat islamique (EI), des dizaines de milliers de femmes et d’enfants proches de jihadistes sont détenus par les forces kurdes syriennes alliées des Etats-Unis dans des camps où règne la violence.

La France a cessé à l’été 2023 les rapatriements collectifs après avoir mené quatre opérations en un an.

Actuellement, “la France conditionne toute opération de rapatriement à une demande explicite de la part des femmes”, mais ces dernières “n’arrivent pas” à la formuler, a expliqué l’avocate Marie Dosé.

Certaines sont “trop radicalisées”, d’autres craignent des représailles dans les camps, nombre d’entre elles redoutent d’être séparées de leurs enfants en arrivant en France. “Ce pays doit protéger les enfants de l’incapacité des mères à prendre la bonne décision”, a insisté l’avocate.

“Ces enfants sont des victimes, pas des bourreaux. Cette situation ubuesque sera une tache indélébile pour la France. C’est la honte de la France. Le temps limite est arrivé”, a fustigé Patrick Baudouin, président de la Ligue des droits de l’Homme.

Le collectif a également visité les centres Orkesh et Hourri, ainsi que la prison d’Alaya pour rencontrer cinq jeunes majeurs et un mineur français qui y sont incarcérés. “Leur état de santé est catastrophique, les rapatrier est une question de vie ou de mort”,

a alerté Me Dosé.

Ces jeunes avaient déjà déposé des demandes de rapatriement, se disant prêts à s’expliquer devant la justice française. “Je n’ai jamais eu de réponse” des autorités françaises, “ce qui est un refus implicite”, s’est indignée l’avocate.

“On ne veut pas le rapatriement pour les lâcher dans la nature. Ces jeunes ont vocation à être judiciairisés”, a rappelé Julie Couturier, présidente du Conseil national des barreaux.

Actuellement, 364 enfants rapatriés de Syrie sont suivis par des juges des enfants en France. Ils “ne posent aucune difficulté particulière”, a indiqué le procureur national antiterroriste Olivier Christen, interrogé le 11 septembre au micro de France info.

“Il faut faire confiance à la résilience des enfants”, a souligné Me Matthieu Bagard, co-président des Avocats sans frontières France. “Ils veulent se reconstruire, comme s’ils étaient dans une parenthèse qu’il faut absolument fermer”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

18 septembre 2024

Iran: libération de la fille de l'ex-président Rafsandjani après deux ans de détention

Téhéran, 18 sept 2024 (AFP) — La fille de l'ex-président iranien Akbar Hachémi Rafsandjani, incarcérée à Téhéran au début de la contestation en septembre 2022, a été libérée mercredi de la prison de Téhéran, a annoncé un média local.

Ex-députée et militante des droits des femmes, Faezeh Hachémi Rafsandjani a été arrêtée fin septembre 2022 et incarcérée à la prison d'Evine pour avoir incité des

habitants à manifester lors du mouvement de contestation agitant alors le pays.

“Aujourd’hui, nous avons été informés de la décision de la cour d’appel selon laquelle Mme Faezeh Hachémi a été libérée de prison ce soir” (mercredi), a annoncé l’avocat de la militante, Mohammad Hossein Aghassi, cité par le site du quotidien Hammihan.

Agée de 61 ans, Faezeh Hachémi a déjà été condamnée

à plusieurs reprises par le passé.

Fin 2012, elle avait été arrêtée et condamnée à six mois de prison pour “propagande” contre la République islamique.

Elle avait été condamnée à cinq ans de prison suite à son arrestation lors des manifestations déclenchées par la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée par

la police des mœurs pour non-respect du code vestimentaire strict imposé aux femmes en Iran.

Son père, Akbar Hachémi Rafsandjani, président entre 1989 et 1997, était un modéré qui préconisait l’amélioration des relations avec l’Occident.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

27 septembre 2024

Controverse entre Berlin et Ankara autour de l’expulsion de migrants

Berlin, 27 sept 2024 (AFP) — Le gouvernement allemand a annoncé vendredi vouloir, avec l’assentiment d’Ankara, accélérer les expulsions dans leur pays de migrants turcs sans titre de séjour, un accord démenti dans la foulée par le gouvernement du président Erdogan.

“Nous avons obtenu que les renvois vers la Turquie soient plus rapides et plus efficaces et que la Turquie réadmette plus rapidement les citoyens qui ne peuvent pas rester en Allemagne”, a affirmé sur X la ministre allemande de l’Intérieur Nancy Faeser, sans plus détail sur les arrangements convenus avec Ankara.

Cette annonce est intervenue en pleine offensive du gouvernement d’Olaf Scholz contre l’immigration illégale, dans un contexte de progression électorale de l’extrême droite dans le pays.

“C’est un grand progrès et un élément supplémentaire pour limiter la migration irrégulière. Car

le nombre de demandeurs d’asile turcs est élevé, alors qu’il n’y a pas de motif de protection en Allemagne dans un cas sur dix”, a ajouté la ministre dans une interview au groupe de journaux Funke.

Selon le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), ce sont le chancelier Olaf Scholz et le président turc Recep Tayyip Erdogan qui ont conclu, après plusieurs mois de négociations, un accord pour augmenter massivement les expulsions de ressortissants turcs déboutés de l’asile.

Mais dans la soirée, le ministère turc des Affaires étrangères a nié l’existence d’un tel accord.

“Les informations de la presse allemande concernant le retour de nos citoyens qui n’ont pas d’autorisation légale de résider en Allemagne ne correspondent pas à la vérité”, a dit sur X un porte-parole du ministère.

“Aucune pratique de déportation

de masse de nos citoyens n’a été autorisée” et “la question n’a pas été au programme de la rencontre entre le président (turc) et le chancelier Scholz à New York le 23 septembre”, a ajouté le porte-parole.

D’après le quotidien FAZ, Berlin a enclenché le renvoi, via des vols réguliers, d’un premier groupe de 200 Turcs séjournant illégalement en Allemagne. Le quotidien affirme que la Turquie est prête à accepter “jusqu’à 500 ressortissants par semaine”.

Cette évolution, si elle se confirmait, interviendrait au moment où la lutte contre l’immigration irrégulière est revenue au premier plan des préoccupations politiques en Allemagne, comme ailleurs dans l’UE.

Le gouvernement Scholz est sous pression après une série de crimes violents et d’attaques extrémistes, qui ont alimenté la montée du parti d’extrême droite Alternative pour l’Allemagne (AfD).

Une série de mesures visant à durcir la politique d’immigration ont été annoncées ces dernières semaines.

La Turquie est cette année le troisième pays d’origine des demandeurs d’asile en Allemagne, après la Syrie et l’Afghanistan, selon le ministère de l’Intérieur. La plupart des demandeurs déclarent appartenir à la minorité kurde, indique la FAZ.

La grande majorité d’entre eux n’obtenant pas de mesure de protection au titre de l’asile, plus de 15.000 Turcs sont actuellement sous le coup d’une mesure d’éloignement du territoire. Moins de 900 ont été expulsés vers la Turquie l’année dernière, rapporte le journal FAZ.

La première économie européenne abrite la plus grande diaspora d’origine turque au monde, soit environ 2,8 millions de personnes, issues des flux d’immigration de travail des années 1960 et 1970.

29 septembre 2024

L'armée américaine affirme avoir tué 37 "terroristes" dans des frappes en Syrie

Washington, 29 sept 2024 (AFP) — Les forces armées américaines ont affirmé dimanche avoir tué 37 "terroristes", dont des membres de Hourras al-Din, groupe lié à l'EI et Al-Qaïda, dans deux frappes distinctes en Syrie, selon un communiqué du Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

La première frappe, le 24 septembre, a tué neuf "terroristes", dont un haut dirigeant de Hourras al-Din dans le nord-ouest de la Syrie, tandis qu'une précédente frappe le 16 septembre contre un camp d'entraînement de l'EI avait tué 28 autres "terroristes",

dont au moins quatre responsables, a précisé le Centcom.

"Ces frappes contre le commandement et des combattants de l'EI et de Hourras al-Din, groupe lié à Al-Qaïda, démontrent l'engagement du Centcom à défaire durablement les organisations terroristes" de la région, a déclaré dans le communiqué le chef du Centcom, le général Erik Kurilla.

Un autre responsable de Hourras al-Din, Abu Abdul Rahman al-Makki, avait également été abattu par les Etats-Unis fin août en Syrie.

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de Syrie et d'Irak à partir de 2014, imposant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis et aidée des forces kurdes syriennes.

Depuis la défaite territoriale du groupe, des jihadistes se sont repliés sur le vaste désert syrien et continuent de mener des attaques meurtrières, visant principalement l'armée et les forces dominées par les Kurdes.

Les Etats-Unis comptent environ 2.500 militaires en Irak et près de 900 en Syrie, au sein de la

coalition internationale créée en 2014 pour combattre le groupe jihadiste EI. Fin août, l'armée américaine et les forces de sécurité irakiennes avaient tué 15 combattants de l'EI lors d'une opération de grande envergure en Irak.

Cette coalition internationale va s'achever d'ici un an en Irak, ont annoncé vendredi Washington et Bagdad, mais va poursuivre sa mission en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 septembre 2024

Washington réunit la coalition antijihadiste pour maintenir la pression

Washington, 30 sept 2024 (AFP) — Les Etats-Unis appellent à maintenir la pression dans la lutte antijihadiste et vont fournir 148 millions de dollars pour des opérations de sécurisation des frontières et de contreterrorisme en Afrique subsaharienne et Asie centrale, a dit lundi le secrétaire d'Etat Antony Blinken.

Washington fournira également 168 millions de dollars au fond de stabilisation en Irak et en Syrie, a-t-il ajouté à l'ouverture d'une réunion ministérielle à Washington des pays membres de la coalition de lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

"Il nous faut renforcer notre coopération contre les branches de l'EI en dehors du Moyen-Orient", a-t-il affirmé, soulignant que celles-ci "gagnent du terrain, aggravant la menace déjà présente des groupes militants existants".

"Comme on nous l'a rappelé la semaine dernière, le Moyen-Orient traverse une période de grande volatilité", a-t-il poursuivi, en faisant référence aux frappes israéliennes contre le Hezbollah libanais. "Il est plus important que jamais d'intensifier nos efforts pour renforcer la sécurité et la stabilité, notamment en Irak et en Syrie, et d'empêcher des extrémistes comme l'EI d'exploiter le conflit dans la région à leur profit".

La réunion ministérielle survient après l'annonce vendredi par Washington et Bagdad que la mission de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre le groupe EI en Irak prendra fin d'ici un an, en septembre 2025.

La coalition internationale continuera toutefois ses opérations en Syrie où, comme l'a relevé M. Blinken lundi, l'armée américaine a récemment tué 37 "ter-

roristes", dont des membres de Hourras al-Din, groupe lié à l'EI et Al-Qaïda, dans deux frappes distinctes en Syrie, selon le Centcom.

L'Irak a proclamé sa "victoire" contre l'EI fin 2017, mais des cellules jihadistes restent actives dans le pays, particulièrement dans les zones rurales et reculées, hors des grandes villes.

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de Syrie et d'Irak à partir de 2014, imposant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis et aidée des forces kurdes syriennes.

Les Etats-Unis comptent actuellement environ 2.500 militaires en Irak et près de 900 en Syrie.

La réunion lundi a aussi pour objectif d'aborder la question

du rapatriement des familles de jihadistes vivant dans des camps de détention en Syrie.

Selon M. Blinken, "plus de 43.000 personnes déplacées originaires de plus de 60 pays résident dans le nord-est de la Syrie. La plupart sont des enfants qui n'ont jamais connu d'autre foyer".

Il a rappelé aussi qu'"environ 9.000 combattants sont détenus dans des centres de détention dans le nord-est de la Syrie, soit la plus grande concentration au monde".

La question du rapatriement des familles de jihadistes est sensible notamment en Europe. Nombre de pays occidentaux refusent de faire revenir leurs citoyens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.